Université d'Ottawa · University of Ottawa

De quelle Grande noirceur parlez-vous?

Le Québec à l'époque de Duplessis

Par
Benoit Tessier

Thèse déposée à
l'École des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention
d'une maîtrise (M.A.) en
science politique

Directrice : Linda Cardinal

Université d'Ottawa

août 2000

© **Benoit Tessier, Ottawa, Canada, 2000**

National Library of Canada
Acquisitions and Bibliographic Services
395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale du Canada
Acquisitions et services bibliographiques
395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-58511-5

Canada

Résumé

Depuis un certain nombre d'années, une thèse révionniste a fait son apparition sur la scène historiographique québécoise. En effet, de plus en plus d'auteurs remettent en question l'interprétation traditionnelle selon laquelle la société québécoise aurait été arriérée, en retard face aux autres sociétés tel que l'Ontario jusqu'au tournant de la Révolution tranquille. Ce phénomène aurait été attribué, entre autres, à la Grande noirceur; entraînée par la période duplessiste. Les révisionnistes tentent plutôt de remettre en question ce point d'inflexion de la mémoire collective québécoise en développant des indicateurs de développement pour tenter de corroborer leur thèse. Cette recherche s'efforce de faire le point sur ces indicateurs en tentant de dresser un portrait général de la société québécoise duplessiste au niveau empirique.

À Mireille

Remerciements

Je tiens à remercier de façon particulière certaines personnes qui ont contribué à divers moments à la réalisation de cette thèse. Sans elles, la complétion de ce travail aurait été, sans aucun doute, beaucoup plus abrupte. Tout d'abord je veux remercier Mireille Desroches. Son support exceptionnel et inespéré m'a permis de mener cet ouvrage à bon port. Je tiens également à remercier Linda Cardinal pour ses judicieux conseils et son incroyable disponibilité. Je remercie aussi Monique Bond et Barbara Lawless d'avoir donné du temps au temps. Merci à Mark Cauchi pour les nombreuses discussions autant intéressantes qu'utiles. Et finalement, merci à mes parents et amis pour leur support plus qu'apprécié.

Table des matières

Résumé.....p.1

Introduction.....p.2

Chapitre 1:
La nouvelle histoire du Québec.....p.19

Chapitre 2:
Le révisionnisme et l'époque duplessiste.....p.44

Chapitre 3:
À la recherche d'indicateurs de développement.....p.71

Chapitre 4:
Le portrait empirique.....p.94

Conclusion.....p.124

Bibliographie.....p.130

-De la discussion jaillit la lumière.-
proverbe

L'idée de départ d'étudier l'époque de Duplessis est venue de mon intérêt pour les années soixante et pour la dite Révolution tranquille. Depuis mes tout premiers instants de réflexion «éclairée» sur la société qui m'entoure, je n'ai cessé de revenir à cette période de l'histoire du Québec sans trop savoir pourquoi. Pourtant, à l'époque de la Révolution tranquille, je n'étais pas encore de ce monde. Pourquoi alors cette période m'attira t'elle ainsi? Je crois que, comme plusieurs autres, l'on m'avait inculqué un certain esprit des années soixante, tenant pour acquis les répercussions favorables et vertigineuses de la Révolution tranquille sur la société québécoise et son caractère émancipateur par rapport à l'époque des années quarante et cinquante. Par la force des choses, c'est ce que l'on m'avait enseigné à l'école, à la petite et ensuite à la grande; c'est ce qu'on enseignait dans le système d'éducation québécois des années quatre-vingt, probablement encore aujourd'hui. Peu importe, il reste que cette période a tellement marqué l'imaginaire collectif des Québécois, qu'elle captive.

Le moment déclencheur qui a fait en sorte que j'ai souhaité étudier davantage la période d'avant les années soixante au Québec remonte à un des mes premiers cours de science politique portant sur la société québécoise où nous avions abordé la période de la Révolution tranquille. J'ai été complètement foudroyé d'apprendre que la plupart des études récentes sur la société québécoise remettaient en question la référence à la Révolution tranquille comme moment libérateur au Québec. Ces études affirmaient que le contraste entre avant et après les années

soixante n'était pas nécessairement aussi évident que l'on aurait pu le faire croire. Mon sujet de recherche en vue d'études ultérieures venait d'être choisi.

Pendant les années quatre-vingt-dix, un débat a été effectivement lancé dans le domaine de l'historiographie de la société québécoise: d'une part l'on croit éperdument à la théorie de la Révolution tranquille ayant lieu dans une société caractérisée par une certaine Grande noirceur - la thèse traditionnelle; de l'autre, l'on remet en question cette dernière et l'on croit plutôt que la période précédant l'arrivée au pouvoir de l'équipe de Jean Lesage n'est pas si sombre - la thèse révisionniste. Certains auteurs prétendent même que la dite Révolution tranquille aurait entraîné, surtout au niveau économique, une certaine détérioration de la société québécoise.[1] Qui à raison et qui à tort; jusqu'à quel point la Révolution tranquille a t'elle été libératrice et quelles ont été ses conséquences véritables sur la société québécoise?

Dans cette optique, j'ai décidé de m'intéresser à l'approche révisionniste en histoire récente, c'est-à-dire aux travaux cherchant à remettre en cause le postulat de la Grande noirceur et le caractère libérateur de la Révolution tranquille. Je me suis aperçu que leurs ré-interprétations de l'histoire du Québec consistaient en des hypothèses très plausibles certes mais, n'étaient pas appuyées de preuves empiriques très solides. La littérature réinterprétative est sans

---

[1] Voir les études de Paquet, Gilles, «Duplessis et la croissance économique: une analyse exploratoire», dans Gagnon, Alain-G. et Sarra-Bournet, Michel (dir.), Duplessis: entre la Grande Noirceur et la société libérale, Québec-Amérique, Montréal, 1997, pp.207-228. et de Migué, Jean-Luc, Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la Révolution tranquille, Collection Histoire et Société, Édition Varia, Montréal, 1999, 240p.

contredit de plus en plus abondante mais elle reste, tout de même, à l'état embryonnaire. Nous y reviendrons.

De la même façon, selon Gilles Paquet les études plus traditionnelles, affirmant l'existence d'une Grande noirceur au Québec avant 1960, ne semblent pas mieux fondées.[2] Ces études, pour la plupart inspirées des premiers écrits de l'École de Chicago sur le Québec, ne constituent en rien une preuve empirique de la nature du Québec d'avant les années soixante. Elles caractérisent la société québécoise de traditionnelle, paysanne et attardée économiquement. Or, soit elles ont étudié une infime partie de la société québécoise[3] pour ensuite généraliser les résultats à l'ensemble de la province; soit elles ont attribué à la Conquête l'absence d'un esprit capitaliste au sein de la collectivité québécoise[4] sans même tenter de pousser plus loin la recherche. Gilles Paquet décrit les bases de ces études dans des termes on ne peut plus clair lorsqu'il affirme que:

> «Ces chromos simplistes ont été tracés à partir des observations très pointues de deux petites communautés par deux sociologues américains: Saint-Denis-de-Kamouraska par Horace Miner, dans les années trente, et Drummondville par Everett C. Hughes, dans les années quarante. Deux historiens du Canada anglais, Donald Creighton et Arthur Lower, ont ensuite généralisé le diagnostic à l'ensemble du Québec français d'avant 1960 et propagé l'image d'un Canada à deux vitesses. Arthur Lower présente une image manichéenne du Canada des années quarante. Ce serait l'ensemble composite de deux genres de vie: l'un

---

[2] Voir l'ouvrage de Paquet, Gilles, Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité, Éditions Liber, Montréal, 1999.

[3] Par exemple voir les études comme celle de Gérin, Léon, L'habitant de Saint-Justin, Proceedings of the Royal Society of Canada, IV, 1898, pp.139-216.

[4] Par exemple voir les études de Maurice Séguin dans Comeau, Robert, Maurice Séguin, historien du pays québécois: vu par ses contemporains. Suivi de Les normes, VLB Éditeur, Montréal, 1987.

«médiéval, rural, catholique», au Canada français, l'autre «tumultueux, affairé, calviniste», au Canada anglais.»[5]

Or, les gens comme Pierre-Elliott Trudeau et le consortium de la revue *Cité Libre* ont repris ces thèses en les acceptant sans conditions afin de servir quelques convictions politiques.[6]

Bref, ni dans les études traditionnelles portant sur la société québécoise, ni dans les études caractérisées comme révisionnistes les thèses des auteurs semblent bien étoffées empiriquement. Certes, la thèse révisionniste me semble beaucoup plus plausible mais, sans me convaincre totalement. Pour cette raison, nous décidions donc d'effectuer une recherche qui servirait à confronter la thèse révisionniste à ses fondements empiriques.

Par conséquent, le but de notre travail est devenu plus clair: nous avons décidé que nous devions vérifier les différentes hypothèses rivalisant au sein de la nouvelle historiographie en répertoriant tous les indicateurs de développement dont ils prétendent rendre compte. Nous entendons par «indicateurs de développement» toutes les données statistiques susceptibles de pouvoir nous fournir des indications sur l'évolution de la société québécoise à un moment précis

---

[5] Miner, H., St. Denis: A French-Canadian Parish, University of Chicago Press, Chicago, 1935; Hughes, E.C., French Canada in Transition, University of Chicago Press, Chicago, 1943; Creighton, D., The Commercial Empire of the St. Lawrence, Ryerson Press, Toronto, 1937; Lower, A.R.M., «Two Ways of Life: The Primary Antithesis of Canadian History», Canadian Historical Association Annual Report, 1943, pp.5-18 cité par Paquet, Gilles, Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité, Éditions Liber, Montréal, 1999, p.14.

[6] Pour une discussion à ce sujet voir le texte de Cardinal, Linda, Couture, Claude, Denis, Claude, «La Révolution tranquille à l'épreuve de la «nouvelle» historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire», Globe. Revue internationale d'études québécoises, vol.2, #1, 1999, pp. 75-95.

de son histoire. Par exemple, des données portant sur le nombre de diplômés universitaires au Québec, sur le taux de croissance du produit intérieur brut (P.I.B.) ou sur le revenu personnel *per capita* pourraient nous fournir une certaine indication de l'évolution de la société québécoise. Par contre, un indicateur de développement, par définition, ne doit pas être analysé de façon isolé. En effet, ceux-ci ne sont utiles que lorsqu'ils sont relatifs d'années en années et/ou par rapport à une autre entité semblable. Ainsi, il devient totalement inutile de savoir que le nombre de diplômés universitaires au Québec en 1976 est de «X» lorsque l'on ne sait pas qu'en 1984, ce même indicateur de développement est de «Y» - c'est ce que nous voyons comme étant un indicateur de développement linéaire. Par conséquent, il est autant inutile d'avoir la même donnée soit «X», tant et aussi longtemps que nous ignorons que pour la même année, le nombre de diplômés universitaires est de «Y» en Ontario - c'est que nous voyons comme étant un indicateur de développement comparatif. Bref, un indicateur de développement pourra être compris, dans cette recherche, comme étant une donnée statistique brute pouvant être analysée de façon linéaire et/ou de façon comparative, pour pouvoir nous donner quelques indications que se soit dans l'évolution de la société québécoise pour ce qui est d'un domaine particulier.

Par conséquent, nous n'entendons pas analyser le développement de la société québécoise dans son ensemble. En effet, même si la thèse révisionniste porte sur toute l'histoire du Québec d'avant les années soixante, nous nous concentrerons, pour notre part, presqu'exclusivement sur les années comprises entre 1930 et 1960. Notre but est d'étudier le débat historiographique entourant la réinterprétation de la période duplessiste soit, la période où Maurice LeNoblet

Duplessis était au pouvoir. Cette dernière nous apparaît intéresssante car elle est celle qui précède la période qu'on appelle, dans l'historiographie traditionnelle, la Révolution tranquille. Celle-ci s'avère, à nos yeux, la plaque tournante de tout le débat historiographique récent du Québec. En effet, nous croyons que la Révolution tranquille ne peut se définir que par rapport à une période étant beaucoup plus sombre soit, l'avant Révolution tranquille. Or, la période duplessiste à été caractérisée comme étant une de Grande noirceur soit, l'une des périodes les plus sombre de l'histoire du Québec. Ainsi, c'est en étudiant la Grande noirceur que nous espérons pouvoir trouver des élément de preuves pouvant nous mener à des conclusions en ce qui à trait à l'avènement de la Révolution tranquille. Par conséquent, si la période duplessiste apparaît comme étant retardataire par rapport aux autres sociétés, la thèse de la Révolution tranquille (c'est-à-dire celle de l'historiographie traditionnelle) sera alors plausible. Par contre, si nous observons le contraire, soit que la période duplessiste est tout aussi moderne que n'importe quelle autre société, alors, la Révolution tranquille perd tout son sens. De cette façon, nous espérons pouvoir déterminer jusqu'à quel degré la thèse révisionniste trouve preneur lorsque l'on étudie la période duplessiste et, par le fait même, la Révolution tranquille. Bref, nous voulons étudier la période duplessiste pour pouvoir analyser le coeur du débat récent sur l'historiographie québécoise. C'est à ces interrogations que nous faisons allusion dans notre titre lorsque nous posons la question: «De quelle Grande noirceur parlez-vous?».

Question de recherche

Nous voulons vérifier par le moyen d'indicateurs, la thèse révisionniste selon laquelle le Québec d'avant les années 1960 aurait été aussi moderne que les sociétés qui l'entourent. Cette

recherche se donne pour objectif principal d'étudier les données disponibles sur la société québécoise à l'époque où Maurice Duplessis était au pouvoir afin d'identifier tous les indicateurs de développement présents dans le débat pour ensuite les analyser à la lumière de la thèse révisionniste. Dit autrement, nous souhaitons analyser ces données afin de dresser un portrait de la société libérale duplessiste; pour reprendre l'expression de Bourque, Duchastel et Beauchemin.[7]

Hypothèse

Ainsi, nous partirons de notre observation générale selon laquelle les indicateurs de développement pour la période duplessiste, soit 1933 à 1959, ne permettent pas de confirmer la thèse du retard du Québec. En ce sens, nous nous appuyons, entre autres, sur l'étude de Gilles Paquet où il tente par le moyen de quelques indicateurs économiques de nous éclairer sur certains aspects de la thèse révisionniste. Par contre, nous posons comme hypothèse de recherche que les indicateurs de développement que propose la thèse révisionniste sont insuffisants afin de la rendre complètement plausible. Comme l'affirme Luc Turgeon dans une recensions de l'étude de Paquet, l'auteur ne donne pas beaucoup d'autres indicateurs de développement et, par le fait même, nous laisse sur notre appétit. Turgeon affirme que «la thèse principale de Gilles Paquet repose [...] sur trop peu d'observations et sur un cadre théorique trop contestable pour être convaincante.»[8] Cependant, à part quelques exceptions, il n'y a pas beaucoup d'autres auteurs

---

[7] Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, La société libérale duplessiste, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1994, pp.9-62.
[8] Turgeon, Luc, «Recensions», Revue internationale d'études québécoises, vol.2, no.2, 1999, p.162

révisionnistes qui ont cherché à fournir de tels indicateurs de développement. C'est pourquoi il nous faudra, dans cette recherche, tenter d'identifier le plus d'indicateurs possibles afin de mieux tester la thèse révisionniste. Nous comptons bien appuyer notre thèse sur l'identification d'indicateurs de développement à la fois économiques et socio-politiques. Nous procéderons également à la comparaison de ces indicateurs avec l'Ontario ainsi que l'ensemble du Canada. De cette façon, nous pourrons mieux cerner les aspects statistiques et empiriques de la thèse révisionniste pour pouvoir ensuite tirer nos conclusions quant à sa plausibilité.

Pertinence de l'étude

Cette recherche pourrait trouver preneur dans plusieurs autres disciplines des sciences sociales. Certes, comme nous l'avons mentionné précédemment, les rudiments du débat sur la Révolution tranquille se retrouvent sans aucun doute en histoire. Toutefois certains aspects de celui-ci sont de nature multidisciplinaire et ont une pertinence pour l'ensemble des sciences sociales, notamment la science politique. Ainsi, la référence au concept de modernité/modernisation qui est utilisé pour définir la société québécoise rejoint en tous points cette même référence également présente dans les grandes problématiques de la science politique contemporaine. Par exemple, nous n'avons qu'à penser au débat entre libéraux et communautariens personnifié par des auteurs comme Charles Taylor et Will Kymlicka.[9]

En plus du concept de modernité/modernisation, nous croyons que notre recherche revêt un caractère important en ce qui à trait au débat politique entourant la question nationale au

[9] Voir à ce propos le texte de Cardinal, Linda, Couture, Claude, Denis, Claude, Op.cit.

Québec. À l'instar de Cardinal, Couture et Denis, nous croyons que «plusieurs auteurs ont, pour des raisons politiques fort différentes, les uns étant fédéralistes, les autres souverainistes, renvoyé depuis la Révolution tranquille le Québec à sa supposée Grande noirceur.»[10] Cette situation fait en sorte que le débat entourant la question nationale s'engouffre dans une discussion tout à fait illusoire: «d'une part, les fédéralistes trudeauistes qui situent la conclusion du processus de modernisation, amorcé avec la Révolution tranquille, avec les institutions de l'ère Trudeau; de l'autre, plusieurs souverainistes qui perçoivent la conclusion du processus de modernisation par le triomphe, avec la souveraineté, du nationalisme dit civique, par opposition à l'ancien nationalisme dit strictement «ethnique» d'avant la Révolution tranquille.»[11] Ainsi, chacun définit son option par rapport à un schème de référence plus ou moins probant et que nous tentons de remettre en question.

Finalement, une dernière raison qui explique que notre recherche a effectivement sa pertinence en science politique est, que nous allons étudier un époque bien spécifique soit, celle de l'Union nationale et que, par le fait même, nous allons aborder certains aspects de son discours, de ses idéologies, en plus d'analyser, par les chiffres, certaines conséquences des politiques qu'il a mis en place. L'étude du gouvernement de Maurice LeNoblet Duplessis est, par définition, pertinent à la science politique. En effet, Duplessis fut l'un des personnages les plus important de l'histoire politique du Québec et est totalement incontournable pour tout étudiant s'intéressant à la politique québécoise et même, canadienne. Maurice Duplessis lui-

---

[10] Ibid., p.84
[11] Ibid., p.81

même, ainsi que les années duplessistes dans leur ensemble sont ainsi incontournables lorsque l'on aborde le parcours idéologique du Québec.

Méthodologie

Notre étude de la période duplessiste s'appuie sur un certain nombre de concepts clés - ceux de rupture, de Grande noirceur, de retard, de Révolution tranquille ainsi que de modernité/modernisation. Il importe à ce point de voir un peu de quoi il s'agit.

Rupture

Ce que nous appelons la rupture entre l'avant et l'après 1960 se caractérise dans la représentation du point tournant entre ce que la littérature a appelé Grande noirceur et Révolution tranquille. La rupture ferait en sorte qu'il y aurait eu un changement de cap radical à partir de 1960, plus précisément dès la défaite de l'Union nationale et l'arrivée au pouvoir de «l'équipe du tonnerre» libérale dirigée par Jean Lesage. Pour Léon Dion, cette rupture se caractérise comme un «grand passage d'une société ancrée dans le passé à une société ouverte sur l'avenir.»[12] Ainsi, l'on passerait d'une Grande noirceur, c'est-à-dire d'une société traditionnelle avec présence d'autoritarisme, d'obscurantisme, de conservatisme et de clérico-nationalisme (directement lié au régime duplessiste); à une Révolution tranquille et l'avènement d'une modernité, d'une vie urbaine et de la présence de libéralisme (directement lié à l'avènement au pouvoir des Libéraux).

---

[12] Dion, Léon, Québec 1945-2000: Les intellectuels et le temps de Duplessis, Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1993, p.114

Retard

Pour ce qui est du concept de retard du Québec, nous l'entendons au sens comparatif par rapport aux autres sociétés. En effet, nous parlons de retard du Québec lorsque celui-ci aura un décalage substantif, dans un domaine spécifique, par rapport à l'Ontario et/ou à la moyenne du Canada. Ainsi, le Québec pourrait être en retard parce qu'il est moins moderne que les autres sociétés dans un domaine spécifique ou si les données empiriques montrent quantitativement que le Québec est derrière par rapport aux autres sociétés. À noter que le concept de retard n'est pas applicable uniquement qu'à la société québécoise.

Grande noirceur

Les études plus anciennes sur la société québécoise analysaient la société selon les concepts de *folk society* et de *urban society* (société paysanne et urbaine). Bourque, Duchastel et Beauchemin affirment que «plus récemment, ce type de problématique a été reformulé dans les termes de la théorie de la modernisation, et souvent sous les concepts de traditionnelle et de tradition.»[13] Ainsi, la période qui précède 1960 serait traditionnelle tandis que la période après cette date serait moderne. Elle serait traditionnelle en ce sens qu'elle serait empreinte de cléricalisme, dominée par des aspects ruraux de vie en société et monolithique, sans aucune présence de libéralisme. C'est dans cette optique que le terme Grande noirceur a été attribuée à la période. Par contre, le terme est utilisé seulement pour caractériser le régime où Maurice LeNoblet Duplessis était au pouvoir car, celui-ci est perçu dans la littérature comme étant plus

---

[13] Bourque, Duchastel et Beauchemin, Op.cit., p.19

traditionnel que les années précédentes dû, entre autres, à ses affinités avec le pouvoir clérical.

Révolution tranquille

Après cette Grande noirceur, la société deviendrait comme par enchantement moderne et libérale, du jour au lendemain. Ainsi, la modernité s'exprimerait dans des termes de démocratie, d'urbanité, de libéralisme et surtout, en continuité idéologique avec les autres grandes sociétés modernes de l'époque. Bourque, Duchastel et Beauchemin décrivent comment l'on insistait sur le paradigme de la Révolution tranquille: «Les sciences sociales, toujours attentives à la représentation hégémonique et d'ailleurs elles-mêmes parties prenantes et gagnantes dans l'aventure, commencèrent par insister sur cette grande rupture. Révolution culturelle, transformation politique fondamentale, sortie du Moyen Âge, accès à la modernité, rien ne parut trop beau pour nommer l'événement.»[14]

Modernité/modernisation

Ainsi, l'on décrit la société québécoise selon une dichotomie entre Grande noirceur et Révolution tranquille ou, si l'on préfère, entre société traditionnelle et société moderne. Pour les auteurs Cardinal, Couture et Denis le concept de modernité se définirait en opposition au concept de tradition. «Par conséquent, serait traditionnelle une société caractérisée par le communautaire, le religieux et l'irrationnel alors qu'une société moderne serait caractérisée par le rationnel et l'individuel.»[15] Ainsi, il semble clair que la modernité ait un lien privilégié avec l'individu et la

---

[14] Bourque, Duchastel et Beauchemin, «L'Église, la tradition et la modernité», Recherches sociographiques, XXXII, no.2, 1991, p.175
[15] Cardinal, Couture et Denis, Op.cit., p.80

raison. C'est tout au moins ce qu'affirme André-J. Bélanger, en plus de rajouter que «le libéralisme est partie prenante à la modernité: le capitalisme sur le plan économique, la démocratie sur le plan politique, et l'exercice libre de la raison séculière sur le plan social, sont censés se conjuguer dans un esprit de progrès.»[16] Le libéralisme apparaît donc comme un quasi-synonyme du concept de modernité/modernisation.

Pour réaliser une recherche comme la nôtre, nous devrons nous pencher en tout premier lieu sur la documentation statistique existante. Notre but sera de mettre en relation son contenu avec les propos tenus par les auteurs des études récentes sur le Québec, tels ceux de Bourque et Duchastel[17] et ceux de Paquet.[18] Ainsi, notre recherche en sera une de type plutôt quantitatif car, nous analyserons et interpréterons les chiffres à la lumière de concepts particuliers. La plupart de nos données proviendront d'un ouvrage intitulé Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours[19]. Cette compilation nous fournira plus de 390 pages de chiffres et de tableaux de toutes sortes couvrants tous les domaines de la société, en passant par l'économie à la vie sociale et politique. Ce recueil a l'avantage de ne contenir aucun texte et aucune interprétation des chiffres qu'il présente. En plus, celui-ci a la qualité de fournir des données comparatives, à l'occasion, des aspects de la société québécoise avec la société ontarienne pour une période de temps donné. Un

---

[16] André-J. Bélanger «Les leçons de l'expérience québécoise. L'accès inusité du Québec à la modernité» dans Elbaz, Mikhaël, Fortin, Andrée, Laforest, Guy, (dir.), Les frontières de l'identité: modernité et postmodernisme au Québec, L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval, Paris et Québec, 1996, p.49

[17] Voir la bibliographie pour la liste de leurs ouvrages.

[18] Voir la bibliographie pour la liste de ses ouvrages.

[19] Bernier, Gérald, Boily, Robert, Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Montréal, 1986, 389p.

autre ouvrage similaire nous sera également utile dans notre analyse quantitative. Le Portrait social du Québec[20] publié par le Bureau des statistiques du Québec nous donnera plus de détails quant à l'aspect social de la société québécoise. Lui aussi nous offre quelques éléments de comparaisons entre le Québec et l'Ontario. Ces ouvrages pourront alors nous permettre non seulement de présenter les traits de caractéristiques du Québec de l'époque duplessiste mais également de les comparer avec l'Ontario et parfois même avec le reste du Canada. En plus de ces deux ouvrages d'ordre plutôt quantitatifs, un autre ouvrage, celui là publié en 1961, nous fournira également une multitude d'informations chiffrées et sous forme de tableaux. Nous pourrons utiliser le livre Croissance et structure économique de la province de Québec[21], pour nous donner un portrait économique global du Québec à cette époque.

À ce point, plusieurs esprits alertes pourraient également nous suggérer l'utilisation d'un ouvrage de référence pouvant paraître incontournable en matière d'analyse quantitative comparée du Canada. En effet, nous utiliserons également le Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme,[22] plus particulièrement le livre III sur le statut socio-économique, mais tout en faisant grandement attention de ne pas ethniciser notre propos. En fait, l'objectif du rapport sur le bilinguisme et le biculturalisme (communément appelé le Rapport BB) est d'étudier la comparaison entre la vie en société des francophones et la vie en société des

---

[20] Asselin, Suzanne *et al.*, Portrait social du Québec, Bureau des statistiques du Québec, Les Publications du Québec, 1992, 353p.
[21] Raynauld, André, Croissance et structure économiques de la province de Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, province de Québec, 1961, 657p.
[22] Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, *Le monde du travail*, première partie: «Le statut socio-économique», Imprimeur de la Reine pour le Canada, 1969, 490p.

anglophones dans le contexte canadien, et non pas de comparer la société québécoise aux autres régions du Canada. Donc, par définition, le rapport met en relation le groupe ethnique francophone au groupe ethnique anglophone et se consacre moins à l'étude de la société québécoise comme entité. Bref, certaines données incluses dans ce rapport devront être tout simplement ignorées. Par cette remarque, nous voulons nous mettre à l'écart d'une erreur d'interprétation qui, à notre avis, est fort fréquente chez les auteurs caractérisant la société québécoise comme étant attardée économiquement et socialement avant les années 1960. En effet, certains auteurs font subir un glissement de perspectives entre les concepts de société québécoise et de francophone, nous pensons, un peu trop rapidement.[23]

Grille d'analyse

Il nous importe ici d'apporter quelques éléments de précision en ce qui à trait à notre grille d'analyse. Nous dresserons un tableau de la société québécoise à partir des indicateurs de développement économique et social du Québec que nous aurons identifié grâce aux données statistiques disponibles et d'une comparaison avec l'Ontario et le reste du Canada. Ainsi, lorsque nous comparerons la société québécoise avec la société ontarienne, nous comparerons le Québec et l'Ontario. De même que lorsque nous comparerons cette même société à la société canadienne, nous comparerons le Québec à l'ensemble du Canada. Il nous faudra commencer notre analyse dès les années 1930 pour aller jusqu'aux années 1980 et 1990 selon la disponibilité des données. Ainsi, notre objectif sera d'observer des changements particuliers dans les chiffres

---

[23] Voir le texte de Denis, Claude, «Quebec-as-a-distinct-society as conventional wisdom: The constitutional silence of anglo-Canadian sociologists», Canadian Journal of Sociology, vol.18 no.3, 1993, pp.251-269.

d'avant et d'après 1960 et de les confronter à la thèse révisionniste.

De plus, après avoir explicité de façon sommaire l'arrière-plan du débat entourant la nouvelle historiographie québécoise, en tentant d'en identifier les principaux auteurs, je tenterai d'identifier tous les indicateurs de développement économique d'une part, et socio-politique de l'autre, présents dans les travaux des révisionnistes en ce qui a trait aux années duplessistes. Nous procéderons à une compilation des indicateurs de développement au sein des écrits existants. Par la suite, puisque nous avons déjà annoncé que ces indicateurs de développement ne seraient pas très abondants, nous tenterons, par conséquent, de compléter l'analyse du Québec d'avant 1960 avec de nouveaux indicateurs de développement économiques et socio-politiques que nous construirons à partir de certaines données quantitatives brutes, en plus d'utiliser certains textes plus qualitatifs. Une fois l'identification de ces nouveaux indicateurs de développement complétée, nous comparerons le Québec aux autres sociétés soit, l'Ontario et l'ensemble du Canada. De cette façon, nous serons en mesure de juger du caractère de chacun des indicateurs pour enfin pouvoir tirer des conclusions plus générales quant au retard et/ou à la normalité de la société québécoise de l'époque de Duplessis et ainsi pouvoir validité ou non la thèse révisionniste.

Cette recherche pourra être comprise comme un travail de terrain cherchant à rapatrier tous les indicateurs de développement existants, en plus d'en identifier de nouveaux le cas échéant. Par le fait même, nous espèrons que cette recherche pourra servir d'appui, sur le plan

empirique, au débat sur la nature de la société duplessiste tout en cherchant à s'y inscrire indirectement. Ainsi, à l'aide des indicateurs de développement identifiés dans les travaux révisionnistes et de ceux que nous aurons identifiés, notre objectif sera de proposer un portrait de la société duplessiste qui soit mieux fondé empiriquement. Bref, nous espérons que ce portrait permettra de déterminer jusqu'où la thèse révisionniste a raison.

Chapitre 1

La nouvelle histoire

du Québec

L'histoire de toutes sociétés est constituée d'événements, d'actes et de mythes fondateurs. Le Québec ne fait pas exception. Son histoire, même si considérée jeune par plusieurs, renvoi à certaines dates, événements et discours qui ont marqué l'imaginaire social de sa population. Nous n'avons qu'à penser, entre autres, à la fondation de Québec par Champlain en 1608; à la Conquête des Britanniques sur les Français lors de la bataille des Plaines d'Abraham en 1760; à la rébellion des Patriotes de 1838-1839; au grand krach boursier de 1929; et à La Révolution tranquille des années 1960. Ces dates constituent des points de repère importants pour la conscience collective québécoise.[24] Toutefois, si pendant plusieurs décennies personne n'a osé remettre en cause l'importance de ces événements pour le Québec, on assiste depuis quelques années à un débat afin de déterminer la pertinence de la référence à la notion de Révolution tranquille, ainsi qu'à celle de Grande noirceur qui la précède, afin de décrire le Québec d'avant les années soixante.

C'est en histoire que le débat autour des thèmes de la Grande noirceur et de la Révolution tranquille se déroule principalement. En effet, l'historiographie québécoise récente a de plus en plus tendance à remettre en question ces deux références, l'une n'allant pas sans l'autre, comme principes générateurs du Québec moderne. Ce qui fait en sorte que l'on assiste, depuis quelques années, à un débat visant à fonder sur de nouvelles bases empiriques l'histoire du Québec d'avant les années 1960. La thèse principale du récent débat est que le Québec n'aurait pas vécu dans la

---

[24] Voir Létourneau, Jocelyn, «Pour une révolution de la mémoire collective. Histoire et conscience historique chez les Québécois francophones», Argument, vol.1, no.1, 1998, pp.41-57.

Grande noirceur compris comme une sorte de moyen âge ténébreux. De la même façon, la nouvelle historiographie vise à remettre en question l'idée selon laquelle la Révolution tranquille marquerait l'entrée du Québec dans la modernité. Ainsi, deux écoles de pensée, en histoire principalement, vont s'affronter: l'une insistant sur 1960 comme un moment de rupture important dans le développement du Québec, l'historiographie traditionnelle; l'autre, la nouvelle historiographie, cherchant plutôt à démontrer la continuité historique logée au cœur du développement de la société québécoise.

L'historiographie «traditionnelle»

Dans les années qui ont précédé la Révolution tranquille, nombre d'historiens ont tenté de définir et d'expliquer la société québécoise qui, apparaissait aux yeux de plusieurs, comme une «province pas comme les autres et plus récemment, une société distincte».[25] Dans cette littérature, on retrouve une compréhension de l'histoire qui se base sur une seule et unique idéologie dominante, c'est-à-dire le clérico-conservatisme. Les Québécois sont perçus, dans cette perspective, comme faisant partie d'une société très différente des autres sociétés d'Amérique du nord mais aussi, de l'Europe. Selon ses protagonistes, la caractéristique principale de la société québécoise est l'absence du développement de l'idéologie libérale à la fin

---

[25] Ronald Rudin, «Revisionism and the Search for a Normal Society: A Critique of Recent Quebec Historical Writing», Canadian Historical Review, vol. LXXIII, no.1, 1992, p.30

du XIXième siècle et au début du XXième.[26] L'une des causes qui a été le plus associée à ce phénomène dans la littérature fut, la prééminence quasi-absolue de l'Église catholique au sein de la société. Une des oeuvres importantes de l'époque est celle de Maurice Tremblay.[27] Celui-ci affirme que la «pensée sociale» des Canadiens français est définie par l'Église catholique depuis 1760. Il mentionne que: «L'Église transforme en vocation et en moyen idéal de survivance le repliement forcé des Canadiens français sur la terre; ce credo nationaliste et ruraliste est unanimement repris par les élites et tout ce qui le menace ou le contredit est rejeté, dévalorisé, condamné. Ainsi en ira-t-il, entre autres, des carrières d'affaires et du développement économique en général, qu'on laissera aux Canadiens anglais».[28] En guise d'explication de ce phénomène, Tremblay suggère trois prémisses de bases soit: le caractère français, la philosophie catholique de la vie et les frustrations collectives d'un peuple conquis.

Fernande Roy[29] dans son fameux volume intitulé Progrès, Harmonie, Liberté suggère qu'accompagnant et lié au clérico-conservatisme, «le nationalisme joue un rôle important».[30] Elle fait remarquer que certains auteurs comme Mason Wade «le présente même comme premier

---

[26] Voir entre autres des auteurs comme Horace Miner, Everett C. Hughes, Donald Creighton, Arthur Lower mais également Marcel Rioux, Hubert Guidon, Michel Brunet, Fernand Ouellet et Pierre-Elliott Trudeau.

[27] Maurice Tremblay, «Orientations et pensée sociale», dans J.-C. Falardeau, Essai sur le Québec contemporain, Québec, PUL, 1953, p.197

[28] Fernande Roy, Roy, Fernande, Progrès, harmonie et liberté, Boréal, Montréal, 1983, p.12.

[29] Nous tenons à préciser ici que Fernande Roy ne fait pas partie des protagonistes de l'historiographie traditionnelle. L'auteure est plutôt considérée comme une révisionniste. Nous y reviendrons.

[30] Ibid., p.12

principe d'explication de l'histoire politique, mais aussi de l'histoire culturelle».[31] D'autres auteurs, comme par exemple, Jean-Charles Falardeau, étudient également l'histoire et l'idéologie canadienne-française en incluant les deux mêmes lignes directrices soit: le nationalisme d'une part et le clérico-conservatisme d'autre part.

Lié à ces concepts, existe aussi au sein de l'historiographie traditionnelle, une autre manière de percevoir la distinction des Canadiens français avec le reste du monde moderne. La société québécoise francophone de l'époque se définit également comme une société basée sur l'agriculturalisme et le ruralisme. Michel Brunet, Fernand Ouellet et Maurice Séguin furent les principaux auteurs à écrire sur ce sujet.[32] Ronald Rudin, l'historien pour lequel l'on doit la reprise du débat sur l'historiographie, note que «Fernand Ouellet echoed the conviction of Brunet and Séguin that francophone Quebeckers were distinctive for having long remained a predominantly rural people».[33] Pour Ronald Rudin, cet agriculturalisme représentait la plus profonde démarcation entre les franco-québécois et les anglo-québécois. «One of the real factors that differentiated French- and English-speakers was the degree to which the majority was, until fairly recently, concentrated in rural Quebec, while the minority was largely based in the

---

[31] Ibid., p.13

[32] À noter que Maurice Séguin ne peut être mis sur le même pied d'égalité que les deux autres auteurs ici. En effet, Séguin fut un des premiers en remettre en question l'histoire du Canada racontée par Lionel Groulx. Séguin fait de la Conquête un moment marquant dans l'histoire du Canada français et considère que les canadiens-français sont condamnés à être minoritaires dans le Canada. Voir le débat Groulx vs. Séguin présent dans Rudin, Ronald, Faire de l'histoire au Québec, Septentrion, Montréal, 1998, 278p.

[33] Ronald Rudin, «Revisionism and the Search...», Op.cit., p.44

cities.»[34] La seule différence entre les interprétations de Séguin et de Brunet fut le fait que le premier associe l'agriculturalisme à «la survivance de la nation canadienne française»[35] alors que le second l'associe plutôt à l'une des forces qui guide la province vers le XXième siècle.[36] En plus, Séguin et Brunet affirment tous deux que le côté plus agricole des Canadiens français est une conséquence directe de la Conquête de 1760. Brunet affirme qu'«ayant perdu leur liberté collective et dès lors connu un développement anormal, les Canadiens français ne pouvaient générer qu'une pensée anormale. [...] La pensée canadienne-française était bien différente avant le traumatisme de la Conquête...»[37] Pour Fernand Ouellet par contre, cet agriculturalisme n'était que le fruit «of French Canada's (...) own weakness».[38]

Ainsi, l'histoire du Québec a été présentée comme l'expression du conflit entre les anglophones et les francophones. Les Anglo-saxons, d'une part, apparaissaient comme la classe la plus puissante alors que les francophones étaient considérés comme des faibles sans chance de succès dans leur propre société. En effet, le conflit moteur de la société n'était pas au Québec, comme dans les autres sociétés modernes, fondé sur une lutte de classes selon la conception

---

[34] Ibid., p.43
[35] Séguin, Maurice, La nation canadienne et l'agriculture, Boréal Express, Trois-Rivière, 1970.
[36] Brunet, Michel, «Trois dominantes de la pensée canadienne-française: l'agriculturalisme, l'anti-étatisme et le messianisme», dans La présence anglaise et les canadiens, Beauchemin, Montréal, 1964. Inspiré également du texte de Ronald Rudin, Op.cit., p.43
[37] Ibid., p.113-166
[38] Ouellet, Fernand, Economy, Class and Nation in Quebec, Toronto, 1991, p.242

marxiste; mais devait plutôt être compris comme l'expression d'une lutte ethnique et linguistique. Selon Ronald Rudin, «The fundamental cleavage in society in terms of the distribution of power was ethnic or linguistic. Social classes occasionally emerged, but the conflict between them was of considerably less important than the differences between the two linguistic groupings».[39] De plus en plus, la différence des Canadiens français, au lieu d'être valorisante, apparaissait comme un symbole d'infériorité et de retard face aux autres sociétés libérales modernes. Un des auteurs qui a popularisé cette idée fut Pierre-Elliott Trudeau. En effet, Trudeau soutenait qu'en se repliant sur ie nationalisme, les Canadiens français étaient condamner à demeurer à la remorque des peuples modernes voisins, rejoignant ainsi des auteurs tel que Mason Wade et Jean-Charles Falardeau. D'après Fernande Roy, Trudeau croyait que toute l'idéologie canadienne-française tournait autour du nationalisme clérico-conservateur.[40] Sur ce, il écrivit d'ailleurs que:

> «Ce peuple vaincu, occupé, décapité, évincé du domaine commercial, refoulé hors des villes, réduit peu à peu en minorité, et diminué en influence [tenta de s'auto-préserver] [...] contre une ambiance anglaise, protestante, démocratique, matérialiste, commerciale et plus tard industrielle, notre nationalisme élabora [donc] un système de défense où primaient toutes les forces contraires: la langue française, le catholicisme, l'autoritarisme, l'idéalisme, la vie rurale et plus tard le retour à la terre».[41]

Bourque, Duchastel et Beauchemin montrent, tout comme Fernande Roy, que la thèse du retard économique des Canadiens français a été inspirée par deux écoles de pensées. «La

---

[39] Ibid., p.37
[40] Inspiré de Roy, Fernande, Op.cit., p.14
[41] Trudeau, Pierre-Elliott, La grève de l'amiante, Montréal, Cité libre, 1956, p.12

première, inspirée principalement par l'historien Maurice Séguin, attribue à la Conquête l'absence d'une bourgeoisie dynamique et le repli des Canadiens français dans l'agriculture. Ainsi s'expliquerait l'infériorité d'une communauté incapable d'entrer dans l'ère du capitalisme et, ultimement, le retard économique d'un Québec privé des principaux leviers politiques essentiels à l'industrialisation.»[42] La deuxième école de pensée

> «explique le retard par l'absence d'un esprit du capitalisme au sein de la collectivité canadienne-française. Ce retard est dû, bien sûr, à l'attitude de l'Église catholique et à l'idéologie dominante, agriculturiste, traditionaliste et rétrograde. [...] La thèse du retard présente ainsi l'image d'un monde infériorisé, attardé, vivant en marge de la société moderne, représenté par l'Ontario et les pays occidentaux les plus industrialisés.»[43]

Selon Bourque, Duchastel et Beauchemin, l'autre thèse, celle du caractère paysan de la société québécoise, s'appuie plus particulièrement sur des études sociologiques. Ainsi,

> «l'analyse sociologique du Québec qui a précédé la Révolution tranquille a été dominée par le débat sur l'applicabilité de la théorie de la *folk society* (société paysanne) à l'analyse de ce qu'on appelait à l'époque la société canadienne-française. [...] De Gérin à Miner, de Guindon à Rioux, [...] c'est la société canadienne-française qui est considérée à partir du continuum *folk-urban* (paysan-urbain).»[44]

Par conséquent, l'on justifie le caractère traditionnel et rural de la société canadienne-française ainsi que l'infériorité des Canadiens français d'avant 1960 à l'aide de la théorie de la société paysanne.

Fernand Dumont, sociologue québécois, reprend également les idées de Trudeau. Selon

---

[42] Bourque, Duchastel et Beauchemin, Op.cit., p.18
[43] Ibid., p.19
[44] Ibid., p.19

lui, au Canada français, il «s'établit une idéologie proprement nationaliste, c'est-à-dire qui non seulement définit la nation, mais accorde aux valeurs nationales la primauté sur les autres.»[45] Il considère que, «l'homogénéité idéologique s'accompagne d'un rejet de la richesse et du monde anglo-saxon, d'un refus de l'industrialisation et de l'urbanisation, mais aussi d'une conception idéale d'une société sans classes. Le diagnostic nationaliste dilue la présence de la bourgeoisie anglaise et d'une certaine bourgeoisie canadienne-française, voir l'élimine du corps social».[46]

Une autre caractéristique propre au Canada français dans l'historiographie traditionnelle est le catholicisme. Ronald Rudin insiste sur les valeurs qui sont véhiculées au début du siècle dans les écoles du Québec. Il rappelle que dans le système scolaire entretenu par l'Église, les valeurs étaient très différentes de celles enseignées dans les écoles protestantes. Il note que les instituteurs des écoles catholiques, jusqu'à la fin des années 1920, «were priest, brothers, or nuns.»[47] Dans le même ordre d'idées, Jean Hamelin et Nicole Gagnon dans leur Histoire du catholiscisme québécois se représentent les différentes valeurs du catholiscisme comme suit:

> «Le Canadien français a confiance en l'homme, il désire vivre en harmonie avec la nature, privilégie le temps présent, done libre cours à l'expression de ses besoins, attache une grande importance à la famille et aux relations de socialité primaire. Il se distingue de l'anglophone plus renfermé, désireux d'imposer sa marque sur la nature et en quête d'efficacité. La recherche du gain immédiat, l'être, la situation totale de l'interlocuteur guident l'action du francophone; l'anglophone est davantage marqué

---

[45] Dumont, Fernand, «Idéologie et conscience historique dans la société canadienne-française du XIXième siècle», dans J.-P. Bernard, Les idéologies québécoises au 19ième siècle, Montréal, Boréal Express, 1973, p.72-73

[46] Dumont, Fernand, La représentation idéologique des classes au Canada français, *RS*, VI, no.1, janvier à avril 1965, p.10

[47] Rudin, Ronald, Op.cit., p.48

par la fonctionnalité de la raison économique.»[48]

Bref, selon les historiens, la société québécoise d'avant 1960 est traditionnelle et homogène. Elle est fondée sur l'agriculturisme (ou le ruralisme), le nationalisme et le catholicisme. L'agriculture qui est prônée par le clergé et le nationalisme apparaît, pour plusieurs, comme une sorte de réaction face à la mer anglo-saxonne qui entoure le Canada français. Fernande Roy affirme que «c'est aussi simple que ça. Il semble impossible, à cette époque de l'historiographie, de remettre en question le postulat de l'homogénéité idéologique.»[49]

Le duplessisme

C'est ainsi que toute l'histoire du Québec fut pensée dans l'historiographie traditionnelle et ce, jusqu'aux années 1960 et à la dite Révolution tranquille. Il y a pourtant un moment de l'historiographie québécoise d'avant 1960 qui se démarque plus que les autres; il s'agit de la période où Maurice LeNoblet Duplessis est au pouvoir. Cette dernière est caractérisée de «Grande noirceur» par l'historiographie traditionnelle tellement elle était décrite comme étant l'apogée de l'infériorité et du traditionalisme des Canadiens français. Ainsi, les années duplessistes sont apparues dans la littérature traditionnelle comme les années les plus obscures du cheminement québécois. Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin parlent d'une historiographie des années duplessistes - 1944 à 1960 - qu'ils caractérisent comme étant

---

[48] Hamelin, Jean, Gagnon, Nicole, Voisine, Nive et Sylvain, Philippe, Histoire du catholicisme québécois, Boréal express, Montréal, 1984. Cité par Ronald Rudin, Op.cit., p.50-51

[49] Ibid., p.15

remplie

> «d'ouvrages [...] dominés par un éthos entièrement négatif. Après avoir reconnu l'importance des transformations économiques de l'après-guerre et des années cinquante, les analyses s'acharnent sur le chef et son gouvernement, cette «partitocratie» patroneuse, manipulatrice, autoritaire et antidémocratique. Bien plus, s'il est question du discours, de l'idéologie et de la représentation du monde, les épithètes pullulent: c'était l'époque et même le règne de la démagogie, de l'obscurantisme et de la Grande noirceur. Le régime Duplessis devient ainsi le symbole de ce Moyen Âge qu'aurait traversé le Québec de 1840 à 1960. Il apparaît d'autant plus rétrograde qu'il serait le dernier obstacle au surgissement de la modernité que le nouveau sens commun situe aux premiers jours de la Révolution tranquille.»[50]

Bourque, Duchastel et Beauchemin montrent que l'historiographie duplessiste caractérise la société québécoise de traditionnelle, de rétrograde, de rurale, de monolithique et empreinte de catholicisme, en plus d'affirmer son absence de libéralisme. En simplifiant, la société québécoise (ou canadienne-française pour employer le terme de l'époque) serait totalement arriérée par rapport aux grandes sociétés modernes qui l'entourent comme l'Ontario et le reste du Canada. Dans ces conditions, les années 1960 apparaissent alors comme des années de libération, où la société devient enfin moderne au même titre que toutes les autres sociétés qui l'entourent soit: urbaine, libérale et démocratique. Le terme de «Révolution tranquille» servira à affirmer le caractère émancipateur de l'arrivée au pouvoir de l'équipe libérale en 1960.

---

[50] Bourque, Gilles, Duchastel, Jules, Beauchemin, Jacques, La société libérale duplessiste, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1994, p.11-12. Pour une discussion à ce sujet, voir l'ouvrage de Roberts, Leslie, Le Chef, Éditions du Jour, Montréal, 1963, 195p. ainsi que les ouvrages de Fernand Ouellet.

La nouvelle historiographie

La réinterprétation de l'histoire du Québec

La nouvelle historiographie, de plus en plus populaire maintenant, entrevoit le développement de la société québécoise en s'opposant à l'historiographie traditionnelle. C'est le cas d'un certain nombre d'études historiques[51] qui ont tenté de rappeler des faits selon lesquels il existait autant de libéralisme au Québec que dans les autres sociétés modernes; des études sociographiques[52] qui ont démontré qu'il y avait bel et bien présence de modernité avant 1960; des études de science politique[53] qui ont montré les éléments libéraux dans le discours politique ainsi que des études socio-économiques[54] démontrant à l'aide du concept de socialité, que le Québec était non seulement moderne mais également progressiste par rapport aux sociétés voisines. Toutes, tentent de proposer une nouvelle interprétation de l'histoire du Québec autant avant qu'après 1960. L'enjeu est de remettre en question l'idée selon laquelle les années 1960 constituent une rupture avec le passé vers un avenir émancipateur. Au contraire, cette historiographie présente la société québécoise d'avant 1960 comme une société semblable aux

---

[51] Voir les ouvrages de Roy, Fernande, de Linteau, Robert et Durocher et de Wallot, Jean-Pierre dans la bibliographie.

[52] Voir Couture, Claude et Denis, Claude, «La captation du couple tradition-modernité par la sociographie québécoise», dans Discours théoriques au Canada, Association d'études canadiennes, Montréal, 1994, p.105-131. Aisni que Couture, Claude, Le mythe de la modernisation du Québec des années 1930 à la Révolution tranquille, Les Éditions du Méridien, Montréal, 1991, 152p.

[53] Voir Bourque, Duchastel, Beauchemin, Op.cit, ainsi que Dion, Léon, Québec 1945-2000: Les intellectuels et le temps de Duplessis, Les Presses de l'université Laval, Sainte-Foy, 1993, 450p.

[54] Voir Paquet, Gilles, Oublier la révolution tranquille: pour une nouvelle socialité, Liber, Montréal, 1999, 159p.

sociétés voisines, avec présence de libéralisme, de modernité, d'urbanité et de démocratie.

L'on doit l'introduction du débat sur la nouvelle historiographie à Ronald Rudin et à son article Revisionism and the Search for a Normal Society : A Critique of Recent Quebec Historical Writing[55] qui a provoqué tout un émoi au sein du milieu des historiens au Québec.[56] Plusieurs autres auteurs avaient tenté de lancer le débat bien avant Rudin. L'on a qu'à penser à Jean-Pierre Wallot, Esdras Minville et Philippe Garigue qui, bien avant Ronald Rudin, remettait en question l'interprétation traditionnelle de l'historiographie québécoise. Par contre, aucun de ces auteurs ne réussirent à susciter le même engouement que le fit le texte de Rudin, publié d'abord en anglais, faut-il le rappeler. Par conséquent, il nous importe de nous arrêter à son travail.

Rudin suscite un si grand intérêt d'une part, parce qu'il présente et analyse la démarche révisionniste mais, d'autre part, parce qu'il se fait également critique de cette dernière. De plus, Ronald Rudin est le premier à caractériser les auteurs de la nouvelle interprétation de l'histoire du Québec de «révisionnistes». En effet, Rudin emprunta cette expression aux auteurs de l'historiographie irlandaise qui caractérisaient ainsi les historiens voulant réinterpréter l'histoire de l'Irlande pour l'épurer de sa mythologie nationaliste. Pour Rudin, il était possible de

---

[55] Rudin, Ronald, «Revisionism and the Search...», Op.cit.
[56] À noter que paradoxalement Ronald Rudin a publié un autre ouvrage Banking en français: les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925, Boréal, Montréal, 1988, qui est considéré par plusieurs comme un des ouvrages révisionniste par excellence.

remarquer le même phénomène réinterprétatif, au Québec. Par conséquent, il attribua donc le même qualificatif aux historiens québécois cherchant à donner une nouvelle interprétation à l'aventure historique québécoise en ne définissant plus celle-ci par rapport à la spécificité de la société québécoise. Ainsi, Rudin apposa l'autocollant «révisionnistes» aux auteurs récents qui tentèrent de redéfinir l'histoire en utilisant l'approche de la normalité du Québec. En d'autres mots, pour Rudin, les auteurs voulant analyser l'histoire de façon différente par rapport à celle où le Québec apparaît comme une société en retard jusqu'en 1960 pour enfin voir apparaître la modernité au tournant de la Révolution tranquille, étaient des «révisionnistes». Rudin affirme d'ailleurs que «by the 1970s, however, a new generation, thoroughly convinced of the primacy of hereafter referred to as revisionists [...] tended to focus on the nineteenth and twentieth centuries to find a Quebec that was urbanizing, industrializing, and profoundly divided by class conflicts as were most other Western societies of the time.»[57]

Toutefois, Rudin soutient, en grande partie, que les auteurs révisionnistes, en revoyant l'historiographie québécoise traditionnelle, ont exagéré le caractère normal de la société québécoise au détriment des aspects les plus spécifiques à la «province pas comme les autres».[58] Ainsi, selon Rudin les révisionnistes ont oublié délibérément les éléments les plus distinctifs de l'aventure historique québécoise pour faire la preuve, à tout prix, de la normalité évolutive de l'histoire du Québec. Proposant l'adoption d'un post-révisionnisme c'est-à-dire, une sorte de

---

[57] Rudin, Ronald, Op.cit., p.33
[58] Ibid., p.30

compromis entre l'historiographie traditionnelle et l'historiographie révisionniste, Rudin suggère que les deux historiographies ont comme défaut d'avoir été trop loin - l'une exagérant le sens du retard et de la spécificité du Québec; l'autre exagérant plutôt l'aspect normal et moderne du Québec d'avant 1960. Ainsi, pour Rudin, la vérité se retrouvait dans un mélange des deux historiographies.

C'est alors que le débat sur le révisionnisme historiographique québécois a vu le jour de façon fulgurante. Les historiens révisionnistes embarquèrent dans le débat pour défendre leur position en plus d'entraîner avec eux, plusieurs de leurs collègues non seulement historiens mais également des autres disciplines des sciences sociales. On a commencé par traduire le texte de Rudin dans le Bulletin d'histoire politique[59] pour ensuite poursuivre le débat dans un des numéros suivant intitulé «Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?»[60]. Ainsi, plusieurs auteurs ont pris tour à tour la parole pour dénoncer ou pour commenter la thèse de Rudin dont, entre autres, Paul-André Linteau, Brian Youg et John A. Dickinson qui sont, parmi les plus critiqués par Rudin. Voyons un peu de quoi il en ressort.

Le révisionnisme - mise en contexte

Pour les auteurs qualifiés de révisionnistes par Rudin comme Jean-Claude Robert, René

---

[59] Rudin, Ronald, «La quête d'une société normale. Critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», Bulletin d'histoire politique, vol.3, no.2, hiver 1995, p.9-43.
[60] Bulletin d'histoire politique, «Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?», vol.4, no.2, hiver 1995, p.3-75.

Durocher, Paul-André Linteau, John A. Dickinson, Brian Young, Fernande Roy, Jean-Pierre Wallot et plusieurs autres, il y avait une bourgeoisie francophone au Québec bien avant les années 1960, contrairement à ce qu'affirme l'historiographie traditionnelle. Certes, ces auteurs n'ignorent pas l'existence de l'Église au Québec mais, sans considérer que celle-ci occupe entièrement la sphère sociétale. Pour Fernande Roy, «deux courants principaux se partagent l'espace idéologique québécois: le clérico-nationalisme ruraliste et conservateur, d'une part, et le libéralisme, d'autre part.»[61] Ainsi, les révisionnistes considèrent qu'il n'y a jamais eu de monolithisme idéologique au sein de la société québécoise. Certains mettent toutefois l'accent sur la présence inévitable d'un courant libéral bien ancré dans la société francophone du Québec bien avant 1960 soit, dès le XIXième siècle.[62] À ce sujet, les auteurs Cardinal, Couture et Denis font remarquer que [Gilles] Paquet et [Jean-Pierre] Wallot vont plutôt reconnaître l'existence d'une diversité d'idées libérales et entrepreneuriales au sein du Canada français depuis la moitié du XVIIIième siècle. Leur Canada français ressemble plutôt à une société déjà individualiste, entrepreneuriale et pleinement engagée dans la vie moderne des XIXième et XXième siècles.»[63] Ainsi, l'on remet en question la rupture, au sens propre du terme, qu'aurait entraîné la Révolution tranquille avec l'ancienne société. Les années 1960 pourraient plutôt être inscrites dans une continuité idéologique avec les années précédentes; elles seraient moins l'expression d'une rupture qu'un moment dans le développement de l'ancienne société. Selon Paul-André Linteau,

---

[61] Roy, Fernande, Op.cit., p.35
[62] Voir également pour une discussion en ce qui à trait à la présence d'un courant libéral dès le XIXième siècle les ouvrages de Couture, Claude, Op.cit. et de Roy, Fernande, Op.cit..
[63] Cardinal, Couture et Denis, Op.cit., p.82

«La Révolution tranquille [...] s'inscrit dans une trame de ruptures et de résistances s'étendant sur plusieurs décennies, c'est une phase d'accélération de processus qui se déploient sur le long terme. C'est aussi une rupture modulée, dont l'amplitude varie selon les sphères de la vie individuelle et collective.»[64] Ainsi, l'on tente de redonner à la société québécoise son caractère normal par rapport aux autres sociétés. Pour les Linteau, Robert, Durocher, Roy, Young et Dickinson, le développement du Québec s'est fait au même rythme que le développement de n'importe quelle autre société.

Divisions sociales plutôt qu'ethniques

L'une des premières remise en question effectuée par les révisionnistes a porté sur le caractère ethnique du conflit qui caractérise la vie politique et économique de la société québécoise. En effet, selon Rudin, dans l'historiographie traditionnelle, «le clivage social fondamental au niveau de la distribution du pouvoir, était ethnique et linguistique»[65], les rapports sociaux ne se constituaient pas en rapport de classes, mais en conflits d'identité entre francophones et anglophones. Ronald Rudin fait remarquer que la plupart des auteurs révisionnistes ne définissent pas les Québécois de la même façon que les auteurs dits traditionnels.[66] Dans l'ancienne historiographie, lorsque l'on parle des Québécois, on invoque

---

[64] Linteau, Paul-André, «De l'équilibre et de la nuance dans l'interprétation de l'histoire du Québec», dans Bulletin d'histoire politique, vol.4, no.2, hiver 1995, p.14
[65] Rudin, Ronald, «La quête d'une société normale. Critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», Bulletin d'histoire politique, vol.3, no.2, hiver 1995, p.15
[66] Ibid., p.15

principalement la majorité francophone résidant au Québec (Canadiens français). Par contre, dans la nouvelle historiographie, le Québécois est beaucoup plus perçu comme un citoyen, quelle que soit sa langue ou son ethnie, résidant sur le territoire du Québec. Pour Linteau, Durocher et Robert l'expression Québécois correspond à «tous les résidents du Québec, que leur ancêtre soit venu du Nord-Ouest, il y a quelques milliers d'années, qu'il soit arrivé de France à l'époque de Jean Talon, qu'il soit un Écossais ayant traversé l'Atlantique en 1780, un Irlandais fuyant la Grande Famine...»[67] De cette manière, cette distinction permet aux révisionnistes d'éliminer la conception de la société basée sur une lutte entre groupes linguistiques et ethniques, pour la ramener à une lutte de classes, comme dans n'importe quelle autre société libérale moderne de l'époque. Selon Rudin, «les révisionnistes voulaient donner l'impression d'une société relativement pluraliste dans laquelle les divers groupes vivent une coexistence plutôt harmonieuse.»[68] Brian Young et John A. Dickinson soutiennent ces hypothèses. On ne conteste pas le fait que les anglophones aient eu plus de succès économique, mais on rejette du revers de la main l'interprétation que ce phénomène pourrait être lié à leur origine ethnique et linguistique. Dit autrement, selon Young et Dickinson, les anglophones auraient eu plus de succès économique que les francophones seulement à cause de «leur connaissance des marchés de l'empire ou des États-Unis [...] quelle que fût leur nationalité.»[69]

---

[67] Linteau, Paul-André, Durocher, René, Robert, Jean-Claude, Histoire du Québec contemporain, Boréal Express, Montréal, 1979, p.7
[68] Rudin, Ronald, «La quête d'une société normale...», Op.cit., p.16
[69] Young, Brian et Dickinson, John A., A Short History of Quebec: A Social and Economic Perspective, Toronto, 1988, p.68

Par contre, ces auteurs se sont bien défendus de vouloir complètement oublier le caractère ethnique des relations sociales québécoises. Dans un numéro du Bulletin d'histoire politique consacrée uniquement à éclaircir leur point de vue, Paul-André Linteau se défend bien d'avoir évacué les tensions ethniques de l'histoire du Québec. «Nous avons simplement apporté des nuances en soulignant que la dynamique de leurs relations n'est pas faite que de tensions, qu'elle intègre des échanges, des influences réciproques et des compromis. [...] Le choix du territoire, plutôt que de l'ethnie, comme angle premier d'observation mène à une organisation de la matière qui est différente.»[70] Également, John Dickinson affirme que «dans notre vision des choses, il était normal de privilégier les rapports de classes sur les rapports ethniques, mais nous n'avons pas nié les conflits et la séparation entre deux mondes. [...] Quoi qu'il en soit, je demeure sceptique sur la différence de condition entre le bûcheron irlandais et le draveur francophone dans l'Outaouais au début du XIXième siècle.»[71]

L'urbanisation du Québec

Un autre aspect important que le courant révisionniste a remis en question est l'idée du retard de l'urbanisation des francophones du Québec par rapport au reste des sociétés occidentales. En effet, dans l'historiographie traditionnelle, on accorde beaucoup d'importance au fait que les anglophones sont en grande majorité concentrés dans les villes alors que les

---

[70] Linteau, Paul-André, «De l'équilibre et de la nuance...», Bulletin d'histoire politique, Op.cit., p.18

[71] Dickinson, John A., «Commentaires sur la critique de Ronald Rudin», Bulletin d'histoire politique, vol.4, no.2, p.22

francophones se trouvent beaucoup plus dans les milieux ruraux. Or, au sein du courant révisionniste, l'on remet en question le fait qu'après l'urbanisation un peu plus massive de certains francophones, la société québécoise continue à prôner des valeurs rurales telles l'agriculturisme. Ainsi, les auteurs Linteau, Durocher et Robert affirment que «le taux d'urbanisation du Québec se situe constamment au-dessus de la moyenne canadienne [...] La comparaison entre le Québec et l'Ontario permet de constater que les deux provinces s'urbanisent au même rythme.»[72] Toutefois, Ronald Rudin fait remarquer que si l'on sépare les francophones des anglophones dans cette analyse, plus de 80% des anglophones se trouvent dans les villes, comparativement à 46% des francophones, «un chiffre bien au-déça du chiffre ontarien de 58%.»[73]

Encore une fois Linteau se défend bien de cette interprétation. Il affirme que Ronald Rudin «commet même l'erreur de comparer le taux d'urbanisation des Québécois francophones, un groupe ethnique, avec celui de l'Ontario, un territoire, ce qui est pour le moins douteux.»[74] Ainsi, Linteau attribue le grand nombre d'anglophones dans les villes à une immigration massive de Canadiens anglais provenant de l'Ontario et des Maritimes, qui «immigrent à Montréal pour travailler chez Canadian Vickers, Canadien Pacifique, Sun Life,...»[75] De plus, selon une perspective ethnique, Linteau note qu'il faut aussi considérer l'émigration des francophones vers

---

[72] Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert , Op.cit, p.469
[73] Ronald Rudin, «La quête d'une société normale...», Op.cit., p.23
[74] Paul-André Linteau, «De l'équilibre et de la nuance...», Op.cit., p.18
[75] Ibid., p.18

les États-Unis, qui constitue un aspect important de leur urbanisation. Selon Gilles Paquet, «l'émigration nette des Canadiens français vers les États-Unis entre 1870 et 1930 dépasse les huit cent mille personnes. Cela créera une fragmentation majeure de la population francophone en Amérique du Nord.»[76]

L'Église catholique et la société québécoise

Un des plus important, mais aussi un des plus controversé, aspect qui est tombé sous le joug de la révision historiographique fut sans contredit celui du rôle de l'Église catholique dans la société québécoise. En effet, les auteurs traditionnels considéraient cette question comme la plus importante, car l'Église serait l'unique institution modelant l'ensemble de la vie en société au Québec. Ainsi, l'idée selon laquelle l'idéologie catholique était la source du monolithisme idéologique fût même développée et les retards qu'a accumulé le Québec ont été, pour la plupart, attribués à cette dominance farouchement conservatrice de l'Église.[77]

Rudin considère que certains révisionnistes ont tenté de voir dans l'Église une idéologie comme une autre et une institution parmi plusieurs qui cherchait à exercer son pouvoir. «Même si l'Église cherchait à exercer un rôle directeur sur la société, elle ne pouvait contrer les mutations sociales et idéologiques liées au développement du capitalisme.»[78] Pour leur part,

---

[76] Paquet, Gilles, Op.cit., p.26
[77] Pour une discussion à ce sujet voir Pierre-Elliott Trudeau dans la bibliographie.
[78] Rudin, Ronald, Faire de l'histoire au Québec, Septentrion, Montréal, 1998, p.219

Linteau, Durocher et Robert affirment qu'à la fin du XIXième siècle «les milieux d'affaires et une grande partie des hommes politiques, même chez ceux qui s'identifient à l'idéologie ultramontaine, valorisent, en matière économique, les principes du libéralisme.»[79] Selon Paul-André Linteau, l'Église est une des structures fondamentales de la société québécoise «mais c'est un élément qui est en interaction avec d'autres éléments structurels et qui doit composer avec eux. [...] Malgré la présence de l'Église, des milliers d'entrepreneurs francophones se sont affirmés au Québec et plusieurs ont réussi à faire fortune.»[80] Par contre, la normalisation du rôle de l'Église au Québec ne s'arrêtait pas là. Normand Séguin alla jusqu'à défendre la thèse que l'Église, à certaines époques, a contribué au développement de la société. «Séguin découvrit une Église prête à oeuvrer de concert avec les entreprises forestières [et] décrivit une Église modelée par un capitalisme qui s'étendait dans les régions les plus reculées; ce faisant, il rejetait l'image traditionnelle d'une institution capable de garder les Québécois à l'abri des forces de la modernité.»[81] Par conséquent, selon Rudin l'une «des caractéristiques de l'historiographie révisionniste est d'affirmer que l'Église fut incapable de réaliser ses aspirations.» Il considère que Young et Dickinson l'ont vue comme une institution qui était menacée, tout au long du vingtième siècle, par la bureaucratisation et la croissance du pouvoir de l'État»[82] même si ces derniers reconnaissent que l'Église a tout de même une emprise sur l'idéologie et sur l'éducation. Une chose est sûre, c'est que le courant révisionniste est loin d'admettre l'idée d'une domination

---

[79] Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Op.Cit., p.348
[80] Paul-André Linteau, «De l'équilibre et de la nuance...», Op.cit., p.16
[81] Ronald Rudin, Faire de l'histoire au Québec, Op.cit., p.213-214
[82] Ronald Rudin, «La quête d'une société normale...», Op.cit., p.24-25

quasi absolue du clergé.

L'État québécois

Dans l'histoire traditionnelle, l'État apparaît comme étant quasi inexistant alors que l'Église s'approprie de toutes les sphères de la société. Par conséquent, l'État n'est pas perçu comme un moyen au service du progrès au sein de la société québécoise.

Selon Rudin, c'est dans le cadre des débats sur la Révolution tranquille que les révisionnistes ont entrepris d'examiner le passé pour voir si cette révolution «n'était pas seulement le prolongement d'un enthousiasme qui existait déjà pour l'action de l'État.»[83] Ainsi, comme dans le cas de l'urbanisation, l'on s'empressa de faire des comparaisons avec les autres provinces canadiennes. Il cite Linteau et ses collègues qui observent qu'«il n'y a eu presqu'aucune différence entre les deux provinces les plus populeuses du Canada dans le pourcentage de la richesse collective au financement des gouvernements provincial et municipal,»[84] mais également Ralph Heintzman qui fait remarquer que le Québec a connu des distinctions majeures face aux autres sociétés qui l'entourent. «L'exemple le plus saisissant de ce type d'organisation est le système d'éducation de la province, qui était dirigé, jusque dans les années 1960, par des commissions dont aucun ministre n'était responsable.»[85] Alors que les révisionnistes s'attardent à comparer le financement des gouvernements, ils ne donnent aucunes

---

[83] Ibid., p.28
[84] Ibid., p.29
[85] Ibid., p.29

explications en ce qui à trait à la remarque de Heintzman. Les révisionnistes semblent même l'ignorer. Même que dans leurs réponses à la critique de Rudin, le rôle de l'État est complètement oublié. Par contre, Gilles Paquet fait pourtant une remarque intéressante quant au changement du rôle de l'État après 1960. En effet, il attribue le changement du rôle de l'État au boom démographique des années cinquante. Il affirme que,

> «entre 1951 et 1966, naissent deux millions de Québécois; en 1966, une personne sur trois a moins de quinze ans. Pour répondre à cette poussée démographique, on fait des investissements publics massifs: hôpitaux, écoles et autres institutions pour fournir les services sociaux nécessaires. [...] Le baby-boom va servir à rationaliser l'interventionnisme gouvernemental qu'on nommera «révolution tranquille». Démographie oblige. Mais, au début, l'État modeste des années cinquante résiste à la tentation. Ce n'est véritablement qu'avec la récession de la fin des années cinquante que se fera le passage de l'État-providence à l'État réformateur. Emporté au nom d'un ensemble de droits sociaux nouveaux - droit à l'éducation, droit à la santé, droit à la sécurité du revenu, droit de participer au développement, droit de participer à l'enrichissement collectif, etc. Il devient courtier en changement social pour assurer une protection jugée nécessaire pour une cohorte exposée dans une difficile période de transition durant laquelle la socioéconomie privée n'arrive plus à répondre adéquatement aux attentes des citoyens.»[86]

Bref, pour les révisionnistes, le Québec apparaît sous tous ses angles, comme étant une société normale, ayant un développement quasi-identique à n'importe quelle autre société moderne. Comme nous l'avons mentionné plus haut, Rudin croît que cette thèse révisionniste va trop loin dans sa tentation de redonner une allure normale à la société québécoise d'avant 1960. Rudin affirme que l'heure est maintenant au post-révisionnisme, c'est-à-dire à un chevauchement entre historiographie traditionnelle et historiographie révisionniste afin de montrer les éléments

---

[86] Paquet, Gilles, Op.cit., p.32

normaux de la société tout en reconnaissant que cette dernière «comporte des épisodes de xénophobie, l'avènement relativement lent d'une société moderne et urbaine, la présence d'une influence considérable du clergé, et une certaine réticence à consentir un pouvoir substantiel à l'État.»[87] Par contre, l'article de Linda Cardinal, Claude Couture et Claude Denis fait une mise au point des propos de Rudin au plan épistémologique. En effet, les auteurs affirment que: «en opposant le thème de la «normalité» à celui de la spécificité du Canada français, Rudin touche à un problème de conceptualisation effectivement peu discuté au sein de la «nouvelle» historiographie.»[88] Pour ces derniers, Rudin confond la question de la spécificité du Québec avec celle de l'anormalité. Ainsi, les auteurs font appels à «une démarche plus appropriée à une réconciliation du spécifique et du général qui ne s'empêtrerait pas dans les distinctions mutuellement exclusives comme le «moderne» - compris comme le «normal» - et le «traditionnel» - compris comme le rétrograde «anormal».

Nonobstant, Ronald Rudin a quand même la qualité d'avoir réussi à lancé un débat portant sur l'ensemble de la production historique des dernières années au Québec. En partie grâce à lui, l'on assiste, ces dernières années, à un regain d'intérêt pour l'histoire du Québec en général.

---

[87] Rudin, Ronald, Op.cit., p.37
[88] Cardinal, Couture et Denis, Op.cit., p.86

Chapitre 2

Le révisionnisme et l'époque duplessiste

L'historiographie traditionnelle dépeint le régime Duplessis et même, «l'ensemble des années 1850 à 1960 comme une période de domination, voire d'hégémonie, du conservatisme clérical.»[89] Les années 1960 apparurent alors comme une rupture totale avec la période Duplessis. Ce fut l'ère de l'arrivée tardive de la modernité, du libéralisme et de ses conséquences.

Nombreux sont les écrits sur la période où Maurice LeNoblet Duplessis était aux commandes de l'État québécois. On a qu'à penser aux plus populaires comme les textes de Conrad Black[90], de Pierre Laporte[91], de Leslie Roberts[92], de Robert Rumilly[93] et de Bernard Saint-Aubin[94]. Par contre, ceux-ci restent assez biographiques et, par le fait même, plus ou moins complets; aucun de ces ouvrages ne pourraient être identifiées comme étant révisionnistes. Ces derniers apparaissent plutôt de façon concomitante avec la reprise du débat sur l'historiographie québécoise.

Bourque, Duchastel et Beauchemin

Parmi les auteurs les plus prolifiques en ce qui à trait à la révision de l'historiographie

---

[89] Gagnon, Alain G. et Sarra-Bournet, Michel (dir.), Duplessis: entre la Grande Noirceur et la société libérale, Québec-Amérique, Montréal, 1997, p.11
[90] Black, Conrad, Duplessis, Tome I et II, Montréal, 1977.
[91] Laporte, Pierre, Le vrai visage de Duplessis, Éditions de l'Homme, Montréal, 1960, 140p.
[92] Roberts, Leslie, Le chef: une biographie politique de Maurice L. Duplessis, Éditions du Jour, Montréal, 195p.
[93] Rumilly, Robert, Maurice Duplessis et son temps, Tome I et II, Montréal, 1973.
[94] Saint-Aubin, Bernard, Duplessis et son époque, Éditions la Presse, Montréal, 1979, 278p.

duplessiste l'on retrouve Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin. Ces derniers ont publié nombre d'articles et d'ouvrages sur le sujet. Parmi les mieux connus, Restons traditionnels et progressifs[95] et La société libérale duplessiste[96] sont dorénavant des classiques. En simplifiant, ils ont fait leur thèse principale selon laquelle la société duplessiste a bel et bien été libérale et que, par le fait même, 1960 ne marque pas le passage d'une société québécoise autoritaire et traditionnelle vers une société libérale et moderne. Ils soutiennent plutôt que 1960 constitue un point culminant dans le passage d'un État de type libéral à un État de type plus providentiel. Afin de la démontrer, Bourque, Duchastel et Beauchemin ont réalisé une étude du discours politique duplessiste qui comporte notamment une analyse approfondie des mots qu'il contient et du contexte dans lequel ces derniers ont été prononcés et répétés.

Ce contexte, chez Bourque, Duchastel et Beauchemin, n'est pas que québécois. Selon eux, il faut aussi garder à l'esprit que le Québec fait partie intégrale d'une société plus large c'est-à-dire la société canadienne, libérale, démocratique et moderne. Ainsi, ces derniers constate que

> «l'Union nationale exerce un pouvoir au sein d'un gouvernement régional constitué dans le cadre d'un État fédéral, moderne et libéral. Encore ici, on pourrait toujours arguer, ce qu'il faudrait démontrer, que le duplessisme était le plus corrompu de tous les gouvernements canadiens de l'époque, mais il s'agira toujours d'une question de degré dans l'échelle des moeurs politiques d'un État moderne, démocratique et libéral».[97]

---

[95] Bourque, Gilles et Jules Duchastel, Restons traditionnels et progressifs: pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis, Boréal, Montréal, 1988, 399p.
[96] Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, Op.cit.
[97] Ibid., p.14

Certes, ils sont prêts à affirmer que le régime Duplessis est conservateur, «tout comme les néoconservateurs actuels, non moins libéraux, il se porte à la défense de la famille, de la religion, de la propriété capitaliste, de même qu'il propose la disciplinarisation au travail et à l'économie de marché».[98] Par contre, pour Bourque, Duchastel et Beauchemin, si le discours duplessiste est réactionnaire, il l'est seulement «parce qu'il refuse obstinément le passage à l'État-providence et se porte tous azimuts à la défense de l'État libéral...»[99] Ils considèrent que,

> «l'État canadien prend la forme d'un État libéral depuis 1848. Il se caractérise donc par une stricte séparation entre les sphères privée et publique. [...] C'est bien là la politique que continue de défendre l'Union nationale jusqu'à la fin des années cinquante, même si, avec des mesures comme l'assurance-chômage, les allocations familiales et le Code du travail, s'était enclenché le passage à une régulation économique de type keynésien.»[100]

Ainsi, il ne faut pas «confondre accès à la modernité et passage à l'État-providence dans l'analyse de la Révolution tranquille.»[101] Or, selon Bourque, Duchastel et Beauchemin, c'est cette confusion qui s'avère responsable des thèses attribuant à la société duplessiste, les qualificatifs reliés au traditionalisme. Toutefois, la stratégie de régulation sociale mise sur pied par Duplessis est bel et bien libérale «car elle confiait aux institutions privées (famille, Église, groupes communautaires) l'essentiel de la gestion des problèmes sociaux.»[102] Elle s'appuit sur l'existence d'une société civile capable de se prendre en charge et dont le caractère privé s'avère tout à fait compatible avec la démarche libérale.

---

[98] Ibid., p.15
[99] Ibid., p.15
[100] Ibid., p.30
[101] Ibid., p.24
[102] Ibid., p.31

Entre autres, pour Bourque, Duchastel et Beauchemin, le fait que l'État moderne se soit instauré tant au Canada qu'au Québec entre les années 1848 et 1867 fait en sorte qu'«on ne peut poser dans un rapport d'extériorité l'Église et l'État puisque, quelle que soit son importance, la première ne saurait se reproduire qu'en se soumettant à la dynamique du procès d'institutionnalisation politique qui, durant la période, prenait la forme d'une régulation étatique libérale.»[103] Néanmoins, l'État du Québec restait particulier, «non pas dans l'effectif élevé du personnel de la sphère privée, mais bien plutôt dans la cléricalisation, résultant en partie de la nature même de l'Église catholique.»[104]

Enfin, Bourque, Duchastel et Beauchemin considèrent que «le Québec, de 1848-1867 à 1960, se développe comme une société libérale périphérique au sein d'un État cléricalisé, [...] c'est du moins la thèse que nous défendons.»[105] Selon eux, «il ne s'agit nullement [...] d'opposer aux spectres de la société traditionnelle et de la grande noirceur la contre-thèse d'une modernité triomphante et rayonnante. Tout moderne et libéral qu'il fut, le discours duplessiste émanait d'un pouvoir exercé par des notables au sein d'une société périphérique.»[106]

---

[103] Ibid., p.32
[104] Ibid., p.33
[105] Ibid., p.36
[106] Ibid., p.37

Gagnon et Sarra-Bournet

En 1997, Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet publient un receuil de textes également important pour comprendre le débat qu'a suscité la thèse révisionniste en ce qui à trait à la période duplessiste. Ce livre est le résultat d'un colloque tenu sur l'ère Duplessis en 1996 soit, trente ans après l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Ce colloque interdisciplinaire «se voulait une occasion privilégiée pour les chercheurs de faire le point sur le régime Duplessis et sur l'influence qu'il a eue sur la société québécoise».[107] Les protagonistes de la thèse révisionniste ont été invités à présenter leur thèse respective et leurs opposant à les critiquer. Parmi les textes écrits par les révisionnistes, nous retenons ceux de Beauchemin, Bourque, Duchastel. À ces derniers s'ajoutent aussi ceux de Gilles Paquet, de Jocelyn Létourneau, de Jack Jedwab, de Michel Sarra-Bournet et de François-Albert Angers. En ce qui à trait aux interprétations plus classiques de la période Duplessis, nous retrouvons celles de Michael Behiels, de Jacques Rouillard et de Dorval Brunelle. Les thèmes abordés par les différents pratagonistes du débat ont porté sur le libéralisme de Duplessis, les rapports entre l'Église et l'État, les relations entre Duplessis et les anglophones, le capital social, les relations fédérales-provinciales ainsi que le discours duplessiste lui-même.

Parmi les auteurs révisionnistes, tous s'entendent pour affirmer qu'en effet, le régime de Duplessis est aussi, sinon plus, moderne et libérale que celui de n'importe quelle autre province

---

[107] Gagnon et Sarra-Bournet, Op.cit., p.11

canadienne. Jacques Beauchemin donne l'exemple du manifeste du *Refus global* et de la création d'une revue comme *Cité libre* comme des expressions d'une modernité déjà existante au Québec avant les années 1960. Par contre, Beauchemin considère que la société québécoise est conservatrice en raison de sa crainte et de son angoisse face au changement. Ce dernier la pousse à être autoritaire et à observer une discipline sociale bien que celle-ci soit «intrinsèque à la régulation sociale de forme libérale.»[108] Selon Beauchemin, «il faut donc insister sur un fait: c'est avant tout à titre de discours politique moderne que le discours duplessiste présente des aspects fortements autoritaires et disciplinaires. [...] Cette question est à relier aux particularités de la régulation sociale dans une société moderne aux prises avec les contradictions typiques des sociétés libérales.»[109] Beauchemin ré-affirme la thèse principale du livre qu'il a réalisé en collaboration avec Bourque et Duchastel selon laquelle «la société duplessiste n'est pas «conservatrice» parce que traditionaliste et religieuse. Elle l'est parce que les contradictions qu'elle doit assumer l'obligent à recourir à un discours de régulation dans lequel l'exhortation à la soumission et au maintien de l'ordre est omniprésente.»[110] Beauchemin rappel également une des conclusions du livre selon laquelle «l'amalgame du traditionalisme et du conservatisme empêche en effet de voir ce qui est en jeu dans la Révolution tranquille: le passage, au sein même de la modernité, d'une forme de régulation sociale (libérale) à une autre (providentialiste) et non pas l'avènement tardif de la modernité.»[111]

---

[108] Ibid., p.53
[109] Ibid., p.53
[110] Ibid., p.53
[111] Ibid., p.54

Gilles Bourque propose un texte qui abonde dans le même sens que Beauchemin insistant à son tour sur le libéralisme de la société duplessiste. Toutefois, Bourque présente «le régime Duplessis comme une sorte de *cas d'exception* qui se situerait *à la marge* sinon *à l'extérieur* de ce que l'on conçoit généralement comme une pratique politique attendue ou «normale» dans l'État moderne et la démocratie libérale.»[112] Reprenant à son tour la thèse de la société libérale duplessiste, Bourque met l'accent sur le particularisme de l'État libéral québécois en fonction de son rapport avec l'Église catholique. Bourque constate que la société québécoise duplessiste comporte des aspects qui sont à la marge de la perception que l'on a d'un État moderne normal. Il considère que la société duplessiste renferme des aspects spécifiques, presque paradoxaux lorsqu'on les superposes à la société libérale. Comme exemple de cette particularité, l'auteur donne, entre autres, celui de l'idéologie cléricale. Selon Bourque, «les évêques catholiques formulent, en effet, un discours à dominante morale et disciplinaire que vient soutenir une éthique libérale déficiente.» Pour lui, ces derniers «introduisent dans le discours politique un point de vue créativiste qui entre en contradiction avec la représentation moderne du monde.»[113]

Pour sa part, Gérard Boismenu semble en accord avec les études de Bourque et Beauchemin. Boismenu considère que la société duplessiste est libérale notamment par opposition à la politique économique keynésienne du gouvernement fédéral. Il affirme ainsi que la politique économique duplessiste «suit une logique libérale ferme amenant le gouvernement

---

[112] Ibid., p.271
[113] Ibid., p.275

Duplessis à s'opposer explicitement à la politique d'inspiration keynésienne qui a cours au gouvernement fédéral, en particulier.»[114] L'auteur utilise le concept d'alliances politiques afin de décrire la politique duplessiste. Selon Boismenu,

> «[d]ans l'ensemble, le gouvernement duplessiste incarne une alliance politique spécifique qui se constitue sur la base d'une organisation et d'une représentation hiérarchisée des intérêts des couches et fractions dominantes. L'alliance politique duplessiste, loin de constituer un anachronisme insupportable ou un pouvoir dictatorial usurpé, s'insère de façon spécifique dans les rapports de pouvoir au Canada et est appuyée, variablement il est vrai, par les diverses composantes de la bourgeoisie et par l'Église.»[115]

Ainsi, l'alliance politique duplessiste sert à justifier les mesures mises de l'avant par Maurice Duplessis comme, par exemple, le soutien à la politique conservatrice, la maximalisation des investissements étrangers, l'anti-interventionnisme d'État, parce qu'il «s'oppose consciemment à une politique d'inspiration keynésienne comme celle qui prévaut au gouvernement fédéral.»[116] Bref, l'auteur considère que c'est de cette façon que le Québec réussi à imposer son «particularisme [dans] la structure effective de l'alliance dominante pour l'ensemble du Canada.»[117]

Pour sa part, Jocelyn Létourneau formule deux hypothèses de recherche en ce qui a trait à l'étude de la période duplessiste. La première est que «l'on ne peut pas parvenir à une lecture adéquate de la période «duplessiste» à moins d'envisager le devenir de la société québécoise de

---

[114] Ibid., p.291-292
[115] Ibid., p.311-312
[116] Ibid., p.295
[117] Ibid., p.290

cette époque dans une optique résolument comparative.»[118] La deuxième est que l'on ne pourra jamais remettre en cause la dichotomie entre la «Grande noirceur» et la «Révolution tranquille». Selon l'auteur, «démembrer [cette métaphore] aurait pour effet de déstabiliser l'imaginaire grâce auquel les Québécois francophones construisent leur représentation du *Nous Autres* depuis une trentaine d'années...»[119] En rapport avec la première hypothèse, Létourneau suggère d'adopter un esprit plus large de comparaison avec d'autres sociétés «en élargissant le contexte par rapport auquel il faut appréhender la socio-économie québécoise d'après-guerre: [...] celui du régime d'accumulation qui se met en place à l'échelle de l'Amérique du Nord; [et] en cessant d'isoler le cas québécois d'autres cas»[120] participant à la même évolution. Pour Létourneau, il faut également développer des concepts d'analyse originaux comme ceux de «régime d'accumulation», «de régulation duplessiste», d'«avantages comparatifs», de «capital social», etc,[121] afin de renouveler au plan de la théorie les cadres d'interprétations de la période duplessiste. «Je dis bien théorique. Car en pratique [...] avec la Révolution tranquille, le Québécois [...] redevient acteur décisif de son histoire alors que, précédemment, il n'en était que le spectateur passif. [...] En fait, la Révolution tranquille est la contre-thèse ultime de la prophétie de Lord Durham, elle est la preuve axiomatique d'un refus de disparaître par assimilation ou par marginalisation.»[122] Ainsi, même si Létourneau ne présente aucune interprétation que l'on pourrait qualifier de révisionniste, il propose tout de même de renouveler les cadres

---

[118] Ibid., p.99
[119] Ibid., p.99
[120] Ibid., p.114-115
[121] Ibid., p.115
[122] Ibid., p.116-117

d'interprétations de la période duplessiste.

Un autre texte qui s'intéresse à la période duplessiste sous un nouvel angle est celui de Jack Jedwab. Ce dernier nous propose d'étudier le comportement électoral des anglo-montréalais au moment des élections de Duplessis. De façon plus précise, Jedwab tente d'analyser «les relations qu'entretenait Duplessis avec l'électorat anglophone du Québec, et les perceptions de ce groupe à l'endroit du Premier ministre.»[123] D'après lui, on peut conclure que les anglo-montréalais n'ont pas une attitude homogène face au duplessisme. D'une part, la presse anglophone a eu tendance à appuyer le gouvernement Duplessis grâce à ses succès en matière de prospérité économique, ce qui vient appuyer le point de vue réinterprétatif du duplessisme. D'autre part, Jedwab montre que «l'électorat anglo-montréalais, traditionnellement conservateur, s'est néanmoins tourné vers le Parti libéral à partir de la fin des années 1930.»[124] L'auteur attribut les motifs de ce changement de direction de la part des anglophones au fait que Maurice Duplessis «représentait les intérêts ruraux aux détriments des intérêts urbains, préférait que la population soit moins informée afin qu'il puisse rester au pouvoir, qu'il était prêt à sacrifier ses convictions pour l'obtention du pouvoir politique, et qu'il ne cherchait pas à rapprocher les différentes communautés, qu'elles soient linguistiques ou religieuses.»[125] De plus, les anglophones n'aimaient particulièrement pas l'idéologie nationaliste vigoureuse que Duplessis prônait.

---

[123] Ibid., p.146
[124] Ibid., p.169-170
[125] Ibid., p.170

Un aspect très important du régime Duplessis fut son rapport avec l'Église catholique et plus particulièrement avec sa pensée économique. C'est précisément ce que le texte de Michel Sarra-Bournet tente d'analyser. L'auteur défend la thèse selon laquelle le rapport entre le gouvernement Duplessis et l'Église se divise en deux périodes: le «concordat» de 1936-1949 et «l'éloignement» de 1949-1959. Il affirme que dans la première période, l'Église et Duplessis se retrouvaient en concordance car, non seulement ce dernier avait adopté le programme électoral de l'Action libérale nationale (A.L.N.) qui était inspiré par la Doctrine sociale de l'Église, mais les deux prônaient un capitalisme réactionnaire face aux forces socialistes présentes dans les sociétés de l'époque. Le capitalisme était «un système accepté comme légitime par l'Église».[126] Par contre, l'idéologie cléricale évolua sans entraîner avec elle le duplessisme. En effet, selon Sarra-Bournet, avec l'apparition de nombreux syndicats catholiques et de «certains évêques progressistes, l'Église se rangea du côté des travailleurs. [Pour sa part], en raison de ses choix économiques Duplessis ne pouvait qu'être intransigeant face aux demandes ouvrières.»[127] Bref, Duplessis serait resté accroché au libéralisme d'avant la crise. C'est pourquoi pour Michel Sarra-Bournet «libéralisme économique, conservatisme social, paternalisme et autoritarisme politique résument bien l'essentiel du personnage et du régime» duplessiste.[128]

Quant à Gilles Paquet, il formule une thèse tout à fait originale de la période duplessiste inspirée par la notion de «capital social». Il est à noter que l'auteur, en plus d'exposer cette thèse

---

[126] Ibid., p.175
[127] Ibid., p.179-180
[128] Ibid., p.181

dans l'ouvrage de Gagnon et Sarra-Bournet la développe en profondeur dans son livre intitulé Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité. Nous reviendrons à ce livre au chapitre suivant, pour l'instant il importe de présenter sa thèse. Gilles Paquet propose donc de réexaminer la période du régime Duplessis sous l'angle de la croissance économique et par «l'importance explicative des institutions, du capital social et des politiques gouvernementales».[129] Paquet affirme que la croissance économique attribuée au régime Duplessis et les difficultés relatives de l'économie pendant la Révolution tranquille et après, sont attribuables à la perte de capital social au Québec. En effet, l'auteur affirme que le processus de socialisation présent dans la société duplessiste incarne,

> «un ensemble de relations sociales qui facilitent l'interaction des personnes et des autres acteurs socio-économiques et donc la création de la valeur ajoutée. [...] Ce capital social émerge de la structure sociale et donc va fleurir dans les processus de socialisation - la famille, l'école, la communauté - mais il s'incarne aussi dans un ensemble de normes, conventions, etc. qui définissent le tissu associatif de la société.»[130]

Ainsi, l'analyse de Paquet a pour effet de renverser la thèse qui présente «le bagage institutionnel et culturel traditionnel des Québécois comme une source de ralentissement économique»[131] et l'avènement de la Révolution tranquille comme source de modernité. Paquet affirme plutôt que la Révolution tranquille, en tentant de «suppléer par un paternalisme et un entrepreneurship d'État aux déficiences présumés du secteur privé a détruit une portion de la trame de la société

---

[129] Ibid., p.212
[130] Ibid., p.213-214
[131] Ibid., p.214

civile, mais elle a aussi eu un effet d'éviction sur l'investissement privé.»[132] Ceci eu pour effet une dévastation économique de la société québécoise. Dans cette perspective, la Révolution tranquille ne marque pas un progrès du fait de sa modernité mais un recul de la société québécoise par rapport aux années 1950 alors qu'elle est mieux nantie en termes de capital social.

François-Albert Angers tente, pour sa part, d'analyser la nature des relations fédérales-provinciales sous le régime Duplessis. L'auteur soutient la thèse selon laquelle Maurice Duplessis fut l'un des plus grands défenseurs des intérêts du Québec face à Ottawa. Il affirme que «c'est probablement grâce à Duplessis [...] si l'on ne s'occupe que des chefs politiques ou des politiciens, si le Québec n'a pas perdu aujourd'hui le sens d'un destin de peuple issu de son histoire et si son évolution se continue dans le sens d'une indépendance éventuelle.»[133] Il affirme également que face au gouvernement canadien «Duplessis a pris la position de la résistance, qu'on peut dire totale.»[134] En effet, l'auteur explique qu'avec le Parti libéral d'Adélard Godbout, les politiques fédérales étaient plus ou moins acceptées sans opposition. Pour Angers, Maurice Duplessis «prend vraiment l'attitude d'un chef de peuple face à une invasion».[135] L'auteur va même jusqu'à soutenir que l'attitude de Duplessis durant ces années de pouvoir vont influencer, non seulement toutes les relations fédérales-provinciales futures mais aussi, le programme

---

[132] Ibid., p.218
[133] Ibid., p.231
[134] Ibid., p.231
[135] Ibid., p.238

électoral du Parti libéral lui-même. «Effectivement, le programme du parti est alors révisé et devient le programme le plus nationaliste jamais adopté par un des deux grands partis au Québec. Il parle même de l'État du Québec...»[136] Bref, l'auteur conclu en affirmant que c'est à cause du duplessisme et «de sa résistance farouche aux empiètements fédéraux et du rappel constant de la signification historique des relations fédérales-provinciales que s'est maintenu dans la population canadienne-française le sentiment d'une différence culturelle.»[137] Encore une fois, Angers ne peut être considéré comme un auteur de l'historiographie révisionniste par contre, son approche est originale dans le sens où il propose de percevoir le personnage de Maurice Duplessis selon un canevas entièrement positif. En d'autres mots, l'auteur nous permet de constater que Duplessis n'a pas été aussi mauvais qu'on aurait pu le laisser croire dans l'historiographie dite «traditionnelle».

Plus pertinent à notre étude est le texte de Jules Duchastel portant également sur les relations fédérales-provinciales. Ce dernier a choisi d'étudier quelques éléments du discours constitutionnel du Québec durant la période duplessiste en continuité avec la thèse du livre La société libérale duplessiste [138] dont il est l'un des auteurs. Duchastel y soutient la thèse selon laquelle, au plan constitutionnel, Duplessis ne défend pas les éléments traditionnels de la société québécoise mais «avant tout un modèle libéral de régulation sociale.»[139] L'auteur précise qu'il

---

[136] Ibid., p.241
[137] Ibid., p.243
[138] Bourque, Duchastel et Bauchemin, La société libérale duplessiste, Op.cit.
[139] Gagnon et Sarra-Bournet, Op.cit., p.248

étudie le discours politique et non seulement les idéologies politiques qui, à son avis, «dépasse et englobe, à la fois, les idéologies politiques».[140] C'est en ce faisant qu'il arrive à poser l'hypothèse «selon laquelle la société duplessiste résiste à la transformation de l'État, de sa forme libérale à sa forme providentialiste. [Bref] le discours constitutionnel duplessiste, défend avec vigueur l'État libéral.»[141] C'est pour cette raison, affirme Duchastel, que le régime Duplessis est si hostile au projet centralisateur du fédéral. Duplessis refuse catégoriquement «la dissolution de la régulation sociale de type libéral, par laquelle la responsabilité du «domaine social» est confiée aux institutions de la sphère privée.»[142] Pour justifier son point de vue, Duchastel invoque le fait que Maurice Duplessis utilisait souvent «les grandes valeurs modernes que sont la démocratie, la justice et la liberté pour s'opposer aux projets de réforme fédéraux.»[143] Alors que Duplessis parle de progrès économique, le fédéral invoque les idées de progrès social et providentialiste. Selon Duchastel, nous ferions face à deux conceptions différentes de la modernité.[144] Il considère que «Duplessis défend, à l'aide d'un vocabulaire moderne, un modèle libéral hostile à toute tentative socialisante de la part de l'État fédéral. Duplessis n'est certainement pas progressiste, mais dans la perspective que nous venons d'évoquer, on peut affirmer qu'il est libéral.»[145]

Ainsi, le recueil de textes de Gagnon et Sarra-Bournet nous fournit des études

---

[140] Ibid., p.249
[141] Ibid., p.250-251
[142] Ibid., p.251
[143] Ibid., p.261
[144] Ibid., p.259
[145] Ibid., p.262

révisionnistes employant une panoplie de démonstrations afin de faire valoir la nouvelle thèse historiographique du Québec. En plus des textes des auteurs Bourque, Duchastel et Beauchemin qui reviennent sur leur thèse de La société libérale duplessiste, l'on retrouve les textes de Boismenu et de Jedwab qui viennent tous deux renforcer la thèse de la société libérale duplessiste. Le texte de Létourneau vient quand à lui poser des questions fondamentales sur la période alors que celui de Sarra-Bournet revient sur le rapport entre l'Église et Duplessis. Finalement, le texte de Angers nous présente les relations fédérales-provinciales sous Duplessis et le texte de Paquet applique la notion de capital social à la thèse révisionniste. De cette façon, nous sommes en mesure de mieux saisir la représentation que se font les auteurs de la thèse révisionniste des années duplessistes.

S'opposant avec véhémence aux propos des révisionnistes, l'on retrouve Michael Behiels, Dorval Brunelle et Jacques Rouillard. Selon Behiels et Rouillard, si le Québec est une société libérale, le régime Duplessis ne l'est point. En désaccord avec Sarra-Bournet, Jacques Rouillard considère que si le libéralisme est bel et bien présent dans la société québécoise et ce, dès 1760, il ne l'est certainement pas dans l'idéologie duplessiste. Il soutient la thèse que l'Église a influencé le programme électoral de l'Action libérale nationale (A.L.N.) à tel point qu'on la retrouve dans le programme de l'Union nationale. Selon Rouillard, «une fois au pouvoir, Duplessis transposera dans ses choix politiques le conservatisme qui imprègne le Québec des années 1930. Les valeurs qui le guident s'inscrivent dans le courant idéologique que propage l'Église catholique depuis le

milieu du XIXième siècle...»[146] Le régime Duplessis s'inspire non d'un libéralisme, mais du conservatisme clérical. Pour Rouillard, le libéralisme est présent uniquement dans «les milieux d'affaires, du Parti libéral et de la presse politique»[147] (comme *Le Soleil, La Presse* et *La Patrie* par exemple).[148]

Michael Behiels donne dans le même sens. Selon Behiels, «les auteurs ne prennent jamais en considération un simple fait: tous les acteurs de l'époque, y compris Maurice Duplessis et les autorités religieuses, fonctionnaient dans le contexte d'un «État libéral», mis en place au milieu du XIXième siècle.»[149] Maurice Duplessis, pour sa part, défendait une société plutôt «traditionnelle, «fixiste», autoritaire et cléricale.»[150] En effet, l'État libéral québécois, pour Behiels, était «fixiste» et non «développemental». Pour l'auteur, l'«État libéral au sens économique et politique du mot, mis en place au Québec entre 1840 et 1900, [...] est devenu l'État libéral le plus régressif du monde occidental.»[151]

Dorval Brunelle s'inscrit dans la même lancée que Micheal Behiels. En effet, Brunelle s'efforce également de montrer que la thèse de Beauchemin, Duchastel et Bourque est erronée.

---

[146] Ibid., p.202
[147] Ibid., p.206
[148] Jacques Rouillard s'oppose plus particulièrement à la thèse de Gilles Bourque et Jules Duchastel mais également à celle de Michel Sarra-Bournet, de Jacques Beauchemin et de Gilles Paquet.
[149] Ibid., p.321
[150] Ibid., p.322
[151] Ibid.,p.325

De plus, l'auteur leur reproche de vouloir réhabiliter le régime Duplessis à des fins polémiques, c'est-à-dire politique. Brunelle dans des termes plus ou moins précis accuse Beauchemin, Duchastel et Bourque de proposer une lecture nationaliste du Québec de l'époque. Ensuite, il tente de montrer que les auteurs utilisent le terme «société libérale» de façon ironique car celui-ci ne fait pas référence dans le Québec de Duplessis à une société civile au sens propre du terme. Brunelle explique en affirmant que «la société au Québec n'était pas une société civile, au sens strict du terme, dans la mesure où cette société n'avait même pas encore établi d'étanchéité normative entre les ordres séculier et religieux à l'intérieur de son propre Code civil.»[152] Selon Brunelle, «la laïcité, qui est une condition déterminante dans la définition d'un ordre social libéral, ne compte pas parmi les préceptes de base au sein de la société québécoise de l'époque.»[153] Il critique également les «révisionnistes» de vouloir dénouer le caractère pluraliste du Québec de l'époque en préférant le terme de «société québécoise» à celui de «société canadienne-française». «En faisant de la notion de société québécoise la simple transposition de la notion de société canadienne-française, c'est précisément cette épineuse question du pluralisme que l'on escamote complètement au profit de la promotion d'une identité tout ce qu'il y a de plus moniste.»[154] C'est ainsi que pour Dorval Brunelle, la preuve de l'existence d'une société libérale durant le règne de Maurice LeNoblet Duplessis n'a pas été fait, d'où le titre de son article: La société *illibérale* duplessiste.

---

[152] Ibid., p.344
[153] Ibid., p.344
[154] Ibid., p.345

Compte tenu du ton souvent accusateur des propos de ce dernier ainsi que de ceux de Behiels et Rouillard, les éditeurs du livre ont accepté de publier un texte de réplique de la part de Beauchemin, Duchastel et Bourque. Pour ces derniers, leurs détracteur s'en prennent davantage à leurs supposés intentions politiques qu'à leur analyse de la période duplessiste. Les critiques qui leurs sont adressées les accuses de vouloir réhabiliter le «duplessisme afin de contribuer au maintien, jusque dans ses manifestations contemporaines, d'une société ethnique. [...] En somme, dans des termes plus courtois, nous sommes renvoyés à un projet nationaliste, sinon ethniciste, du moins fermé au pluralisme.»[155] Mais Beauchemin, Duchastel et Bourque répliquent que «la promotion du nationalisme québécois, s'il s'était agi là de notre objectif, emprunterait à travers une apologétique du duplessisme un bien coûteux détour.» Et ils rajoutent, «[...]nous voilà bien loin d'une critique scientifique de notre ouvrage.»[156]

Bourque, Beauchemin et Duchastel prennent aussi le temps de clarifier leurs propos sur le libéralisme. Le discours politique libéral,[157] qu'ils distinguent du libéralisme, «contribue à la production et à la reproduction de cette forme de l'État libéral.»[158] Et d'ajouter, en réponse à Dorval Brunelle et à Jacques Rouillard que «le libéralisme ne sera jamais dans l'histoire de la modernité que cet idéal jamais atteint, que la promesse jamais complètement tenue d'un monde

---

[155] Ibid., p.353
[156] Gagnon et Sarra-Bournet, Op.cit., p.353
[157] Plus précisément ce que les auteurs étudient, c'est-à-dire le discours politique au temps de Maurice Duplessis.
[158] Ibid., p.354

de liberté et de justice placé sous la seule gouverne universaliste de la Raison et du Droit.»[159] Ils poursuivent en expliquant qu'avec l'apparition d'un État libéral, il y aura toujours des forces adverses qui viendront la contre-carrer. Bref, «la société libérale n'a jamais été la pure incarnation du libéralisme».[160] Qui plus est, «la société libérale duplessiste constitue une certaine traduction du libéralisme dans le cadre socio-historique particulier que représentent pour elle un cléricalisme persistant au XXième siècle et une situation minoritaire dans l'espace national canadien.»[161] À Dorval Brunelle qui leur reproche le fait qu'il n'y a ni universalité, ni société civile (c'est-à-dire séparation entre l'Église et l'État) au Québec, Beauchemin, Duchastel et Bourque répondent que dans les sociétés libérales démocratiques, «ces principes n'ont pas été réalisés spontanément et immédiatement.» Selon eux, Brunelle «tombe dans le piège qu'il dénonce en jugeant l'état de la société sur la base de critères abstraits de la philosophie politique (sécularisation et universalisation), à l'abri de toute historicité.»[162]

Aux critiques plus spécifiques de Jacques Rouillard et Michael Behiels, les auteurs font moins de cas. À Behiels qui considère que la société libérale duplessiste, est fixe plutôt que développementale, Bourque, Duchastel et Beauchemin répliquent que sa thèse n'est pas suffisament développée pour qu'il soit possible d'en débattre. Selon eux, «il s'agit bien d'un État libéral réformé ou «développemental» puisque l'État a déjà commencé à intervenir dans les

---

[159] Ibid., p.355
[160] Ibid., p.356
[161] Ibid., p.356
[162] Ibid., p.360-361

domaines de la régulation sociale.»[163]

Claude Couture et Fernande Roy

Sans être un spécialiste du duplessisme, Claude Couture a aussi étudié le Québec de cette époque. Son livre Le mythe de la modernisation du Québec propose une étude réinterprétative de la presse de l'époque. Selon Couture, «presque toutes les analyses portant sur les idéologies au Québec ont été faites à partir de l'étude de journaux ou de publications conservatrices et traditionnalistes.»[164] Or, il explique que La Presse, Le Soleil et Le Canada «avaient un tirage très supérieur à celui de la presse traditionnaliste.»[165] Couture étudie les valeurs véhiculées par ces quotidiens notamment en ce qui a trait aux questions économiques. Selon lui, «bien avant la Révolution tranquille, des hommes d'affaires francophones pouvaient diffuser leur vision et leurs valeurs de la société à travers ces quotidiens.»[166] De plus, il montre que les éditoriaux de La Presse, du Soleil et du Canada dans les années 1930, véhiculent une «idéologie libérale classique fondée sur la thèse de la propriété privée comme facteur de progrès.» Selon Couture, «Niant la gravité structurelle de la Crise, les éditorialistes ont redouté les interventions de l'État, plaidé pour la charité privée, défendu le libre-échange. En somme, ils n'ont jamais douté de la valeur du libéralisme et du système capitaliste, tout comme les institutions patronales des années 1960 et 1970.»[167]

---

[163] Ibid., p.371
[164] Couture, Claude, Op.cit., p.10
[165] Ibid., p.10
[166] Ibid., p.10
[167] Ibid., p.121

Pour sa part, Fernande Roy consacre quelques lignes à Duplessis dans le chapitre six de son livre, Histoire des idéologies au Québec aux XIXième et XXième siècles, ayant pour titre «Du duplessisme à l'État québécois», elle affirme que l'expression «Duplessis, un libéral [...] peut étonner [mais] s'applique pourtant à sa conception du rôle de l'État et de l'organisation économique, ce qui constitue un noyau idéologique important.»[168] Et elle ajoute que l'Union nationale «confie le développement économique aux entreprises privées et aux investisseurs souvent étrangers. La prospérité et le progrès passent par le laisser-faire [...] l'Union nationale reste imperméable au nationalisme économique, conformément à la logique libérale selon laquelle l'individu l'emporte sur la collectivité.»[169] Selon Roy, Duplessis ne favorise nullement le ruralisme, tant dénoncé par l'historiographie traditionnelle. Elle affirme que «les accents ruralistes de Duplessis s'interprètent plutôt dans le cadre de l'électoralisme. Utilisant systématiquement le patronage, qu'elle n'a d'ailleurs pas inventé, l'Union nationale garde l'appui du monde rural.»[170]

Léon Dion

Le livre de Léon Dion, Québec 1945-2000. Les intellectuels au temps de Duplessis, consiste également en un ouvrage à portée révisionniste. À première vue, la thèse de Dion n'est pas facile à classer. D'une part, il adhère à l'interprétation traditionnelle lorsqu'il affirme que:

«Duplessis connaissait à fond la société québécoise traditionnelle. Il exploita les

---

[168] Roy, Fernande, Op.cit., p.95
[169] Ibid., p.95
[170] Ibid., p.96

> traits caractéristiques de cette société qui persistaient encore dans les structures dominantes et les esprits: assises très fragiles de la société canadienne-française dans un Québec qui évolue au rythme de l'Amérique du Nord; dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers pour le développement des immenses ressources naturelles du Québec; absence d'une bourgeoisie canadienne-française qui aurait pu tirer profit de ces investissements à l'avantage de l'ensemble de la société; [...] persistance en apparence intacte des valeurs incarnées par la religion et le nationalisme traditionnel, toujours élevées au rang de dogmes...»[171]

D'autre part, il ne manque jamais d'interroger ce type d'interprétation. Selon lui,

> «L'historiographie récente rectifie la stature de l'homme. [...] Le réexamen de la politique duplessiste éclaire un tout autre aspect de sa contribution au destin du Québec. Sans même avoir pris pleinement conscience des changements de toute nature qui se produisaient au sein de la société, sa politique se serait-elle orientée inévitablement dans le procès de transformation vers la modernité dans laquelle les catégories sociales dynamiques s'engageaient de plus en plus au fur et à mesure que les années cinquante s'écoulaient? [...] La Révolution tranquille marqua-t-elle cette rupture radicale par rapport au passé, comme bien des contemporains l'estimèrent et ainsi que plusieurs l'affirment aujourd'hui encore? [Duplessis aurait-il] permis ou même favorisé au sein de la société civile la germination de conditions qui ont rendu possible cette révolution?»[172]

C'est ainsi, en se questionnant de la sorte, que l'auteur arrive à conclure que le régime de Maurice LeNoblet Duplessis n'a été ni complètement traditionnel ni complètement moderne. Toutefois, sans rompre avec le discours moderne de l'époque, il conclu que les années duplessistes ont plutôt constitué un moment de transition entre la tradition et la modernité. Par transition, il entend que «le gouvernement Duplessis ne pourrait plus être perçu comme une rupture mais comme un passage qui devait être inéluctablement franchi pour permettre le célèbre «désormais» de Paul Sauvé et même la Révolution tranquille.»[173] Par conséquent, pour Dion le

---

[171] Dion, Léon, Op.cit., p.14
[172] Ibid., p.15
[173] Ibid., p.16

régime duplessiste n'est pas libéral de la façon que les États-Unis et le Canada anglais le sont, mais il est tout de même teinté de libéralisme. Selon Dion, «le libéralisme conservateur demeurera au Québec l'idéologie politique dominante jusqu'à la fin du gouvernement Duplessis. [...] Au cours de la même période, cependant, les États-Unis et le Canada délaissent graduellement le laisser-faire au profit d'une pratique d'intervention politique soutenue sous l'influence de la théorie monétaire et fiscale de lord Keynes.»[174]

Jean-Luc Migué

L'ouvrage Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la Révolution tranquille de Jean-Luc Migué n'a pas comme prétention principale de vouloir participer au débat historiographique portant sur les années duplessistes. L'auteur cherche plutôt à exposer un point de vue contre la démocratie sociale et l'avènement de l'État-providence au Canada en général et au Québec en particulier. Migué soutient qu'avec l'arrivée de la Révolution tranquille au Québec et, par le fait même, du providentialisme étatique, l'économie québécoise ainsi que le progrès social en général auraient marqué un tournant pour le pire.[175] Selon l'auteur: «Avant ce grand soir collectiviste, c'était la Grande noirceur; après, c'est la modernité libératrice et le progrès triomphant. Les préjugés en général n'ont que faire des faits; si, en plus, ils sont propagés par l'élite unanime des interprètes officiels, ils deviennent indéracinables. L'observation des faits pourtant, en matière

---

[174] Ibid., p.60

[175] Migué, Jean-Luc, Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la Révolution tranquille, Collection Histoire et Société, Éditions Varia, Montréal, 1999, p.24

de croissance et d'autres indices de progrès, révèlent un tout autre tableau.»[176] Migué remet en cause le postulat selon lequel la société de l'époque de Duplessis est une société de la Grande noirceur. Au contraire, il cherche même à revenir au modèle de développement qui a marqué la période duplessiste, un modèle beaucoup plus tourné vers un libéralisme classique, fondé sur la loi du marché et qui serait plus susceptible de promouvoir l'épanouissement individuel, l'avénement d'une société ouverte et libre, et, la dépolitisation des relations sociales et économiques.[177] Malgré la teneur fortement idéologique de son propos, Migué pourrait effectivement être considéré comme un révisionniste. Non seulement il remet en cause le concept de la Grande noirceur durant la période duplessiste mais, à l'instar de Paquet, il considère que la Révolution tranquille a eu des retombées défavorables sur l'économie du Québec.

Conclusion

Pour conclure cette section, même s'ils ne sont pas nombreux, il reste que certains auteurs ont interrogé de façon systématique la thèse de la Grande noirceur. De façon plus générale, ce chapitre a montré que l'historiographie révisionniste a réussi à remettre en question certaines idées importantes dont l'absence de divisions sociales au Québec, le lent taux d'urbanisation, la grande influence de l'Église catholique sur la société et le rôle de l'État québécois. Pour les

---

[176] Ibid., p.23
[177] Ibid., p.21-22

révisionnistes, la société québécoise eu une évolution tout à fait comparable à celle de n'importe quelle autre société d'Amérique du Nord.

Bref, même s'ils sont de plus en plus nombreux, les auteurs révisionnistes ayant abordés le duplessisme ne sont pas abondants. À part les analyses du discours ou du contenu des journaux, les indicateurs de développement servant à mesurer la nature de la société de l'époque ne sont pas nombreux, comme l'expliquent Bourque, Duchastel et Beauchemin. «Même s'il a été significativement sous-étudié, et peut-être pour cette raison même, le duplessisme représente sans doute la période de l'histoire du Québec qui a fait l'objet de l'interprétation spontanée la plus arrêtée et la plus caricaturale.»[178] Il nous importe donc de tenter de rompre avec cette tradition peu susceptible de favoriser le dialogue avec le passé.

Toutefois, comme l'affirme Gilles Paquet: «c'est un travail qui a commencé mais qui prendra encore un certain temps».[179] Un travail d'ordre empirique et statistique est à revoir dans certains cas, à faire dans d'autres. Les révisionnistes ont appuyé leurs propos sur des indicateurs comme les discours et les idéologies. Toutefois, au plans économique et socio-politique, ces derniers sont plutôt rares. Nous ferons, au prochain chapitre un inventaire détaillé de la situation.

---

[178] Bourque, Duchastel et Beauchemin, Op.cit., p.16
[179] Paquet, Gilles, Op.cit., p.82

Chapitre 3

À la recherche d'indicateurs de développement

Nous avons vu que les travaux révisionnistes des années duplessistes proposent un changement d'ordre analytique et conceptuel important pour l'étude du Québec d'avant les années soixante. Celui-ci repose pour une large part sur des indicateurs d'ordre politique et idéologique sur lesquels nous allons revenir dans ce chapitre afin d'en approfondir davantage la signification, notamment afin de déterminer leur valeur empirique. Ainsi, nous allons procéder à un retour sur la thèse des auteurs révisionnistes que nous avons présenté au chapitre précédent afin de les aborder sous ce nouvel angle. Cet exercice nous a semblé d'autant plus utile car non seulement sentons-nous le besoin de vérifier la plausibilité de l'hypothèse révisionniste de la période de Duplessis mais également de dégager de leurs données le portrait de la société de l'époque. Dans l'ordre, nous reviendrons dans ce chapitre, sur les propos de Bourque, Duchastel et Beauchemin, la synthèse des textes dans Gagnon et Sarra-Bournet, les thèses de Couture, Roy, Paquet, Dion et Migué.

Bourque, Duchastel et Beauchemin

Bourque, Duchastel et Beauchemin ont réalisé une étude approfondie du discours politique duplessiste. Comme nous l'avons mentionné plus haut, il s'agissait pour eux d'analyser les mots contenus dans les discours prononcés à l'époque de Duplessis. Par contre, ils mettent en garde le lecteur qu'à leurs yeux, le discours politique duplessiste ne se limite pas aux discours prononcés par Maurice Duplessis ou par des membres de l'Union nationale. Ils optent pour une définition plus large du discours politique consistant en

«des discours émanent des institutions privées qui portent sur les conditions de

> production des rapports sociaux. Ainsi, aux discours du budget et du trône, aux discours législatif, électoral et constitutionnel de l'Union nationale, s'ajoutent les mandements des évêques, les journaux d'action catholique, le discours patronal (Mouvement Desjardins, Chambre de commerce de la province de Québec) ainsi que le discours syndical et agricole (UCC, CTCC, FUIQ, FPTQ).»[180]

Par contre, par souci d'espace et de temps, les auteurs ne se sont arrêtés qu'aux discours de l'Union nationale ainsi qu'aux mandements des évêques, de 1944 à 1960. Selon eux, ces derniers «permettent de saisir les dimensions les plus fondamentales»[181] de l'époque.

Pour procéder à leurs analyses, les auteurs ont fondé «l'interprétation proposée dans [leur] ouvrage [...] sur une étude empirique minutieuse et serrée, étayée par une méthode utilisant les ressources de l'informatique.»[182] À l'aide d'un ordinateur et d'une technique aux apparences fort complexe, les auteurs ont répertorié des mots et des catégories de mots afin d'identifier la fréquence avec laquelle telle ou telle expression a été utilisée. Ainsi, ils s'expliquent:

> «Nous avons, par exemple, réuni sous la catégorie *agriculture* tous les noms et adjectifs des textes qui se rapportent en contexte à l'agriculture et à la colonisation ou encore sous la catégorie *progrès* tous ceux qui renvoient à l'idée générale de *progrès*. Dans ce second cas, toujours à titre d'illustration, la catégorie *progrès* regroupe, outre le mot *progrès*, des notions comme *développement, expansion, essor,* etc.»[183]

Enfin, à l'aide des données recueillies, les auteurs ont effectué des tableaux afin de résumer leurs trouvailles.

---

[180] Bourque, Duchastel et Beauchemin, Op.cit., p. 40
[181] Ibid., p.40
[182] Ibid., p.41
[183] Ibid., p.54-55

De cette façon, Bourque, Duchastel et Beauchemin ont été en mesure de formuler, à l'aide de la fréquence de l'utilisation des mots dans les discours, quelques conclusions sur la façon dont la société québécoise duplessiste se définit. Entre autres, ils ont identifié trois grands espaces discursifs au sein du discours de l'Union nationale: «le premier renvoie aux grandes notions de la modernité (progrès, droit), le deuxième, du moins en surface, au traditionalisme (tradition, religion), et enfin, le troisième au contrôle social (stabilité).»[184] Nous l'avons vu au chapitre précédent, pour Bourque, Duchastel et Beauchemin, l'idée de progrès constitue la valeur centrale du duplessisme. Pour les auteurs, «il est impossible de comprendre le discours de l'Union nationale, et sans doute ses succès électoraux, si l'on ne prend pas en considération cette formidable promotion du progrès et du bien-être qu'on appelle et qui advient au sein de cette société de consommation et de cette culture de masse qui se développent dans le Québec de l'après-guerre.»[185] Leur démonstration semble solide empiriquement sauf que la notion de progrès est étudiée d'un angle strictement politique et idéologique alors que l'on sait bien que ce dernier n'est pas qu'une représentation de l'esprit. Quels sont les effets du discours sur la quotidienneté ou sur la population québécoise?

En effet, mise à part les discours officiels et le lexique utilisé par Bourque, Duchastel et Beauchemin leur étude ne permet pas de saisir l'étendue de ce qui survient vraiment et concrètement dans la société québécoise au temps de Duplessis. L'étude du discours politique

---

[184] Ibid., p.50
[185] Ibid., p.50-51

est une composante importante de la société duplessiste mais, empiriquement, de quel progrès parle t-on aux plans économique et social? Nous y reviendrons.

Gagnon et Sarra-Bournet

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, l'ouvrage Duplessis. Entre la Grande noirceur et la société libérale de Alain-G. Gagnon et de Michel Sarra-Bournet renferme une série d'études portant sur la société québécoise duplessiste. Toutefois, la nature du livre de Gagnon et Sarra-Bournet ne permet pas une présentation exhaustive des données sur lesquelles reposent les analyses des auteurs qui ont participé au recueil.

Parmi les textes révisionnistes, dans un premier groupe, ceux de Jack Jedwab, Bourque et Duchastel s'appuient presqu'exclusivement sur des données empiriques. Nous ne nous attarderons pas aux propos de Bourque et Duchastel puisque nous venons de les présenter. Quant à ceux de Jedwab qui, rappelons-le, étudie le comportement électoral des anglo-montréalais envers le gouvernement Duplessis, il s'appuie sur la répartition du vote des anglophones à Montréal aux élections provinciales de 1931 à 1956. En divisant les votes selon les circonscriptions ayant une grande majorité anglophone en plus d'étudier la presse anglophone, l'auteur fourni un indicateur socio-politique intéressant qui permet de montrer que la société québécoise n'est pas complètement diviser sur une base ethnique. En effet, l'auteur soutient que beaucoup d'anglophones appuient Duplessis grâce à ses succès économiques. Toutefois, le travail de Jedwab ne repose que sur une fraction de la population québécoise et ne permet pas de

voir que le vote francophone est probablement divisé également.

Un deuxième groupe d'articles s'appuient plutôt sur une argumentation normative fondée sur une étude de phénomènes observables mais non quantifiés ou mesurés. À titre d'exemple, pensons au texte de François-Albert Angers qui montre que Duplessis fut l'un des plus grands défenseurs des intérêts du Québec face à Ottawa. Jocelyn Létourneau propose plutôt un texte pragmatique visant à encourager une lecture comparative de la période duplessiste. De même, le texte de Michel Sarra-Bournet sur le rapport en le gouvernement Duplessis et l'Église ainsi que celui de Jacques Rouillard qui affirme que la société québécoise est belle et bien libérale dès 1760 tout en considérant que le duplessisme relève du conservatisme clérical, sont deux autres exemples d'études plus conceptuelles qu'empiriques. Ces travaux visent à faire avancer le débat, sauf qu'ils ne nous révèlent pas grand chose de l'époque duplessiste.

Un troisième groupe de textes portera sur la classification de concepts; ceux de conservatisme et de traditionalisme chez Jacques Beauchemin, celui d'alliances politiques chez Gérard Boismenu et de capital social chez Gilles Paquet. Pour sa part, le texte de Paquet mérite une attention particulière que nous allons lui donner plus loin.

Couture et Roy

Dans son étude réinterprétative de la presse des années 1930, Claude Couture a proposé une étude qualitative des éditoriaux de différents journaux qu'il considère comme étant libéraux

soit La Presse, Le Soleil et Le Canada. En effet, Couture considère que les études traditionnelles sur la presse à l'époque de Duplessis tenant en compte seulement les quotidiens ayant des vues conservatrices. L'ouvrage de Couture se base sur sa thèse de doctorat publié en 1987 qui avait pour titre La presse libérale au Québec entre 1929 et 1935. Analyse de contenu des éditoriaux de La Presse, du Soleil et du Canada. Par conséquent, même si l'étude de Couture se limite aux années où Maurice Duplessis n'était pas au pouvoir, nous croyons que son analyse rejoint la thèse révisionniste duplessiste dans le sens où elle étudie la période immédiatement précédente la période duplessiste. Par contre, la faiblesse du livre de Couture repose sur le fait qu'il n'y présente aucune méthodologie précise et que, par le fait même, ses observations ne sont pas fondées sur des données statistiques très développées. Ainsi, l'auteur, après avoir exposé une brève histoire du libéralisme au Québec, se contente d'aborder ses différents chapitres en citant les trois journaux auxquels il fait référence. Ainsi, Couture débute son analyse en 1929 en étudiant la réaction des journaux libéraux au krach boursier; pour la terminer au milieu des années 1930 en étudiant le retour à la terre des Canadiens français. Ce faisant, l'auteur réussi à démontrer de façon descriptive qu'il y avait une presse libérale et, par le fait même présence d'un courant libéral pendant les années 1930 au Québec. De cette façon, la thèse du monolithisme idéologique d'avant les années 1960 ne tient plus. Par contre, les indicateurs que nous propose Couture sont, encore une fois, du ressort de l'analyse descriptive et ainsi, laisse beaucoup de place à l'interprétation de l'auteur.

L'étude de Fernande Roy est, quant à elle, complémentaire à celle de Claude Couture. En

effet, Roy en ne fournissant pas vraiment de données empiriques réussi à démontrer, également à l'aide d'une analyse descriptive, qu'il y avait effectivement présence de libéralisme au sein de la société duplessiste. Ainsi, l'auteure intègre la période duplessiste à un compte-rendu plus global sur l'histoire des idéologies au Québec au chapitre six de son livre portant sur l'histoire des idéologies au Québec. Par conséquent, pour défendre sa thèse, Roy ne propose pas vraiment d'indicateurs de développement proprement dit mais expose plutôt les différents débats entre les classes et les groupes sociaux au sein de la société québécoise. Ainsi, son étude expose autant les débats idéologiques au sein de la société québécoise du XIXième siècle, en passant par la rébellion, par l'ultramontanisme ainsi que le rougisme, que les débats plus contemporains comme ceux de l'époque duplessiste. Le but central de l'étude de Roy étant de faire la preuve de la présence d'un certain libéralisme au Québec dès le début de son histoire. À noter que Fernande Roy a également produit une étude plus approfondie portant plus spécifiquement sur la présence de libéralisme dans les milieux d'affaires francophones de Montréal. Par contre, celle-ci n'étudie malheureusement pas la période duplessiste de façon spécifique.[186]

Gilles Paquet

Comme nous l'avons déjà vu, Gilles Paquet a formulé la thèse selon laquelle la performance économique du Québec serait attribuable à l'état de son «capital social». Pour illustrer sa thèse, Paquet utilise quelques indicateurs de développement dont celui du produit

---

[186] Roy, Fernande, Progrès, Harmonie, Liberté, Op.cit..

intérieur brut (P.I.B.). Même s'ils sont utilisés de façon rudimentaire, Paquet se réfère également à plusieurs autres indicateurs de développement; mais voyons d'abord ses références au P.I.B.. Selon Paquet, qui cite l'ouvrage de André Raynauld:[187] «le taux de croissance de la production est à peu près le même au Québec et en Ontario entre 1870 et la fin des années 1950.»[188] Ainsi, il considère particulièrement difficile d'asseoir la thèse de la Grande noirceur sur le taux de croissance comparé du P.I.B. québécois entre avant et après 1960. De plus, il affirme qu'

> «entre 1945 et 1974, on a un taux de croissance québécois un peu au-dessous des 5% par année avec des signes de ralentissement vers la fin des années 1960. Dans les 15 années qui suivent, le taux de croissance tombe presque de moitié, avant de s'aplatir encore et de frôler le zéro au tournant des années 1990. Non seulement le taux de croissance ralentit dans l'après Révolution tranquille, mais il chute beaucoup plus rapidement qu'en Ontario.»[189]

Paquet propose, en plus, deux autres indicateurs de développement; l'investissement privé *per capita* et la productivité de l'économie. Il affirme qu'«il y a eu chute dramatique dans les années 1960 de l'investissement privé *per capita* au Québec par rapport à ce qui se passe en Ontario.» Et d'ajouter que, «la productivité de l'économie canadienne dans son ensemble (dont l'Ontario et le Québec forment la très grosse part) a été dans le peloton de queue des 24 pays de l'OCDE: nous nous sommes classés au 22ième rang quant à la croissance de la productivité entre 1960 et 1990.»[190] Pour Paquet, ces quelques données révèlent que l'économie du Québec était loin d'être plongée dans l'obscurité avant la Révolution tranquille. Au contraire, cette dernière aurait provoqué un recul de l'économie québécoise. Nous avons déjà expliqué au chapitre précédent

---

[187] Raynauld, André, Op.cit.
[188] Paquet, Gilles, Op.cit., p.207
[189] Paquet, Gilles, dans Gagnon et Sara-Bournet, Op.cit., p.209
[190] Ibid., p.209

que Paquet vise à montrer les effets négatifs de la Révolution tranquille alors que la tendance est à pérorer sur sa portée libératrice. Selon lui, le Québec d'avant les années soixante repose sur un lien étroit entre économie et société que l'on a détruit sous prétexte que la société québécoise est traditionnelle, alors que ces éléments de tradition comme la famille, la communauté ou la religion ont constitué un soubassement important à la bonne performance du Québec à l'époque de Duplessis. Selon Paquet,

> «on a systématiquement ignoré à quel point ces petites et moyennes entreprises ont été construites sur les réseaux régionaux et locaux enracinés dans la famille, la communauté ou les paroisses. On a également ignoré la place que l'État modeste et libéral, dans l'ère Duplessis, a laissé à la société civile (rappelons le rôle important des mouvements coopératifs) et son association avec le monde des affaires, surtout quand il s'est agi d'entreprises québécoises en régions excentriques.»[191]

En ce qui à trait aux indicateurs de développement à caractère socio-politique, Paquet n'en identifie aucun. Par contre, nous croyons que ses remarques sur le Mouvement Desjardins ainsi que sur Québec Inc. valent la peine d'être mentionnées. En effet, Paquet utilise ceux-ci pour montrer l'effet qu'aurait pu avoir le capital social sur la société québécoise. Il attribue un rapport de causalité entre les modèles du Mouvement Desjardins et de Québec Inc. et la forte présence de capital social au Québec. De plus, il démontre comment ces deux modèles auraient souffert de l'affaissement de ce capital social au tournant des années soixante. Ainsi, non seulement Paquet nous propose quelques indicateurs de développement économique forts intéressants, il nous fournit un lien entre ceux-ci et le côté social de la société québécoise.

---

[191] Paquet, Gilles, Oublier la Révolution tranquille, Op.cit., p.18

Léon Dion

Chez Dion, l'on retrouve plusieurs indicateurs de développement de nature socio-politique.[192] Dion tente d'esquisser un portrait du Québec d'avant la Révolution tranquille afin de voir comment cette dernière a constitué un moment de transition. Ainsi, il est amené à dire que «de 1944 à 1960, la société québécoise évolue à un rythme particulièrement rapide sous nombre d'aspects: écologique, démographique, économique et culturel.»[193] Il souligne que le recensement de la population de 1921 révèle que la population du Québec est urbaine à 56% alors qu'«en 1961, le monde rural ne représente plus que 25% de la population, les agriculteurs ne comptant que pour 13%.»[194] Même si la population agricole diminue, la production agricole s'accroît. «De 1951 à 1961, la population agricole baisse de 24% alors que la production totale s'accroît de 20%. En 1961, elle ne forme plus que 11% de la population alors qu'elle en constituait 20% en 1951. L'exode rural persiste. Le nombre de fermes passe de 154 669 à 95 777 de 1941 à 1961, mais la superficie moyenne en culture est portée de 116,8 à 148,2 acres.»[195] Toutefois, l'agriculture est un domaine qui prospère pendant les années duplessistes. L'électrification des campagnes jusqu'au développement des coopératives sont des effets directs de cette prospérité. Entre autres, Dion considère que «sous ses diverses formes, le mouvement coopératif est le mode d'innovation socio-économique le plus original et le plus enraciné de la

---

[192] Les indicateurs identifiés par Dion sont développés par l'auteur mais également basés sur les ouvrages de Bernier et Boily, Op.cit., Gow, James Ian, Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970; Lapointe, Gérard, Essais sur la fonction publique québécoise; Fortin, Gérald, La fin d'un règne et plusieurs autres (voir la bibliographie pour les notices complètes).
[193] Dion, Léon, Op.cit., p.29
[194] Ibid., p.29-30
[195] Ibid., p.95

société québécoise.»[196]

En ce qui à trait aux données sur l'administration publique, Dion constate que «de 1941 à 1961, l'accroissement du nombre de fonctionnaires triple celui de la main-d'oeuvre dans le secteur privé. [...] Ce n'est donc pas l'augmentation des employés publics durant la Révolution tranquille qui la distingue de la période duplessiste...»[197]

De fait, Dion constate de grands changements dans l'ensemble de l'économie, notamment en analysant les finances publiques du Québec de 1945 à 1960. Selon l'auteur, celles-ci montrent une forte progression qui sera que rarement dépassée dans les années suivantes. Et il ajoute que:

> «les dépenses nettes varient diversement selon les catégories entre 1945 et 1960. La part de l'administration passe de 7,8% à 3,5%, celle des ressources naturelles de 15,5% à 9,9%, le service de la dette de 15,7% à 3,9%. Inversement, le secteur Transport et Communication est porté de 20,2% à 25,8%, la Santé de 11,4% à 12,8%, le Bien-être de 8,2% à 12,5%, l'Éducation de 15,1% à 22,8%.»[198]

L'auteur mentionne également qu'il est important de noter le fait que les taux d'accroissement les plus élevés se retrouvent dans les domaines où les besoins de la société s'accroissent le plus rapidement, comme l'Éducation, le Bien-être et la Santé. En effet, il note que ceux-ci «passent de 35% de l'ensemble des dépenses publiques en 1945 à 50% en 1959.»[199]

---

[196] Ibid., p.94
[197] Ibid., p.88
[198] Ibid., p.90
[199] Ibid., p.90

Au plan des investissements dans le secteur des ressources naturelles, en particulier, le capital étranger est triplé au cours des années cinquante[200] ce qui influencera le développement des marchés financiers québécois et la valeur brute des produits manufacturés. En effet, Dion constate que:

> «de 1944 à 1959, la valeur brute des produits manufacturés passe de 3,2 à 7,4 milliards de dollars, le commerce de détail de 1,3 à 4,1 milliards de dollars, le taux de productivité de 6 600 à 16 000 dollars par ouvrier et le salaire moyen de 1 500 à 3 800 dollars. Toutefois, Dion montre que la part du Québec dans l'ensemble de la production manufacturière canadienne passe de 26,6% à 25,6% et celle de l'Ontario, de 40,4 % à 42,4%.»[201]

Enfin, le secteur de l'infrastructure économique semble être entre bonnes mains sous Duplessis. Dion note que de «1944 à 1959, la longueur des routes pavées double [...] le ministère des Travaux publics construit 2400 ponts [...] il se construit plus de 40 000 maisons au Québec»[202], etc. Bref, Dion constate que malgré la marginalisation des Canadiens français «leur condition s'est améliorée et leur style de vie s'est graduellement urbanisé.»[203] Pour Dion, le problème est de tenter d'expliquer pourquoi, «dans les domaines qui accaparent 50% des dépenses publiques à la fin des années cinquante, les résultats aient été pitoyables au point où des réformes en profondeurs soient devenues essentielles?»[204]

Par ailleurs, il dresse un tableau moins sombre que l'on serait porter à le voir. En effet,

---

[200] Ibid., p.91
[201] Ibid., P.93
[202] Ibid., p.95-96
[203] Ibid., p.123
[204] Ibid., p.128

pour ce qui est du domaine de l'éducation, il constate que «Duplessis intervient plus que ses prédécesseurs.» Il montre que sous Duplessis, «de 1944 à 1959, les dépensent publiques totales pour l'éducation passent de 4,6 à 181 millions de dollars.»[205] De plus, Dion note que l'investissement dans les équipements scolaires est important. «Le Québec construit plus de 4 000 nouvelles écoles [...] 135 nouveaux collèges classiques [...] et le nombre d'étudiants passe de 22 630 à 93 800.»[206]

Bref, les données proposées par Léon Dion servent d'indicateurs d'ordres socio-politiques et économiques. Elles sont pertinentes dans le sens où elles permettent de fournir un portrait assez large de la société québécoise au niveau empirique. Ainsi, l'auteur nous permet d'avoir des données autant sur l'urbanité, que sur la fonction publique, l'agriculture, l'éducation, les finances publiques, les investissements, les marchés financier et l'infrastructure économique.

Jean-Luc Migué

Dans la préface du dernier ouvrage de Jean-Luc Migué[207], le Sénateur Bolduc écrit que dans ce livre «Jean-Luc Migué constate d'abord, à la suite d'André Raynauld et statistiques à l'appui, que le Québec subit depuis trente ans un déclin économique relatif par

---

[205] En plus, l'auteur rajoute que «ces sommes ne représentent qu'une partie du coût réel [car] les municipalités doivent assumer les coûts de l'enseignement primaire [alors que] les collèges classiques, établissements privés responsables de l'enseignement secondaire et collégial, subviennent eux-mêmes à leurs dépenses.», Ibid., p.97-98

[206] Ibid., p.98

[207] Migué, Jean-Luc, Op.cit.

rapport au Canada et qu'il décline aussi par rapport aux États-Unis.»[208] Tout comme Gilles Paquet, Migué soutient la thèse que depuis la Révolution tranquille, l'économie québécoise perd du terrain par rapport à celle du Canada mais également, face à celle des États-Unis. Par ailleurs, pour Migué, la période d'avant 1960 aurait été la plus prospère de l'histoire du Québec.

Jean-Luc Migué ne perd pas de temps à exposer les faits. Dès les premiers instants du chapitre premier, l'auteur présente différents indicateurs de développements afin d'appuyer sa thèse.[209] Ainsi, selon Migué:

> «De toute son histoire moderne, depuis la fin du XIXième siècle jusqu'à la fin des années 60, le Québec a vécu une croissance forte, parallèle à celle de l'Ontario. Effectivement, entre 1870 et 1957, la croissance de la valeur ajoutée par année-personne s'inscrivait à 3,0% au Québec, à 3,1% en Ontario. La période immédiatement antérieure à la Révolution tranquille, allant de 1935 à 1955 et qui coïncide avec l'apogée du duplessisme, se distingue même comme l'une des plus prospère de toute l'histoire: taux de croissance de la production industrielle de 10,2% par année, supérieur à ceux du Canada et de l'Ontario, eux-mêmes particulièrement vibrants à 10,0% et 9,6% respectivement.»[210]

Selon Migué, «entre 1946 et 1958, le revenu personnel par habitant au Québec progressait de plus de cinq pour cent par année et gagnait ainsi sur celui de l'Ontario et du Canada en général.»[211] En matière économique, Migué prétend qu'aujourd'hui nous sommes en retard par rapport aux années 1950; entre autres en matière d'investissements.

«En 1997, le Québec recevait 18% des investissements privés et publics au

---

[208] Ibid., p.11

[209] Les indicateurs identifiés par Migué sont pour la plupart développés par l'auteur. Celui-ci s'inspire tout de même à quelques rares reprises des ouvrages de Bernier et Boily, Op.cit., et de Raynauld, André, Op.cit.

[210] Ibid., p.23

[211] Ibid., p.23

> Canada. La part des investissements privés attirée au Québec a de quoi alarmer davantage. Le Québec ne reçoit plus que 15% des investissements privés (intérieurs et étrangers) au Canada. Le sommet en cette matière a été atteint, dans les années 1950 jusque vers 1965, à près de 25% et la proportion décline depuis: 23,5% en 1975, environ 20% dans les années 80.»[212]

En ce qui a trait à la période duplessiste, l'auteur reprend le même indicateur que Paquet soit le produit intérieur brut (P.I.B.) en le développant plus en détails. Il affirme que

> «de 1950 à 1974, le taux de croissance annuel de la production canadienne par habitant (PIB/habitant) s'inscrivait à 2,97%; après cette date, il tombe à 1,59%. [...] Le P.I.B. québécois, qui s'inscrivait à plus de 16% du total canadien et à 64% du chiffre ontarien en 1965, était déjà tombé à 22% et 58% respectivement en 1984. Les chiffres de la valeur ajoutée dans les industries productrices de biens au Québec chutaient de plus de 64% du total ontarien en 1956 à 56% en 1983.»[213]

Pour Migué, les années récentes ne sont pas mieux non plus. «De 1993 à 1997, le P.I.B. gagnait 19,0% en Ontario, mais n'augmentait que de 14,1% au Québec. Pendant la même période, le rythme d'expansion de la production au Québec n'atteignait pas les deux tiers de la croissance économique canadienne.»[214] Le dernier indicateur de développement économique utilisé par Migué est le revenu personnel moyen. Il considère que «les Québécois connaissent une baisse durable de leur revenu relatif depuis 1961. En 1961, le revenu personnel moyen des Montréalais s'établissait au même niveau que celui des Torontois. Or voici qu'en 1991, la moyenne de Montréal était tombée à 83% de celle de Toronto.»[215]

Au plan socio-politique, Jean-Luc Migué formule quelques réflexions en ce qui a trait à

---

[212] Ibid., p.25
[213] Ibid., p.31-33
[214] Ibid., p.33
[215] Ibid., p.33

l'exode de la population québécoise vers les autres provinces ainsi qu'au taux de natalité décroissant des dernières années au Québec. Il affirme que: «le degré de dynamisme d'une économie, celui de l'emploi en particulier, se révèle le plus souvent dans l'attraction qu'elle exerce sur le monde extérieur et sur ses propres ressortissants. Le «vote avec les jambes» s'avère souvent plus révélateur du jugement de la population que le vote démocratique.»[216] Sans donner de chiffres exacts, Migué mentionne «que depuis plusieurs décennies, le taux d'exode de la population vers les autres provinces est supérieur au taux d'immigration provenant des autres provinces [en plus] le gouvernement n'est pas parvenu à renverser la baisse à long terme précipitée du taux de natalité.»[217] L'auteur ajoute que «c'est en matière de création d'emploi que le piètre état de la conjoncture québécoise se fait le plus visible.»[218] En matière de taux de chômage, Migué affirme que «depuis 1965, le taux de chômage [canadien] s'inscrit dans une tendance irréversible à la hausse. [...] Il évolue autour de quatre ou cinq points au-dessus du taux américain correspondant. L'écart se maintient près de son maximum en quarante ans.»[219] Non seulement le taux de chômage canadien est beaucoup plus élevé que celui des États-Unis, la situation s'avère encore plus désastreuse pour ce qui est du Québec. Selon Migué,

> «de 1950 aux environs de 1965, période où la population active croissait rapidement, le taux de chômage québécois se maintenait à moins d'un point au-dessus du niveau canadien moyen, à deux points au-dessus du niveau ontarien. Depuis lors, l'écart avec l'Ontario a atteint jusqu'à près de quatre points (1985); il ne descend à peu près jamais à deux points et, au moment où ces lignes sont écrites, il oscille autour des trois points.»[220]

---

[216] Ibid., p.28
[217] Ibid., p.29. Nous avons également vu dans le chapitre précédent que Paquet allait dans le même sens.
[218] Ibid., p.29
[219] Ibid., p.29
[220] Ibid., p.24

Par contre, l'un des plus intéressant indicateur de développement utilisé par Migué est sans contredit celui portant sur l'éducation parce qu'il révèle des données qui vont tout à fait à l'encontre des affirmations traditionnelles dans ce domaine. À l'instar de Dion, il affirme que:

> «La période de «Grande noirceur» qui a précédé les grandes célébrations de la Révolution tranquille a aussi été marquée par une explosion de la fréquentation scolaire jamais vue auparavant. Au cours des deux décennies antérieures à 1967-1968, les inscriptions à tous les ordres d'enseignement augmentaient au point de rattraper le reste du Canada. En fait, dès 1967-1968, la scolarisation au Québec dépassait celle du reste du Canada à tous les niveaux, élémentaire (107% de la population des 6 à 12 ans), secondaire (96% de la population des 13 à 16 ans) et postsecondaire (19% de la population des 18 à 24 ans, contre 15% en dehors du Québec).» Et l'auteur rajoute: «Comme quoi la croissance économique, l'amélioration des conditions matérielles de la population, peut servir d'indice intégral du progrès humain et social en général.»[221]

Bref, avec tous les indicateurs de développement qu'il présente, il devient incontestable, d'après l'auteur, «que la Révolution tranquille a marqué chez nous un tournant de l'évolution économique et sociale, mais un tournant pour le pire. La Révolution tranquille s'est exprimée par un écart grandissant entre le rythme de croissance de l'Ontario, du Canada et des États-Unis, d'une part, et celui du Québec, d'autre part.»[222] Ainsi, la conclusion de Migué rejoint celle de Paquet.

Encore une fois, l'auteur nous propose un ensemble de données qui nous permettent d'éclaircir encore plus le terrain empirique de la société duplessiste. L'auteur nous propose plusieurs données à caractère économique en plus de glisser quelques indications en ce qui a trait à des données d'ordres plus sociales.

---

[221] Ibid., p.24
[222] Ibid., p.24-25

Conclusion

Pour conclure ce chapitre, nous avons vu que les auteurs révisionnistes ayant étudiés la période duplessiste font une utilisation de données statistiques et qualitatives tant à des fins d'analyse qu'à des fins polémiques. L'on retrouve aussi plusieurs types d'indicateurs; à la fois socio-politique, idéologiques et socio-économiques. Nous avons vu que les auteurs construisent leurs indicateurs ou bien puisent leur données de travaux déjà existant dont ceux de Raynauld, de Bernier et Boily, de Gow et de plusieurs d'autres. À l'aide ceux-ci, nous sommes maintenant en mesure de tirer un portrait empirique de la société québécoise à l'époque de Duplessis. Illustrons celui-ci.

Le portrait idéologique

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, afin de venir compléter les études plus qualitatives et descriptives présentes en grande partie dans le recueil de Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet mais également chez Claude Couture et Fernande Roy, certains auteurs nous ont fourni quelques indicateurs de développement étant plus empirique. C'est le cas entre autres des auteurs Bourque, Duchastel et Beauchemin qui nous ont fourni des indications en ce qui a trait au discours politique au temps de Duplessis pour ainsi tenter de dresser un tableau de la société libérale de l'époque. C'est également le cas de Jack Jedwab qui nous fournit des données en ce qui à trait aux relations de l'électorat anglophone avec l'Union nationale, pour montrer qu'il avait des comportements tout à fait hétérogènes. Ces études, en s'ajoutant aux études descriptives de Couture et Roy, nous fournissaient une preuve empirique de la présence de

libéralisme bien avant l'arrivée des années soixante au Québec. Ainsi, la preuve d'une présence de libéralisme pendant les années duplessistes étant faite et, par le fait même, la thèse du monolithisme idéologique traditionnel étant défaite, il restait maintenant à faire la démonstration de la thèse révisionniste pendant les années duplessistes au niveau tant économique que socio-politique.

Le portrait économique

C'est alors que les études de Gilles Paquet, de Jean-Luc Migué et de Léon Dion sont apparues utiles. En effet, les trois auteurs proposent des données empiriques quantitatives permettant d'analyser la société québécoise de façon comparative, non seulement entre avant et après 1960 mais également avec d'autres sociétés comparables. De cette façon, les études permettent de développer quelques indicateurs de développement attribuables à la société québécoise qui permettent de confirmer, à certains égards, la thèse révisionniste des années duplessistes. En effet, les auteurs nous permettent de dresser un portrait économique de la société duplessiste de façon assez exhaustive. Ainsi, les auteurs nous fournissent des données en ce qui a trait au taux de croissance du P.I.B. québécois pendant les années duplessistes, en affirmant que celui-ci était tout à fait parallèle avec celui de l'Ontario. Ils nous fournissent également des indications en ce qui a trait à la production agricole en nous montrant qu'elle augmente considérablement pendant les années duplessiste. En plus, les auteurs remarquent que la période allant de 1935 à 1955 est la plus prospère de l'histoire du Québec avec un taux de croissance de la production générale plus élevé que celui de l'Ontario et de l'ensemble du

Canada. Les auteurs remarquent en plus que la croissance de la valeur-ajoutée québécoise est égale à celle de l'Ontario de 1870 à 1957. Un autre indicateur fournit par les auteurs porte sur les finances publiques. En effet, de 1945 à 1960, l'on remarque que les finances publiques du Québec poursuivent une forte progression comparativement aux années précédentes. Ainsi, les secteurs de la santé, du transport, du bien-être et de l'éducation sortent grands gagnants de l'administration des années duplessistes. L'on remarque également une forte progression dans les investissements privés et publics québécois de 1950 à 1965. En plus, les investissements dans les ressources naturelles triplent au cours des années cinquante ce qui a un effet positif sur le développement du secteur financier. Ainsi, la valeur brut des produits manufacturés, le commerce au détail, le taux de productivité et le salaire moyen connurent également une progression. Enfin, un dernier indicateur à caractère économique nous montre un autre domaine prospère pendant les années duplessistes. En effet, le domaine des infrastructures économiques fait face également, comparativement aux années ultérieures, à une forte progression pendant les années duplessistes.

Ainsi, le portrait économique fournit par Paquet, Migué et Dion est fort impressionnant. Il nous présente des données dans pratiquement tous les domaines à caractère économique. De cette façon, il devient presque incontestable qu'au niveau économique, la thèse traditionnelle du retard du Québec ne tient plus et que, par le fait même, la thèse révisionniste des années duplessistes, au niveau économique, est plausible.

Le portrait socio-politique

En ce qui a trait aux indicateurs de développement à caractère socio-politique, les auteurs sont moins élaborés. Ils nous fournissent quand même des données en ce qui a trait à l'urbanisation du Québec. Ainsi ils affirment, contrairement à l'historiographie traditionnelle, que déjà en 1921 le Québec est urbain à 56% et quand 1961, ce chiffre s'élève à 75%. En deuxième lieu, ils nous indiquent également que dans l'administration publique, l'accroissement du nombre de fonctionnaires triple celui des employés du secteur privé de 1941 à 1961. Les auteurs affirment également que le taux de chômage de 1950 à 1965 est comparable avec ceux de l'Ontario et du Canada en général. Finalement, les données sur l'éducation que nous fournissent les auteurs sont forts éloquentes. Tandis que Dion nous éclaire sur l'augmentation considérable des dépenses en ce qui à trait à l'éducation sous l'administration duplessiste, Migué nous fournit des données quant à l'incroyable augmentation de la fréquentation scolaire autant au niveau élémentaire, secondaire que post-secondaire pendant les années où Maurice Duplessis était au pouvoir.

Toutefois, au niveau socio-politique, les indicateurs qui nous sont fournis par Paquet, Migué et Dion nous laisse quelque peu sur notre appétit. En effet, nous croyons que celles-ci ne sont pas assez substantielles pour qu'on puisse juger de la validité ou non de la thèse révisionniste au plan socio-politique. Par contre, ces données nous permettent tout de même de laisser présager un doute raisonnable dans notre esprit en ce qui à trait à la thèse traditionnelle.

Bref, le portrait empirique que l'on réussit à dresser à l'aide des différentes études de la période duplessiste nous donne de bons indicateurs d'ordres normatifs au niveau idéologique et économique. Par contre, même si les auteurs nous fournissent quelques indicateurs de développement au niveau socio-politique, nous ne croyons pas qu'ils sont suffisamment développés pour qu'on puisse les considérer satisfaisants. En effet, nous croyons qu'il y a certaines brèches au niveau socio-politique qui seraient bon de combler avant de valider la thèse révisionniste. Ainsi, nous croyons qu'il manque des indicateurs de développement socio-politiques dans des domaines tels que les professions, le nombre de propriétaires, le taux de syndicalisation, les années de scolarité de la population, l'immigration ainsi que la composition ethnique de la population québécoise. Ceux-ci nous permettraient, à tout le moins, d'avoir un portrait plus large de la société duplessiste au niveau social. En plus, nous croyons que quelques données supplémentaires en ce qui a trait aux indicateurs économiques viendraient compléter et ainsi donner plus de poids à la thèse révisionniste.

Chapitre 4

Le portrait empirique

Le chapitre précédent nous a permis d'identifier un certain nombre d'indicateurs de développement sauf que les données déjà existantes ne sont pas nombreuses. De plus, elles n'ont pas encore été conciliées suffisamment afin de proposer un tableau du Québec de la période de Duplessis qui permettrait de vérifier de façon plus systématique la validité de la thèse révisionniste. C'est ce que ce chapitre tentera de faire. Nous proposerons également de comparer les données sur la société québécoise d'avant 1960 avec l'Ontario ainsi que l'ensemble du Canada.

Nous étudierons des données sur la socio-démographie, les effectifs politiques, le taux de syndicalisation, les investissements globaux canadiens, le nombre de propriétaires, le taux de croissance de la production industrielle, la répartition de la main-d'oeuvre, le revenu personnel *per capita*, le taux annuel moyen de variation du revenu personnel, le taux de chômage, les priorités budgétaires du gouvernement, les paiements de transfert, le taux de variation de la dette, l'éducation et l'urbanisation. Ces dernières serviront à dresser un tableau plus complet en ce qui a trait aux indicateurs de développement de la société québécoise à l'époque de Duplessis en comparaison avec l'Ontario et l'ensemble du Canada.

Les indicateurs que nous avons identifié sont tirés de certains recueils de statistiques importants dont Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours[223] de Boily et Bernier, Les statistiques sociales du Québec[224] de Asselin, Croissance et structure économiques de la province de

---

[223] Bernier et Boily, Op.cit.
[224] Asselin, Suzanne et *al.*, Op.cit.

Québec[225] de Raynauld ainsi que le Rapport de la commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.[226] Nous avons vu plus haut que certains auteurs révisionnistes utilisent également les ouvrages de Raynauld ainsi que de Bernier et Boily. Par conséquent, nous tenterons de compléter les données reprises par les révisionnistes dans ces ouvrages sans toutefois les répéter. Par contre, nous croyons que l'ouvrage de Asselin ainsi que le Rapport de la commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme seront utilisés pour la première fois afin de tenter de dresser un portrait de la société duplessiste.

Nous avons réparti nos données en deux grandes catégories: les indicateurs de développement économique et les indicateurs de développement socio-politiques. Ensuite, pour chaque grandes catégories, nous avons créé trois subdivisions supplémentaires. Pour ce qui est des indicateurs de développement économique, ces derniers portent sur la vie économique ainsi que sur les données budgétaires. En ce qui à trait aux indicateurs de développement socio-politiques, ils portent sur la socio-démographie, l'emploi, l'éducation et autres structures sociales et sur les structures politiques.

Indicateurs de développement socio-politiques

Le portrait socio-démographique

Selon les données que nous reprenons de Bernier et Boily, jusqu'en 1951 le pourcentage d'augmentation de la population est nettement plus élevé au Québec qu'en Ontario ou dans le

---

[225] Raynauld, André, Op.cit.
[226] Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Op.cit.

reste du Canada. Toutefois, suite à cette année, l'accroissement de la population est moins élevé au Québec qu'en Ontario et au Canada.[227] En ce qui a trait à l'immigration, l'on peut voir qu'à partir de 1966, cette dernière est à la baisse au Québec. Avant cette époque, celle-ci est stable mais toujours plus basse qu'en Ontario.[228] Un tel indicateur est révélateur. Ces données montrent que le Québec est une terre d'immigration depuis bien des années, notamment au tournant des années 1930-1940, alors qu'elle est constamment réduite, dans l'historiographie traditionnelle, à sa population soit disant rurale. Par conséquent, en ce qui à trait à la composition ethnique de la population québécoise, l'on constate qu'à partir de 1951, la population de langue maternelle française augmente en pourcentage ainsi que la population «autres» au détriment de la population de langue maternelle anglaise dont le pourcentage est à la baisse à partir de ces années.[229] Par contre, d'autres données nous montrent qu'il y a seulement 4% de variation à la baisse entre 1941 et 1981 pour ce qui est du nombre d'anglophones au Québec.[230] Bref, pas de variations significatives en ce qui à trait à la composition linguistique. D'après ces tableaux, nous ne pouvons remarquer aucune anomalie ou spécificité qui nous permettrait de conclure que le Québec est plus traditionnel que les sociétés qui l'entourent. Non seulement le pourcentage d'augmentation de la population est parallèle au Québec et en Ontario mais nos données en ce qui a trait à l'immigration vont à l'encontre de la thèse dite «traditionnelle».

---

[227] Bernier et Boily, Op.cit., p.26
[228] Ibid., p.29
[229] Ibid., p.43
[230] Ibid., p.47

Quant aux auteurs révisionnistes, ils ne proposent aucuns indicateurs de développement à caractère socio-démographique. Par contre, Migué fait quelques remarques sur l'exode de la population québécoise depuis quelques décennies en plus d'observer une baisse de la natalité.

Une des attributions les plus populaires à la société québécoise dans l'historiographie traditionnelle est sans contredit celle du caractère fortement rural du Québec duplessiste par rapport aux autres sociétés qui l'entourent. Par contre, le tableau 1 portant sur la composition rurale et urbaine du Québec nous fait observer un tout autre phénomène. En effet, de 1931 à 1941, le Québec est plus urbanisé de 2% que l'Ontario. Toutefois, en 1951, le Québec accuse d'un léger décalage par rapport à l'Ontario. Par contre, fait très intéressant, après 1951, l'écart entre le Québec et l'Ontario diminue d'années en années. En plus, le Québec demeure en tout temps plus urbanisé que la moyenne canadienne.[231] Bref, le Québec n'apparaît non moins urbain que les sociétés qui l'entourent lorsque l'on compare les taux d'urbanisation et aucunes données empiriques nous permet d'observer de changement que se soit avant, pendant ou après 1960.

Tableau 1
Taux d'urbanisation comparés - 1931 à 1971 (Canada, Ontario et Québec)

	1931	1941	1951	1961	1971
Canada (%)	53,1	54,34	61,59	69,64	76,09
Ontario (%)	61,08	61,74	70,71	77,35	82,35
Québec (%)	63,1	63,32	66,51	74,28	80,65

Source: Bernier et Boily, p.51

[231] Ibid., p.51 et 62

Ainsi, le tableau de la composition rurale et urbaine du Québec nous fournis plusieurs indications. En effet, nous pouvons montrer que de 1931 à 1941, le Québec est plus urbanisé que l'Ontario et qu'il reste, en tout temps, plus urbanisé que l'ensemble du Canada. Ces données rejoignent celles de Léon Dion pour qui, déjà en 1921, la population québécoise est urbanisée dans des proportions de 56%, et qu'en 1961, la population rurale ne représente que 25% de la population totale du Québec.

Éducation et autres structures sociales

Un autre aspect sur lequel on insiste dans l'historiographie traditionnelle est le faible niveau de scolarité des Québécois comparativement aux autres Canadiens. Les données à ce sujet sont relativement abondantes parmi le corpus statistique. Toutefois, ces dernières ne permettent pas toujours d'affirmer que le Québec était en situation d'infériorité par rapport à l'Ontario et au reste du Canada. Certes, l'on constate qu'en 1951 et en 1961, les Québécois obtiennent en général moins de diplômes universitaires que les Ontariens. Par contre, les Québécois obtiennent des diplômes universitaires, en tout temps, soit de façon équivalente ou supérieure à la moyenne canadienne. Fait à noter, en 1961, l'écart de l'obtention des grades universitaires entre le Québec et l'Ontario n'est que de 0,1% en faveur de cette dernière. Ce n'est qu'à partir de 1971 que le Québec délivre moins de diplômes par rapport à l'Ontario et à la moyenne canadienne.[232] Bref, nos données ne permettent de conclure qu'il existe un retard de la scolarité des Québécois en ce qui à trait à l'enseignement supérieur. Le Rapport de la

---

[232] Asselin, Suzanne et *al.*, Op.cit., p.115-117

Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme confirme cette affirmation en étudiant l'accroissement des effectifs des établissements d'enseignement supérieur et secondaire supérieur. En effet, le rapport constate que «de 1955 à 1960, l'accroissement annuel moyen des élèves poursuivant leurs études au-delà du secondaire a été de 12% au Québec, 8% en Ontario, et 11% dans l'ensemble du pays.»[233] Le pourcentage d'étudiants à temps plein dans les établissements d'enseignement supérieur est passé au Québec de 23 997 en 1955-1956 à 75 070 en 1966-1967 alors que ce chiffre passait de 22 642 à 68 589 pour les mêmes années en Ontario. André Raynauld étudie le même phénomène pour ce qui est des écoles techniques post-secondaires. En effet, de 1952-1953 à 1956-1957 le nombre d'étudiants inscrits dans les écoles techniques post-secondaires augmente de 11 461 au Québec, alors qu'en Ontario il n'augmente que de 5 741 soit, moins de la moitié des étudiants québécois.[234] Le nombre de finissants des écoles techniques post-secondaire atteint 2 235 au Québec et seulement 1 260 en Ontario.[235] Ainsi, en ce qui a trait à l'enseignement supérieur, l'on remarque aucun décalage de la société québécoise ce qui viendrait en sorte appuyer la thèse révisionniste.

Même si ces données font en sorte de redorer le blason de l'enseignement supérieur au Québec pendant les années duplessistes, il reste que d'autres données sur l'enseignement primaire et secondaire dans le Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme sont plus inquiétantes. En effet, des données portant sur le niveau moyen

---

[233] Rapport de la Commision royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, Op.cit., p.31-32
[234] Raynauld, André, Op.cit., p.266
[235] Ibid., p.266

d'instruction atteint par la population masculine non agricole, selon le recensement de 1961, nous montre que «la Colombie-Britannique et l'Ontario se situent très au-dessus de la moyenne nationale; [alors que] le Québec et le Nouveau-Brunswick [se situent] très au-dessous. Les chiffres révèlent qu'en Colombie-Britannique la scolarité moyenne est supérieure de plus de deux ans à celle du Québec.»[236] Alors que la moyenne canadienne en 1961 est de 8,45 années, celle du Québec est de 7,04 et celle de la Colombie-Britannique est 9,35 années.[237] Il en va de même pour la fréquentation scolaire. En effet, chez les 15 à 19 ans, la moyenne canadienne de fréquentation scolaire en 1961 est de 61,2% et de 11,3% pour les 20 à 24 ans. Le Québec se situe respectivement à 54,1% et à 10,9% pour les groupes d'âges 15 à 19 et 20 à 24 alors que l'Ontario se situe à 65,8% et à 12,6%. Même phénomène pour ce qui est du taux de persévérance scolaire des garçons qui ont commencé l'école en 1951-1952. En effet, le taux de persévérance jusqu'à la septième année est de 88% pour l'enseignement catholique au Québec, 87% pour l'enseignement protestant alors qu'il est de 100% pour l'Ontario. Lorsque l'on compare le même taux pour ce qui est de la onzième année, les Québécois catholiques ont un taux de persévérance de 38%, les Québécois protestant de 54% alors que les Ontariens ont un taux de 52%. Par contre, nous avons vu au chapitre précédent que Dion note que de 1944 à 1959, les dépenses publiques en matière d'éducation passent de 4,6 à 181 millions de dollars, que l'on construit jusqu'à 4 000 nouvelles écoles, 135 nouveaux collèges et que le nombre d'étudiants passe de 22 630 à 93 800; Jean-Luc Migué, pour sa part, soutient que la période caractérisée de «Grande noirceur» dans la littérature

---

[236] Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Op.cit., p.27
[237] Ibid., p.27

traditionnelle a été marquée par une explosion de la fréquentation scolaire. En plus, Migué observe qu'à partir de 1967-68, le Québec avait rattrapé la moyenne canadienne en ce qui à trait à l'enseignement primaire et secondaire.

Bref, l'on retient du tableau général de l'éducation que les Québécois sont en général moins nombreux dans les salles de classes primaires et secondaires que les autres Canadiens. Par contre, les étudiants qui atteignent les études supérieures sont plus nombreux au Québec et obtiennent soit plus ou autant de diplômes universitaires que dans le reste du Canada. Ici, l'on peut remarquer un certain retard du Québec en ce qui à trait à l'enseignement primaire et secondaire mais, ceci n'est pas le cas en ce qui à trait aux études supérieures. Nous croyons que ce phénomène ne serait probablement pas étranger à la présence de l'Église catholique dans le système d'éducation québécois. Comme nous l'avons vu au chapitre un, même si la thèse révisionniste est loin d'admettre une domination absolue du clergé sur la société québécoise, elle reconnaît tout de même que celui-ci est une emprise sur l'éducation. Bref, le rapport entre cette statistique et le clergé devrait sans contredit faire l'objet d'une étude plus approfondie.

Les structures politiques

Dans cette section, nous examinons les structures politiques du Québec entendues au sens large du terme comprenant, l'effectif politique et le taux de syndicalisation des Québécois. Premièrement, pour ce qui est de l'effectif politique, lorsque l'on regarde la répartition des membres de l'Assemblée nationale selon leur type d'occupations, l'on constate qu'en 1939 l'Union nationale possède plus d'industriels, de cadres supérieurs et de gens faisant partie des

professions libérales et financières que le Parti libéral. De plus, l'on observe qu'il y a beaucoup plus d'agriculteurs faisant partie de l'Union nationale que du Parti libéral, sauf en 1939.[238] Par contre, si l'on compare le niveau d'instruction des membres de l'Assemblée nationale, l'on note qu'avant 1960 il y a beaucoup plus de députés de l'Union nationale qui détenaient un baccalauréat que de députés du Parti libéral. Par contre, c'est pourtant le contraire pour ce que Bernier et Boily nomme la catégorie "université" et "secondaire-supérieur"[239], à l'exception de 1944 et 1960. L'on constate également qu'il y a beaucoup plus de francophones faisant partie du Conseil des ministres lorsque l'Union nationale est au pouvoir.[240] Bref, ici l'on peut remarquer un certain décalage dans le niveau d'instruction et le type d'occupation des députés de l'Union nationale. Par contre, l'on ne peut nullement attribuer ce décalage à l'ensemble de la société québécoise en se basant uniquement que sur cette donnée. Selon, Léon Dion «la présence à l'Assemblée législative, [...] d'un nombre disproportionné de députés, issues des milieux ruraux peu populeux et entièrement dévoués à Duplessis auquel ils doivent leur victoire, masque la grande transition vers la modernité que l'industrialisation et l'urbanisation croissantes entraînent au sein de la société civile.»[241] Par contre, dans leurs travaux, Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin ont montré que le discours politique duplessiste était libéral, en plus d'être empreint d'éléments de progrès et de modernité.[242] Par conséquent, l'on peut voir que ce n'est pas parce que les députés de l'Union nationale ont un niveau d'instruction peu élevé et des types

---

[238] Bernier et Boily, Op.cit., p.284
[239] Qui correspond au niveau public; le baccalauréat était attribué par des institutions privées. Ibid., p.288
[240] Ibid., p.293
[241] Dion, Léon, Op.cit., p.31
[242] Bourque, Duchastel et Beauchemin, Op.cit.

d'occupations plus traditionnels qu'ils ne peuvent être progressistes et modernes.

Pour ce qui est du taux de syndicalisation, l'on remarque que celui-ci est assez élevé au Québec comparativement à l'Ontario, surtout si l'on considère le nombre de syndicats au Québec qui est moindre.[243] L'on constate cependant que le pourcentage de grèves est relativement bas au Québec, les années où Maurice Duplessis est au pouvoir, soit de 1931 à 1940 et de 1946 à 1960.[244] En effet, l'on connaît tous l'histoire de la répression du gouvernement duplessiste à l'endroit des grévistes. Or, à l'instar de Bourque, Duchastel et Beauchemin, par rapport au libéralisme économique que défendait le gouvernement Duplessis, cette mesure apparaît tout à fait «normale». Nous avons vu, selon Bourque, Duchastel et Beauchemin que le Québec se caractérise par un libéralisme de type keynésien semblable à celui d'Ottawa à partir de 1960.[245]

L'emploi

Les données sur l'emploi existantes pour l'époque portent sur l'évolution de la main-d'oeuvre ainsi que le revenu personnel par habitant. En ce qui a trait à l'évolution de la main-d'oeuvre, il n'y a pas vraiment de divergences entre le Québec et l'Ontario. En effet, l'évolution de la main-d'oeuvre dans tous les types d'occupations est très semblable dans les deux provinces.[246] Par contre, il y a divergence lorsque l'on compare la répartition de la main-d'oeuvre selon le sexe. En effet, avant 1951 il y a plus de femmes sur le marché du travail

---

[243] Bernier et Boily, Op.cit., p.305
[244] Ibid., p.325
[245] Voir les ouvrages de Bourque, Duchastel et Beauchemin dans la bibliographie ainsi que Boismenu, Gérard, Op.cit..
[246] Bernier et Boily, Op.cit., p.199

québécois qu'il y en a en Ontario et dans le Canada en général. Après cette date, c'est le contraire.[247] Ceci pourrait-il laisser présager une forme de modernité plus précoce au Québec que dans les sociétés qui l'entourent? Ou est-ce que le duplessisme aurait–été la cause de ce renversement? Fait à noter, les révisionnistes n'ont pas du tout étudié la situation des femmes par rapport à celle des hommes. Or, les écrits «traditionnels» ne cessent de rappeler que la femme est soumise, traditionnelle et ainsi définit par ses maternités.

En ce qui a trait à l'administration publique, l'on remarque que la situation dans les années 1960 n'est aucunement différente de celle des années duplessistes en ce qui à trait au nombre de fonctionnaires québécois. Bref, il n'y a aucune rupture entre avant et après 1960, ce qui vient appuyer la thèse révisionniste. En effet, Dion nous affirme que l'accroissement des fonctionnaires triple celui de la main-d'oeuvre dans le secteur privé pour ce qui est de la période allant de 1941 à 1961. Même phénomène pour ce qui est du revenu personnel par habitant. En effet, Migué, en s'appuyant sur les données de différents recensements, affirme que de 1946 à 1958 celui-ci progressait de plus de cinq pour cent par année au Québec pour rejoindre de plus en plus celui de l'Ontario et du reste du Canada même si celui-ci restait toujours inférieur. Par contre, Migué rajoute que depuis 1961, les Québécois subissent une baisse de leur revenu personnel moyen par rapport aux Ontariens. Ainsi, soit l'on remarque que la performance du Québec relativement à celle des autres sociétés est inférieure mais ne s'améliore d'aucune façon après 1960 soit la performance du Québec est meilleur avant 1960 et se détériore après cette date.

---

[247] Ibid., p.203

En plus, le Québec reste gagnant en ce qui à trait au taux annuel moyen de variation du revenu personnel *per capita* comparativement à l'Ontario et à l'ensemble du Canada de 1946 à 1958.

Nos données vont dans le même sens. En effet, elles montrent bien que le Québec a pratiquement autant de mauvaises années en termes de revenus personnels dans les années antérieures à 1960, c'est-à-dire 1941, 1946, 1951 et 1956 que dans les années ultérieures à cette date soit 1966, 1970 et 1971.[248] Raynauld fait remarquer que de 1926 à 1958, le revenu personnel *per capita* du Québec en pourcentage de l'Ontario n'était que de 72,49%.[249] Phénomène qui semble se prolonger jusqu'en 1974, année où le rapport entre le revenu personnel *per capita* du Québec par rapport à celui du Canada s'améliore mais, sans pour autant atteindre, dans les années subséquentes, les 100% du revenu personnel *per capita* de l'ensemble du Canada.[250] En plus, l'on remarque à l'aide d'autres données que la rémunération moyenne entre le Québec et l'Ontario reste passablement stable de 1957 à 1979. Ce n'est qu'à partir de 1980 que le Québec paie davantage ses employés. Avant cette date, l'Ontario paie ses employés de 1% à 8% de plus selon les années.[251] Toutefois, nous ne pouvons constater de rupture entre l'avant et l'après 1960 autant pour ce qui est du revenu personnel *per capita* que du salaire moyen. Dans les deux cas, le Québec a une moins bonne performance que l'Ontario mais, les choses ne semblent pas s'améliorer après 1960. Ainsi, l'on ne remarque aucune rupture entre l'avant 1960 et l'après, ce qui ferait en sorte de venir appuyer la thèse révisionniste.

---

[248] Ibid., p.229
[249] Raynauld, André, Op.cit., p.58
[250] Bernier et Boily, Op.cit., p.239
[251] Ibid., p.232

Or, en étudiant le taux annuel moyen de variation du revenu personnel *per capita*, Raynauld constate que de 1946 à 1958, le Québec à un taux de variation supérieur aux taux de l'Ontario et de l'ensemble du Canada. Par exemple, de 1946 à 1950, le Québec à un taux moyen de variation de 6,30 comparativement à 5,14 pour l'Ontario et à 5,19 pour l'ensemble du Canada.[252] En plus, lorsque l'on étudie la plus grande période comprise entre 1926 et 1958, l'on remarque que le Québec à un taux annuel moyen de variation du revenu personnel supérieur à celui de l'ensemble du Canada soit respectivement 3,84 pour le Québec et 3,79 pour l'ensemble du Canada.[253] Ainsi, même si le Québec à une performance moindre en ce qui à trait au revenu personnel *per capita* comparativement aux sociétés qui l'entourent, sont taux annuel moyen de variation du revenu personnel reste supérieur à celui de l'Ontario et à l'ensemble du Canada de 1946 à 1958, ce qui laisse sous-entendre une nette amélioration du revenu des Québécois comparativement à celui du reste des Canadiens, pendant les années duplessistes. Selon Raynauld, «si l'on compare les années les plus récentes avec les années qui ont précédé la guerre, les différences de revenus se sont refermées entre le Québec et l'Ontario. La situation du Québec s'est améliorée relativement à celle de l'Ontario.»[254]

---

[252] Raynauld, André, Op.cit., p.209
[253] Ibid., p.209
[254] Ibid., p.211

Tableau 2
Taux annuel moyen de variation du revenu personnel per capita

	Québec	Ontario	Canada
1946 - 1950	6,3	5,14	5,19
1951 - 1955	4,99	4,81	4,99
1956 - 1958	4,58	4,01	4,32
1926 -1958	*3,48*	*3,93*	*3,79*

Source: Raynauld, p.209

Toutefois, l'on peut percevoir, à l'aide des données de Raynauld, que les Britanniques ont un net avantage sur les autres lorsque l'on compare la répartition de la main-d'oeuvre par ethnie et par occupation au Québec. En effet, les Britanniques sont majoritaires en 1931 et en 1941 dans les professions libérales et l'administration au Québec et sont deuxième en rang après les Juifs de 1951 à 1981. Les Français quant à eux restent majoritaires dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie primaire.[255] Cet indicateur projetterait un certain credo négatif sur la société québécoise. Par contre, il ne faudrait pas l'associer avec l'ensemble de la société puisque l'objet à l'étude dans le cas présent, est la différenciation entre plusieurs groupes ethniques et non la comparaison d'une société à une autre. Encore une fois, la cause du décalage que nous propose cet indicateur reste, pour nous, inexpliquée et devrait faire l'objet d'une autre étude plus approfondie sur le sujet.

Lorsque que l'on regarde les taux de chômage comparés, le Québec a toujours eu un taux de chômage plus élevé que l'Ontario et que l'ensemble du Canada, autant avant qu'après 1960.

---

[255] Ibid., p.208-213

Par contre, les données font ressortir que les années où l'écart est le plus grand entre le Québec et l'Ontario sont celle comprises entre 1958 et 1963.[256] Il est à noter que le phénomène n'est pas inhabituel pour le Québec. Encore de nos jours le taux de chômage du Québec est plus élevé qu'en Ontario et les données montrent que de 1950 à 1985, le taux de chômage du Québec reste supérieur à celui du Canada. Jean-Luc Migué fait remarquer que «depuis lors, l'écart avec l'Ontario a atteint jusqu'à près de quatre points; il ne descend à peu près jamais à deux points et, au moment où ces lignes sont écrites, il oscille autour de trois points.»[257] Pour ainsi dire, nous ne pouvons utiliser cette donnée comme indicateur du retard du Québec duplessiste face aux autres sociétés.

Bref, nous croyons avoir identifié dans cette section plusieurs indicateurs de développement à caractère socio-politique qui viennent soit s'ajouter ou complèter les indicateurs des révisionnistes. En effet, nous croyons que les données en ce qui a trait à l'éducation et à l'urbanisation que nous avons repris des ouvrages statistiques viennent compléter les données déjà identifiées par les révisionnistes pour ainsi leur donner plus de poids et, par le fait même mieux asseoir la thèse révisionniste. En plus, les nouveaux indicateurs de développement tels que les données sur les professions, le taux de syndicalisation, les années de scolarité des québécois, la division de la main-d'oeuvre, le nombre de propriétaires ainsi que sur l'immigration et la composition linguistique viennent s'ajouter à ceux-ci. De plus, nous croyons avoir montrer que tous ces indicateurs rendent la thèse révisionniste plus crédible. En effet, le

---

[256] Ibid., p.238
[257] Migué, Jean-Luc, Op.cit., p.24

nombre de données à caractère socio-politique démontrant la thèse révisionniste que nous avons identifiés fait en sorte, à notre avis, de rendre celle-ci plus intéressante mais surtout, plus convaincante.

Indicateurs de développement économiques

La vie économique

Cette section nous permettra de juger de façon plus appropriée la situation économique du Québec, notamment en rapport avec l'Ontario et l'ensemble du Canada. Notre premier indicateur de développement porte sur les investissements globaux canadiens. Les données sur les investissements globaux démontrent que le Québec est avantagé par rapport à l'Ontario. En effet, même si les investissements sont toujours supérieurs en Ontario comparativement à n'importe quelle autre province canadienne, de 1950 à 1962, ceux-ci sont toujours à la hausse au Québec alors qu'ils sont à la baisse en Ontario de 1947 à 1965.[258] Toutefois, parmi d'autres données sur le pourcentage d'investissement par secteur d'activité économique, l'on remarque que l'Ontario ramasse la plupart des investissements qui ont trait à la fabrication alors que le Québec récolte ceux qui se rapportent aux services d'utilités publiques.[259] Par conséquent, même si les investissements globaux canadiens sont plus élevés en moyenne en Ontario qu'au Québec, ils sont tout de même à la hausse pendant les années duplessistes au Québec alors qu'ils sont à la baisse en Ontario. Ainsi, cet indicateur montre que nullement il y eu un décalage économique au niveau des investissements pendant les années duplessistes et que, par le fait même, en affirmant

---

[258] Bernier et Boily, Op.cit., p.134

[259] Comme par exemple la voirie, Ibid., p.136

la normalité du Québec, donne du poids à la thèse révisionniste.

Tableau 3
Investissements globaux
Tableau comparatif de l'investissement au Canada de 1947 à 1985 (Québec et Ontario)
En chiffres absolus (millions de $) et relatifs

	1947	1950	1953	1956	1959	1962	1965
Québec	365,4	1231	1894,3	2453	2760	2946	4140
	29,1%	22,6%	23,9%	23,5%	24,4%	24,8%	24,6%
Ontario	593,6	2020	2864,6	3726	3988	4197	5850
	47,3%	37,0%	36,1%	35,7%	35,3%	35,3%	34,8%
Canada	1254,5	5453	7939	10438	11298	11876	16792
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Bernier et Boily, p.134

Léon Dion note comme premier indicateur économique qu'au cours des années cinquante, les investissements étrangers triplent au Québec et que ceci eu un impact énorme sur l'ensemble du marché financier québécois. Dion nous fourni alors une série de chiffres aussi convaincants les uns que les autres. L'auteur affirme également que l'infrastructure économique est en plein effervescence pendant les années duplessistes. Ceci vient confirmer nos observations précédentes sur les investissements globaux.

Un des reproches souvent dirigé à l'endroit du Québec afin d'expliquer son retard économique est son petit nombre de propriétaires. Or, les données sur les exploitations agricoles démontrent pourtant le contraire. En effet, de 1871 à 1981, le nombre de propriétaires est toujours plus élevé au Québec qu'en Ontario pour ce qui est des exploitations agricoles. La province ontarienne est, quant à elle, dominée par des locataires sur ses exploitations agricoles.

Par contre, la superficie provinciale des exploitations agricoles est pratiquement le double en Ontario.[260] C'est le cas également pour la production agricole qui est, en Ontario, toujours plus élevée qu'au Québec.[261] De plus, si nous élargissons la catégorie de propriétaires au delà des propriétaires d'entreprises manufacturières et/ou de commerce de détails, nous remarquons vite que le Québec avait un grand nombre de propriétaires fonciers. L'agriculture est sans contredit une forme d'entreprise non moins négligeable que n'importe quelle autre.

Le Rapport de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme confirme d'ailleurs ces remarques. En effet, le rapport note qu'«en 1961, pour l'ensemble des neufs secteurs d'activité [à l'étude], les établissements appartenant à des Canadiens francophones occupaient près de la moitié (47%) de la population active du Québec.»[262] Le rapport fait remarquer toutefois, qu'en «examinant les industries une à une, on constate que la répartition est très asymétrique du fait que la moitié des travailleurs des établissement francophones (24% de la population active) soient concentrés dans deux des industries, l'agriculture et les services. L'autre moitié (23%) se répartit entre les sept autres.»[263] Bref, les Québécois sont propriétaires en nombre similaire aux Ontariens à la différence qu'ils se consacrent en plus grand nombre aux entreprises reliées à l'agriculture. Encore une fois, aucun signe de retard pour ce qui est du nombre de propriétaires dans la société duplessiste. Mais attention, il ne faudrait pas prendre

---

[260] Ibid., p.165-166
[261] Ibid., p.174
[262] Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Op.cit., p.53
[263] Ibid., p.54

cette affirmation comme une confirmation de la thèse de la société rurale. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, les données que nous possédons sur l'urbanisation du Québec viennent défaire cette perception. En plus, nous ne sommes pas les premiers à distinguer des problèmes tant qu'à la définition attribuée par l'historiographie traditionnelle à la notion de «propriétaire». En effet, Gilles Paquet se demande également si l'on a toujours cherché au bon endroit pour comprendre la propriété au Québec. Selon Paquet, les auteurs de l'historiographie traditionnelle comprennent mal la nature de l'économie québécoise. Comme l'affirme Paquet,

> «pour eux, la croissance de l'économie passe forcément par les grandes entreprises. Or comme il n'y en a pas beaucoup dans l'arsenal économique des Québécois français d'avant 1960, on a vite conclu que la croissance économique n'était pas au rendez-vous. Ce faisant, on a négligé la vie économique de la petite et moyenne entreprise qui grouille au ras du sol. Ensuite, on a systématiquement ignoré à quel point ces petites et moyennes entreprises ont été construites sur les réseaux régionaux et locaux enracinés dans la famille, la communauté ou les paroisses.»[264]

Un autre indicateur intéressant nous est fourni par André Raynauld. Ce dernier compare les taux de croissance de la production industrielle pour chaque provinces canadienne ainsi que pour l'ensemble du Canada. Il constate que de 1935 à 1955, soit pendant la majeure partie des années duplessistes, le taux de croissance de la production industrielle du Québec est au troisième rang de toutes les provinces canadiennes derrière la Colombie-Britannique et l'Alberta.

---

[264] Paquet, Gilles, Op.cit., p.18

Tableau 4
Taux de croissance de la production industrielle de 1935 à 1955 (Canada et provinces)

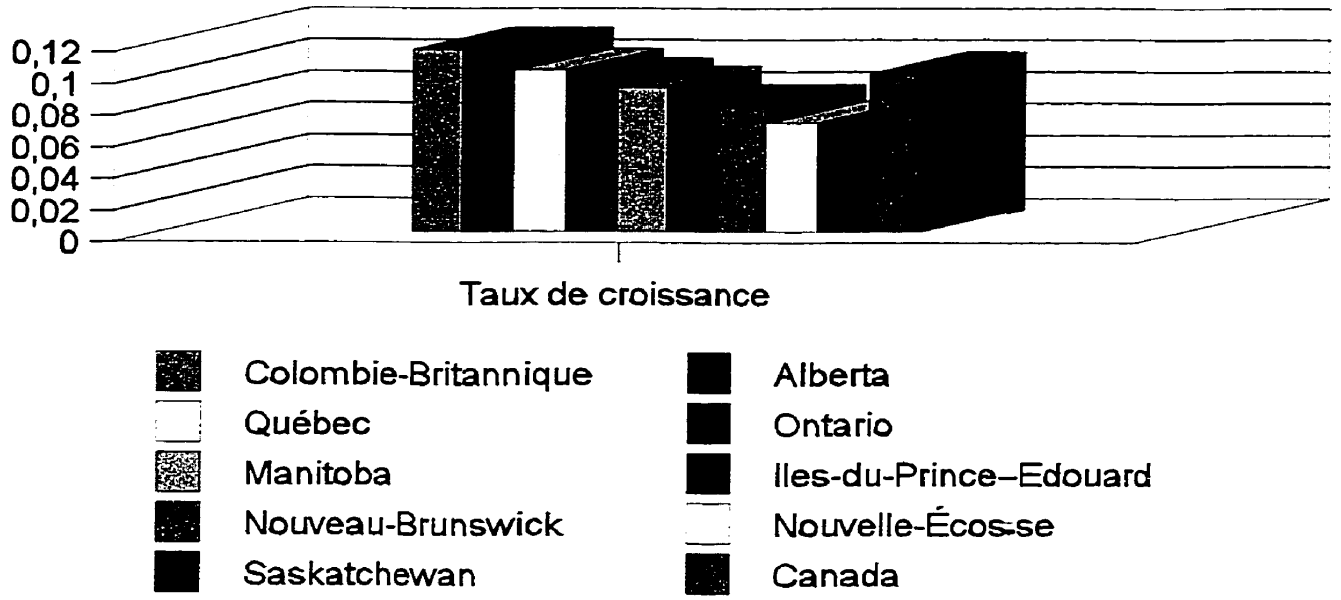
Provinces	Taux de croissance
Colombie-Britannique	11,5%
Alberta	11,5%
Québec	10,2%
Ontario	9,6%
Manitoba	9,1%
Iles-du-Prince-Edouard	7,9%
Nouveau-Brunswick	7,9%
Nouvelle-Écosse	6,9%
Saskatchewan	4,9%
Canada	10,0%

Source: Raynauld, p.69

En effet, il constate un taux de croissance de 10,2% au Québec de 1935 à 1955 alors qu'en Ontario, celui-ci ne serait que de 9,6%. Pour ce qui est du Canada en général, le même taux de

croissance se situerait à 10,0%.[265] Ainsi, le Québec aurait un taux de croissance supérieur à la fois à l'Ontario et à l'ensemble du Canada, pendant les années où Maurice Duplessis était au pouvoir. Bref, à l'aide de ce tableau, nul ne pourrait affirmer que la production industrielle québécoise était plongée dans une Grande noirceur avant l'arrivée de la Révolution tranquille.

Taux de croissance de la production industrielle 1935-1955



Source: Raynauld, p.69

En plus, un des indicateurs de développement les plus important dans notre analyse économique du chapitre précédent fut sans aucun doute celui du produit intérieur brut (P.I.B.). En effet, tant Gilles Paquet que Jean-Luc Migué utilisent le P.I.B. pour montrer qu'il est très difficile de défendre la thèse du retard du Québec à l'aide de cet indicateur. Ainsi, les deux auteurs montrent que le P.I.B. québécois fut de beaucoup supérieur durant les années 1945

[265] Raynauld, André, Op.cit., p.69

jusque vers la fin des années soixante. Après cette date, le taux de croissance de celui-ci ralentit jusque vers 1974 pour ensuite piquer du nez. Les auteurs montrent également que l'investissement privé *per capita* fait une chute vertigineuse au Québec pendant les années 1960 si on compare avec l'Ontario. Ainsi, Migué fait remarquer que la période 1935 à 1955, soit l'apogée du duplessisme, se distingue comme l'une des plus prospère du parcours historique québécois. Le taux de croissance de la production industrielle est supérieur au Québec qu'il l'est en Ontario et dans le reste du Canada. En plus, Migué rajoute que la croissance de la valeur ajoutée par année-personne au Québec est équivalente à celle de l'Ontario pour la période couvrant 1870 à 1957.

Bref, avec tous les indicateurs de développement que nous venons d'identifier en ce qui a trait à la vie économique, il devient à notre avis incontestable que l'économie québécoise ne subit aucun décalage pendant les années duplessistes. Au contraire, nous avons même démontré que cette période à été une des plus prospère de l'histoire du Québec.

Les données budgétaires

Pour ce qui est des priorités budgétaires du gouvernement du Québec, l'on peut affirmer qu'il y a une certaine divergence entre l'avant et l'après 1960. Avant 1960, ce dernier consacre davantage d'argent aux ressources naturelles et à l'élimination de la dette alors qu'après cette date, les priorités sont la santé et le bien-être ainsi que l'enseignement.[266] Cette divergence est

---

[266] Bernier et Boily, Op.cit., p.350

intéressante car elle permet de confronter le gouvernement Duplessis au gouvernement Lesage, comme on l'entend dans la nouvelle historiographie.[267] Le gouvernement Duplessis prône une forme libérale de l'État et met l'accent sur l'élimination de la dette; alors que le gouvernement Lesage prônerait une forme d'État plus providentiel, par le truchement d'un accent mis sur la santé, le bien-être et l'enseignement. Ainsi, ce n'est pas parce qu'il était rétrograde et traditionnel que le gouvernement Duplessis met moins l'accent sur les domaines à caractère socio-politique mais bien par choix économico-politique. Bref, c'est parce qu'il défendait une forme d'État libéral, tout comme les auteurs Bourque, Duchastel et Beauchemin l'ont démontré.

Léon Dion nous fournit un autre indicateur en ce qui à trait à l'aspect économique de la société québécoise. En effet, il constate, statistiques à l'appui, que les données sur les finances publiques des années 1950 démontrent une progression fulgurante presque jamais dépassée dans les années subséquentes entre autres dans les domaines de la santé, le bien-être et l'éducation où ils passent de 35% à 50% de l'ensemble des finances publiques de 1945 à 1959.

L'analyse des paiements de transfert dans la composition du revenu du Québec et de l'Ontario montre qu'entre 1952 et 1961, le Québec a un très bon taux de revenus bruts comparativement à l'Ontario. Ainsi, l'Ontario reçoit énormément plus de paiements de transfert de la part du fédéral que le Québec.[268] Par conséquent, ceci laisse supposer que l'économie du Québec se portait bien par rapport à celle de l'Ontario pour la majeure partie des années

---

[267] Voir les ouvrages de Bourque, Beauchemin et Duchastel, Op.cit.
[268] Bernier et Boily, Op.cit., p.363

cinquante soit, pendant la prétendue Grande noirceur. En effet, car les paiements de transfert sont distribués relativement aux taux de revenus des différentes provinces du pays.

Tableau 5
Part relative du Québec et de l'Ontario dans l'octroi des paiements de tranfert par le fédéral (1952 à 1961)
(En milliers de $)

	Paiments de transfert à l'ensemble du Canada	Québec		Ontario	
1952	404517	21279	5,3%	143253	35,4%
1953	418866	24604	5,9%	156969	37,5%
1954	445356	24571	5,5%	170877	38,4%
1955	444102	26895	6,1%	166888	37,6%
1956	504863	27816	5,5%	190764	37,8%
1957	529900	72886	13,8%	116148	21,9%
1958	699431	96164	13,7%	154580	22,1%
1959	905919	123360	13,6%	250660	27,7%
1960	990474	145855	14,7%	275669	27,8%
1961	1138052	237476	20,9%	309561	27,2%

Source: Bernier et Boily, p.365

Finalement, les données révèlent que la dette de l'Ontario augmente considérablement entre 1949 et 1961 alors que celle du Québec ne commence à augmenter de cette façon qu'en 1959 jusqu'en 1975.[269] Alors que la dette de l'Ontario passe de 884 millions de dollars en 1948 à 2 943 millions en 1958 celle du Québec passe de 628 à 990 millions de dollars. Bref, ceci laisse présager que le budget du Québec est efficace et qu'il a une économie très solide durant les

[269] Ibid., p.367

années duplessistes[270] contrairement à ce qu'affirme l'historiographie traditionnelle.

Conclusion

Pour conclure, nous pensons avoir fourni certaines données empiriques qui nous permettent de mieux saisir la thèse révisionniste appliquée aux années duplessistes. Nous avons, dans ce chapitre, identifié plus d'une vingtaine d'indicateurs de développement de la société québécoise, tant au niveau économique qu'au niveau socio-politique. Le tableau six résume les indicateurs de développement que nous avons identifié, ainsi que nos principales constatations. Nous tenterons, en guise de conclusion, de confronter ces indicateurs à la thèse révisionniste pour voir jusqu'à quel point celle-ci est démontrable.

Un des premiers indicateurs de développement que nous avons identifié fut le pourcentage d'augmentation de la population québécoise durant les années duplessistes. Ainsi, l'on a découvert que celui-ci était plus élevé au Québec jusqu'en 1951. Par conséquent, certains pourraient attribuer le phénomène à une certaine emprise de l'Église sur la société québécoise qui préconisait un haut taux de natalité.[271] Par contre, nous avons également vu que cette donnée s'estompait après 1951, pour ainsi, avoir un taux d'accroissement de la population moins élevé au Québec qu'en Ontario et que dans l'ensemble du Canada. Ainsi, si emprise il y a, elle s'estompe des 1951 et, par le fait même, au milieu du règne de Maurice LeNoblet Duplessis. Par

---

[270] Ibid., p.367

[271] Voir des études comme celle de Hamelin, Jean, Gagnon, Nicole, Voisine Nive et Sylvain, Philippe, Op.cit..

Tableau 6
Indicateurs de développement et conclusions en ce qui à trait à la normalité ou au retard du Québec face aux sociétés ontarienne et canadienne et performance du Québec duplessiste

no.	Indicateur de développement	Normalité	Retard	Performance du Québec (+, - ou =)
1	Portrait socio-démographique	oui	non	N/A
2	Immigration	oui	non	N/A
3	Composition ethnique	oui	non	N/A
4	Composition rurale et urbaine	oui	non	+
5	Scolarité supérieure	oui	non	=
6	Accroissement des établissement d'enseignement supérieur	oui	non	+
7	Écoles techniques post-secondaires	oui	non	+
8	Scolarité primaire et secondaire	non	oui	-
9	Analyse de l'effectif politique	non	oui	-
10	Taux de syndicalisation	oui	non	=
11	Pourcentage de grèves	non	oui	-
12	Investissement globaux canadiens	oui	non	+
13	Nombre de propriétaires	oui	non	=
14	Taux de croissance de la production industrielle	oui	non	+
15	Évolution de la main-d'oeuvre	oui	non	=
16	Revenu personnel per capita	oui	non	-
17	Rémunération moyenne	oui	non	-
18	Taux annuel de variation du revenu personnel per capita	oui	non	+
19	Répartition de la main-d'oeuvre par ethnie	non	oui	-
20	Taux de chômage	oui	non	-
21	Priorités budgétaires	oui	non	N/A
22	Paiements de transfert	oui	non	+
23	Dette	oui	non	+

conséquent, l'Église ne peut se voir attribuée une telle emprise pour ce qui est de la période duplessiste en ce qui a trait au taux de natalité.

En plus de l'accroissement de la population, le portrait socio-démographique nous a montré que l'immigration du Québec est stable pendant la période duplessiste mais, quelle est à la baisse pendant la Révolution tranquille soit, à partir de 1966.[272]

Nos données sur l'urbanisation de la société québécoise permettent également de donner une certaine validité à la thèse révisionniste. En effet, notre recherche ainsi que celle de Léon Dion, ont montré que le Québec restait en tout temps plus urbanisé que la moyenne canadienne et qu'en plus, de 1931 à 1941, le Québec était plus urbanisé que l'Ontario. Encore une fois, ceci vient donner de l'ampleur aux remarques faits par des auteurs comme Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert affirmant la normalité du Québec face aux autres sociétés en ce qui à trait au taux d'urbanisation.

Pour ce qui est du tableau que nous avons dressé en compagnie de André Raynauld et du Rapport de la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en ce qui a trait à l'éducation, il demeure plus ambigu. En effet, le postulat de normalité en ce qui a trait à l'enseignement post-secondaire et supérieur est démontrable mais, demeure moins valable pour ce qui est de l'enseignement primaire et secondaire parce qu'il y a beaucoup moins de gradués à

---

[272] Pour une discussion à propos de l'immigration et de Duplessis voir Frenette, Yves, (avec la collaboration de Pâquet, Martin), Brève histoire des Canadiens français, Boréal, Montréal, 1998, 209p.

ce niveau. Ainsi, les diplômes octroyés par les établissements post-secondaires sont en nombre soit équivalent ou plus élevé que dans les autres sociétés. Par contre, ceux octroyés par les établissements primaire et secondaire restent moins élevés au Québec que dans le reste du Canada à l'époque de Duplessis. Par contre, les données qui nous sont fournies par Jean-Luc Migué nous démontrent qu'il y a tout de même explosion de la fréquenation scolaire à tout les niveaux, autant élémentaire que secondaire, pendant les mêmes années.

Pour ce qui est de l'analyse de l'effectif politique, l'on constate que les députés de l'Union nationale sont en moyenne moins instruits que la moyenne des députés du Parti libéral. Toutefois, comme nous l'avons mentionné plus haut, Bourque, Duchastel et Beauchemin nous ont montré, par une étude empirique fort appréciable, que le discours politique de l'Union nationale restait néanmoins moderne et libéral.

Même chose pour ce qui est du taux de syndicalisation au Québec durant la période duplessiste. Nos données servent d'appui à la thèse révisionniste. Notons le nombre de grève moins élevé au Québec que dans les autres sociétés. Les révisionnistes, loin de nier la répression des syndicats sous Duplessis, affirment que le Québec duplessiste s'inspira néanmoins du libéralisme classique et non d'un autoritarisme d'Ancien régime.[273]

Pour ce qui est des indicateurs de développement économiques, toutes les données

---

[273] Voir les études de Bourque, Duchastel et Beauchemin, Gérard, Op.cit., ainsi que de Boismenu, Op.cit.

recueillies, à l'exception d'une, permettent d'appuyer, souvent plus fortement que le contraire, la thèse défendue par les révisionnistes. Nous avons vu que les données sur les investissements, que celles sur le nombre de propriétaires, la croissance de la production industrielle, le P.I.B., l'évolution de la main-d'oeuvre, le nombre d'employés de la fonction publique, le revenu personnel *per capita*, les finances publiques, la rémunération moyenne, le taux de chômage, les priorités budgétaires, les paiements de transfert ainsi que la dette, nous permettent de voir clairement que le Québec est une société normale pendant les années duplessistes. De plus, à l'instar de Paquet et de Migué, nos données ont permis de constater que, s'il y a anomalie, c'est plutôt pendant les années subséquentes à 1960 qu'elle peut être remarquée. Par contre, les données que nous avons recueillies sur la répartition de la main-d'oeuvre par ethnie pose problème. En effet, notre étude nous a fait remarquer que les Britanniques sont majoritaires dans les professions libérales et l'administration. Ceci ne veut pourtant pas dire qu'il n'y a aucun Français dans ces professions car les études de Claude Couture[274] et de Fernande Roy[275] nous prouvent le contraire. Par contre, les Français demeurent minoritaires dans ces domaines d'emploi et ainsi, vivent un certain retard face aux autres groupes.

---

[274] Couture, Claude, Op.cit.
[275] Roy, Fernande, Op.cit.

Conclusion

L'objectif principal de cette thèse était d'une part, d'explorer le débat au sein de l'historiographie québécoise sur la période duplessiste en particulier et, d'autre part, de situer notre analyse au plan des indicateurs de développement en vue de vérifier la validité de la thèse révisionniste. Notre hypothèse de recherche stipulait que les données empiriques fourni par les études révisionnistes ne nous permettais pas de retenir cette thèse comme acquise en ce qui a trait à la période duplessiste, c'est-à-dire la période où Maurice LeNoblet Duplessis était au pouvoir. Par conséquent, nous avons tenté d'identifier d'autres indicateurs de développement afin de donner un portrait plus complet de la société québécoise de l'époque et d'y situer à nouveau la thèse révisionniste par rapport à l'historiographie traditionnelle.

Pour ce faire, notre premier chapitre a servi à présenter les différents enjeux au sein de l'historiographie au Québec. Nous avons présenté les grandes lignes de la thèse traditionnelle et tenté de faire le tour de la thèse révisionniste. Dans le deuxième chapitre, nous avons concentré notre propos sur le débat historiographique de la période duplessiste en transposant les deux thèses opposées à cette période. Ainsi, nous avons fait porter notre attention sur la réinterprétation de la période duplessiste, période sur laquelle nous avons choisi de nous consacrer. Nous avons choisi d'étudier plus spécifiquement la période de Maurice Duplessis car celle-ci représente, dans l'imaginaire collectif québécois, un moment de Grande noirceur avec laquelle l'arrivée de la Révolution tranquille permettra de rompre. Notre travail visait à remettre en question cette représentation.

Dans un troisième chapitre, nous avons repris la thèse révisionniste afin d'en préciser les bases empiriques. Cette thèse était pour nous séduisante sauf que la question était aussi de savoir si elle était fondée non uniquement de façon théorique mais également de façon empirique. Ainsi, il nous importait de voir sur quelles données reposait la thèse révisionniste s'appliquant à la période duplessiste. Afin de répondre à cette question, nous avons étudié les principales données proposées par les auteurs révisionnistes ou ré-interprètent de la période de Duplessis. De cette façon, nous avons constaté que les données empiriques proposées par ces derniers étaient loin d'être suffisantes afin de pouvoir asseoir la thèse révisionniste sur des bases suffisamment solides. En effet, nous avons remarqué que la plupart des études reposent sur des analyses théoriques descriptives et/ou conceptuelles de la thèse qu'ils défendent. Par contre, nous avons quand même réussi à identifier quelques indicateurs de développement à l'aide des données empiriques fournis par des auteurs comme Gilles Paquet, Jean-Luc Migué et Léon Dion.

Dans la quatrième partie de notre étude, nous avons tenté de combler le vide laissé par les révisionnistes. En effet, notre intention était de scruter la littérature statistique s'appliquant à la période duplessiste afin d'identifier de nouveaux indicateurs de développement qui viendraient tester la thèse révisionniste plus en profondeur. Ainsi, à l'aide de quelques données, nous avons pu tirer nos propres conclusions en ce qui a trait à la thèse révisionniste et ainsi, espérer contribuer au débat historiographique québécois en ce qui a trait à la période duplessiste. De cette façon, nous avons identifié plus d'une vingtaine d'indicateurs de développement qui venaient soit confirmer ou infirmer la thèse révisionniste.

Bref, nous avons vu dans le dernier chapitre que la grande majorité des indicateurs de développement identifiés, tant par les auteurs révisionnistes que par notre recherche, ont montré que la thèse révisionniste se permettait, à bien des égards, d'être valable. En effet, tous nos indicateurs de développement portant sur l'aspect économique de la société québécoise au temps de Duplessis ont résisté à la confrontation faite avec la thèse révisionniste. Tous, à des degrés différents, ont réussi à donner du poids à cette thèse, soit en démontrant que le Québec apparaissait comme une société tout à fait normale face aux sociétés ontarienne et canadienne, soit en démontrant que le Québec était, dans certains cas, plus performant que ces dernières. Pour ce qui est des indicateurs de développement socio-politiques, les conclusions étaient sensiblement les mêmes à quelques exceptions près. En effet, à part les données en ce qui a trait à la scolarité primaire et secondaire ainsi qu'au pourcentage de grèves au Québec, rien ne nous à laisser présager une quelconque apparence d'une Grande noirceur pendant la période duplessiste. Ainsi, toutes les autres données ont encore une fois permis de procurer un peu plus de mordant à la thèse révisionniste et ainsi prouver qu'il y avait bel et bien présence de modernité dans la société québécoise duplessiste.

Tradition ou modernité?

Bref, notre propos rejoignait ainsi le grand débat entre tradition et/ou modernité de la société duplessiste. Il est commun de penser qu'entre cette dichotomie tradition/modernité se trouve, dans chaque société caractérisée comme moderne, un moment de passage d'une société traditionnelle vers une société moderne. C'est précisément ce passage que l'on remet en

question. Au Québec, celui-ci aurait été caractérisé par la Révolution tranquille. Or, nous pensons, tout comme les auteurs Cardinal, Couture et Denis «que les sociétés occidentales des XIXième et XXième siècles ont été caractérisées non pas par un phénomène de rupture entre la tradition et la modernité, même considérées comme des idéaux-types, mais au contraire par une complexe articulation de l'un dans l'autre.»[276] Par conséquent, nous pensons qu'il y aurait eu bel et bien présence de modernité, et par le fait même de libéralisme et d'individualisme, avant 1960 au Québec et, qu'il continu d'y avoir une présence d'aspects traditionnels, soit la présence d'un certain sens de la communauté,[277] après cette date fétiche. Bref, c'est la dichotomie entre tradition et modernité qui ne tient plus. Les auteurs Bourque, Duchastel et Beauchemin sont tout à fait d'accord avec le fait qu'il y a inévitablement présence, dans toute société, de tradition et de modernité. Ils affirment que:

> «la reproduction des institutions traditionnelles et l'étroitesse de la morale proposée par le libéralisme impliquent que la représentation du monde et le discours politique dominant dans l'État libéral soient traversés par la dialectique du modernisme-traditionalisme. Cette dynamique se répand dans tous les pays où s'implante cette forme de l'État moderne, la particularité de sa configuration dépendant, bien sûr, de l'histoire propre à chaque formation sociale. De plus, elle évolue aussi en fonction des phases particulières de la reproduction de l'État libéral. Sur un plan général, nous soutenons qu'avec la transformation progressive des rapports sociaux, la dialectique tend à se modifier dans le sens d'une marginalisation effective, bien que jamais réalisée, de la représentation traditionnelle. Ainsi, le discours politique duplessiste, produit un effet de modernisation et de soumission de la représentation religieuse et traditionnelle...»[278]

Par contre, le tour de la question n'a peut-être pas été fait de fond en comble. En effet,

---

[276] Cardinal, Couture et Denis, Op.cit., p.80
[277] Pour une discussion à ce sujet voir l'ouvrage de Paquet, Gilles, Op.cit.
[278] Bourque, Duchastel et Beauchemin, Église, tradition et modernité, Op.cit., p.179

que dire de l'idée selon laquelle la Grande noirceur ainsi que la Révolution tranquille ont eu lieu au plan des mentalités et non au plan de la réalité matérielle? Comme nous l'avons mentionné dans cette recherche, Jocelyn Létourneau attribue à la dichotomie entre Grande noirceur et Révolution tranquille une métaphore qui est au coeur de l'imaginaire collectif québécois et que tenter de la morceler aurait des effets totalement déstabilisateurs envers la société québécoise. À la différence de Létourneau, il nous semble que le temps soit venu pour enfin «démembrer» les métaphores de la Grande noirceur et de la Révolution tranquille. Certes, les Québécois francophones construisent leur référence au *Nous* en fonction des années 1960 sauf que, la remise en question du couple Grande noirceur / Révolution tranquille ne vise pas à les empêcher de se construire un *Nous*. Elle cherche plutôt à mieux faire apparaître les différentes époques du Québec en rappelant que ce dernier n'a jamais été à la marge des temps modernes, attardé, reculé, en retard face à toutes autres sociétés. Il s'agit de remettre en question ce *«chromo»*, comme le nomme Gilles Paquet, car celui-ci ne sert qu'à enfermer davantage les Québécois dans une sorte de misérabilisme inutile à leur développement ainsi qu'au développement de leur *Nous* collectif. Ainsi, il importe d'aller au-delà des propos de *l'intelligentsia*, et d'insister sur la question suivante: «De quelle Grande noirceur parlez-vous?».

Bibliographie

- Asselin, Suzanne *et al.*, Portrait social du Québec, Bureau des statistiques du Québec, Les Publications du Québec, 1992, 353p.

- Bélanger, André-J. «Les leçons de l'expérience québécoise. L'accès inusité du Québec à la modernité» dans Elbaz, Mikhaël, Fortin, Andrée, Laforest, Guy, (dir.), Les frontières de l'identité: modernité et postmodernisme au Québec, L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval, Paris et Québec, 1996

- Bernier, Gérald et Robert Boily, Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Montréal, 1986, 389p.

- Black, Conrad, Duplessis, Tome I et II, Montréal, 1977.

- Boismenu, Gérard, Le duplessisme, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1981, 432p.

- Bouchard, Gérard, «Sur les mutations de l'historiographie québécoise: les chemins de la maturité», dans Fernand Dumont (dir.), La société québécoise après 30 ans de changements, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1990, p.251-272.

- Bourque, Gilles et Jules Duchastel, Restons traditionnels et progressifs: pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis, Boréal, Montréal, 1988, 399p.

- Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, L'Église, la tradition et la modernité, *Recherches sociographiques*, vol.XXXII, no.2, 1991, pp.175-197.

- Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, La société libérale duplessiste, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1994.

- Brunet, Michel, «Trois dominantes de la pensée canadienne-française: l'agriculturalisme, l'anti-étatisme et le messianisme», dans La présence anglaise et les canadiens, Beauchemin, Montréal, 1964.

- Bulletin d'histoire politique, «Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?», vol.4, no.2, hiver 1995, p.3-75.

- Bulletin d'histoire politique, «Débat à propos de Making History in Twentieth-Century Quebec. Historians and their Society de Ronald Rudin», vol.7, no.1, automne 1998, p.106-157.

- Bulletin d'histoire politique, «Débat à propos de Oublier la Révolution tranquille de Gilles Paquet», vol.8, nos.2-3, hiver-printemps 2000, pp.331 à 377.

- Cardinal, Linda, Claude Couture et Claude Denis, La Révolution tranquille à l'épreuve de la «nouvelle» historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire, *Globe. Revue internationales d'études québécoises*, vol.2, no.1, 1999, pp.75-95.

- Courville, Serge et Normand Séguin, «Rural Life in Nineteenth Century Quebec», The Canadian Historical Association, Historical Booklet, no.47, Ottawa, 1989.

- Comeau, Robert et Bernard Dionne, (dir.), À propos de l'histoire nationale, Septentrion, sillery, 1998, 160p.

- Comeau, Robert, Maurice Séguin, historien du pays québécois: vu par ses contemporains. Suivi de Les normes, VLB Éditeur, Montréal, 1987.

- Couture, Claude, Le mythe de la modernisation du Québec des années 1930 à la Révolution tranquille, Les Éditions du Méridien, Montréal, 1991, 152p.

- Couture, Claude et Claude Denis, «La captation du couple tradition-modernité par la sociographie québécoise», dans Discours théoriques au Canada, Association d'études canadiennes, Montréal, 1994, p.105-131.

- Creighton, D., The Commercial Empire of the St. Lawrence, Ryerson Press, Toronto, 1937.

- Dauphin, Roma, Économie du Québec: une économie à la remorque de ses groupes, Éditions Beauchemin, Laval, 1994, 291p.

- Denis, Claude, «Quebec-as-a-distinct-society as conventional wisdom: The constitutional silence of anglo-Canadian sociologists», Canadian Journal of Sociology, vol.18, no.3, 1993, pp.251-269.

- Dickinson, John A., «Commentaires sur la critique de Ronald Rudin», Bulletin d'histoire politique, vol.4, no.2, p.22.

- Dion, Léon, Québec 1945-2000: Les intellectuels et le temps de Duplessis, Les Presses de l'université Laval, Sainte-Foy, 1993, 450p.

- Dion, Léon, La révolution déroutée 1960-1976, Boréal, Montréal, 1998, 321p.

- Dumont, Fernand, «Idéologie et conscience historique dans la société canadienne-française du XIXième siècle», dans J.-P. Bernard, Les idéologies québécoises au 19ième siècle, Montréal, Boréal Express, 1973.

- Dumont, Fernand, La représentation idéologique des classes au Canada français, *RS*, VI, no.1, janvier à avril 1965.

- Elbaz, Mikhaël, Andrée Fortin et Guy Laforest, (dir.), Les frontières de l'identité: modernité et postmodernisme au Québec, L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval, Paris et Québec, 1996, 375p.

- Fortin, Jacques, Le défi économique, Presses de l'Université du Québec, Sillery, 1990, 243p.

- Fortin, Gérald, La fin d'un règne, les éditions Hurtubise HMH, Montréal, 1971, 397p.

- Fréchette, Pierre *et al.*, L'économie du Québec, les éditions HRW, Montréal, 1979, 453p.

- Frenette, Yves, (avec la collaboration de Pâquet, Martin), Brève histoire des Canadiens français, Boréal, Montréal, 1998, 209p.

- Gagnon, Alain-G. et Michel Sarra-Bournet, (dir.), Duplessis: entre la Grande Noirceur et la société libérale, Québec-Amérique, Montréal, 1997, 396p.

- Garigue, Phillipe, Études sur le Canada-français, Université de Montréal, Montréal, 1958, 110p.

- Gérin, Léon, L'habitant de Saint-Justin, Proceedings of the Royal Society of Canada, IV, 1898, pp.139-216.

- Gingras, François-Pierre et Neil Nevitte, «La Révolution en plan et le paradigme en cause», Revue canadienne de science politique, XVI, no.4, décembre 1993, pp.691-716.

- Gow, James Ian, Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970, Les Presses de L'Université de Montréal, Montréal, 1986, 443p.

- Hamelin, Jean, Gagnon, Nicole, Voisine, Nive et Sylvain, Philippe, Histoire du catholicisme québécois, Boréal express, Montréal, 1984.

- Harvey, Louis-George, «The First Distinct Society: French Canada, America, and the Constitution of 1791» dans Canada's Origins. Liberal, Tory or Republican?, Peter J. Smith et Janet Ajzenstat (dir.), Ottawa, Carleton University Press, 1995.

- Hughes, E.C., French Canada in Transition, University of Chicago Press, Chicago, 1943.

- Jones, Richard, Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale, La société historique du Canada, Ottawa, Brochure historique no.35, 1983.

- Lafond, Michel-Rémi (dir.), La Révolution tranquille 30 ans après, qu'en reste-t-il?, Collection Zone franche, Éditions De Lorraine, Hull, 1992, 236p.

- Lamarre, Jean, Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969, Septentrion, Sillery, 1993, 561p.

- Lapointe, Gérard, Essais sur la fonction publique québécoise, Information Canada, Ottawa, 1971, 338p.

- Laporte, Pierre, Le vrai visage de Duplessis, Éditions de l'Homme, Montréal, 1960, 140p.

- Létourneau, Jocelyn et Jacinthe Ruel, «Nous autres les Québécois: topiques du discours franco-québécois sur Soi et sur l'Autre dans les mémoires déposés devant la Commission Bélanger-Campeau», dans Fall, Khadiyatoulah, Simeoni, Daniel, Vignaux, George, (dir.) Mots, représentations: enjeux dans les contacts interethniques et interculturels, Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1997, pp.283-307.

- Létourneau, Jocelyn, «Pour une révolution de la mémoire collective. Histoire et conscience historique chez les Québécois francophones», Argument, Vol.1, no.1, 1998, pp.41-57.

- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert, Histoire du Québec contemporain, Tomes I et II, Boréal Express, Montréal, 1979.

- Linteau, Paul-André, «De l'équilibre et de la nuance dans l'interprétation de l'histoire du Québec», dans Bulletin d'histoire politique, vol.4, no.2, hiver 1995, p.14

- Lower, A.R.M., «Two Ways of Life: The Primary Antithesis of Canadian History», Canadian Historical Association Annual Report, 1943, pp.5-18.

- Migué, Jean-Luc, Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la Révolution tranquille, Collection Histoire et Société, Éditions Varia, Montréal, 1999, 231p.

- Miner, H., St. Denis: A French-Canadian Parish, University of Chicago Press, Chicago, 1935.

- Ouellet, Fernand, Economy, Class and Nation in Quebec, Toronto, 1991, p.242.

- Paquet, Gilles, Penser la socialité au Québec, Faculté d'administration, Université d'Ottawa, 1995, p.2-25.

- Paquet, Gilles, Oublier la révolution tranquille: pour une nouvelle socialité, Liber, Montréal, 1999, 159p.

- Paquet, Gilles et Jean-Pierre Wallot, Le Bas-Canada au tournant du 19e siècle: restructuration et modernisation, La société historique du Canada, Ottawa, Brochure historique no.45, 1988, 24p.

- Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, *Le monde du travail*, première partie: «Le statut socio-économique», Imprimeur de la Reine pour le Canada, 1969, 490p.

- Raynauld, André, Croissance et structure économiques de la province de Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, province de Québec, 1961, 657p.

- Richard, Jones, Duplessis et le gouvernement de l'Union Nationale, Brochure historique no.35, La Société historique du Canada, Ottawa, 1983, 24p.

- Roberts, Leslie, Le chef: une biographie politique de Maurice L. Duplessis, Éditions du Jour, Montréal, 195p.

- Rousseau, Louis, «Silence, bruits, liens, citoyenneté: l'espace de la transcendance québécoise», dans Jean-Marie Fecteau *et al.*, La condition québécoise: enjeux et horizons d'une société en devenir, Montréal, VLB, 1994.

- Roy, Fernande, Histoire des idéologies au Québec aux XIXième et XXième siècles, Montréal, Boréal Express, 1995, 127p.

- Roy, Fernande, Progrès, harmonie et liberté, Boréal, Montréal, 1983.

- Rudin, Ronald, «Revisionism and the Search for a Normal Society: A Critique of Recent Quebec Historical Writing», Canadian Historical Review, vol. LXXIII, no.1, 1992, pp.30-61

- Rudin, Ronald, «La quête d'une société normale. Critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», Bulletin d'histoire politique, vol.3, no.2, hiver 1995, p.9-43.

- Rudin, Ronald, Faire de l'histoire au Québec, Septentrion, Montréal, 1998, 278p.

- Rudin, Ronald, Banking en français: les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925, Boréal, Montréal, 1988.

- Rumilly, Robert, Maurice Duplessis et son temps, Tome I et II, Montréal, 1973.

- Saint-Aubin, Bernard, Duplessis et son époque, Éditions la Presse, Montréal, 1979, 278p.

- Saint-Germain, Maurice, Une économie à libérer: le Québec analysé dans ses structures économiques, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1973, 471p.

- Séguin, Maurice, La nation canadienne et l'agriculture, Boréal Express, Trois-Rivière, 1970.

- Maurice Tremblay, «Orientations et pensée sociale», dans J.-C. Falardeau, Essai sur le Québec contemporain, Québec, PUL, 1953, p.197.

- Trudeau, Pierre-Elliott, La grève de l'amiante, Montréal, Cité libre, 1956.

- Turgeon, Luc, «Recension. Gilles Paquet, Oublier la Révolution tranquille», Globe. Revue internationale d'études québécoises, vol.2, no.2, 1999, pp.161-164.

- Vachet, André, «L'idéologie libérale et la pensée sociale au Québec, préliminaires à une recherche», Philosophie au Québec, Montréal, Bellarmin, 1976.

- Wallot, Jean-Pierre, «Révolution et réformisme dans le Bas-Canada (1773-1815)», Annales historiques de la Révolution française, no.213, 1973.

- Youg, Brian et John A. Dickinson, A Short History of Quebec: A Social and Economic Perspective, Toronto, 1988.